



COMMENT LE 7 OCTOBRE A CHANGÉ LE MOYEN-ORIENT

3 ANS APRÈS LE 7 OCTOBRE, VERS UNE “NORMALISATION DE FAIT” ENTRE ISRAËL ET LES PAYS ARABES ?

Par Edouard Chaplault-Maestracci et Antranig Kevorkian, Analystes internationaux et Pierre Clairé, Expert en relations internationales



AVANT-PROPOS

Il y a 2 ans jours pour jours, Israël a vécu le plus grand traumatisme de son histoire depuis 1948 avec les crimes contre l'humanité perpétrés par le groupe terroriste du Hamas. Cette attaque a engendré non seulement une guerre dans la bande de Gaza, mais également un basculement des rapports de force au Moyen-Orient. En effet, si le Hamas a souhaité diviser le rapprochement des États sunnites arabes avec Israël, en réalité il a créé un alignement des intérêts entre ces États en désignant un ennemi : le terrorisme islamiste notamment alimenté par les proxys iraniens.

Le Moyen-Orient occupe une place de première importance dans l'histoire de l'humanité et des civilisations. Le fait qu'on le désigne fréquemment comme le « berceau de la civilisation » rappelle que c'est dans cette région qu'apparurent deux de ses composantes essentielles, à savoir l'agriculture et les premières traces significatives de sédentarisation. Les recherches établissent ainsi les premiers pas de l'agriculture au X^{ème} siècle avant notre ère et les situent géographiquement dans le « croissant fertile »¹, une région particulièrement propice à la culture et à la sédentarisation en raison de la fertilité de ses sols. C'est également dans cette zone, et plus précisément en Mésopotamie², que les hommes commencèrent à s'implanter durablement et à former ce qui prendra ensuite la forme de cités-États.

La Mésopotamie verra se former l'écriture cunéiforme, appelée ainsi en raison de la forme de coins de ses signes et utilisée de l'Anatolie à l'Iran et de l'Égypte aux Monts Elbrouz³, et sera le théâtre de l'établissement des premières relations commerciales. L'islam, religion apparue à la suite de l'hindouisme, du judaïsme et du christianisme, naîtra au début du VII^{ème}

¹ Désignation géographique non officielle de la zone qui s'étend du nord de l'Égypte jusqu'à la partie ouest de l'Iran et qui inclut des régions de la Syrie, de la Turquie et de l'Irak. Elle fut nommée ainsi en raison sa forme évoquant celle d'un croissant.

² Située au sein du croissant fertile, la Mésopotamie correspond essentiellement à l'Irak d'aujourd'hui.

³ <https://lejournel.cnrs.fr/nos-blogs/breves-mesopotamiennes/les-ecritures-cuneiformes-comment-ca-marche>

siècle⁴ dans la péninsule Arabique⁵ et sera déterminant dans l'émergence de l'Empire arabe et dans le rayonnement de sa civilisation.

Au gré des époques, le rôle du Moyen-Orient dans l'équation mondiale n'a jamais perdu de son importance et demeure plus que jamais d'actualité. Au même titre que ce qui se passe en Amérique du Nord, et notamment aux États-Unis, influence l'existence de la grande majorité des habitants de cette planète, les événements ayant lieu au Moyen-Orient ont une résonance considérable d'un point de vue global. Ces événements, qu'ils soient de nature religieuse, conflictuelle, démographique ou culturelle, bénéficient d'une couverture médiatique mondiale et entraînent des conséquences qui le sont tout autant. Aussi, l'évolution technologique fulgurante des moyens de communication fait que nous vivons tous le Moyen-Orient en temps réel.

Cette étude a pour but de présenter les événements qui figurent parmi les enjeux majeurs du Moyen-Orient aujourd'hui. Il conviendra bien sûr de traiter du conflit israélo-palestinien et de son regain d'intensité à la suite des attaques terroristes du 7 octobre tout en le situant dans le contexte plus large de la « guerre de l'ombre » que mène l'Iran, au moyen de relais régionaux, à l'État d'Israël. Ces sujets devront être à la fois liés et distingués. Le menace que constitue l'islamisme, du point de vue sécuritaire mais aussi politique, sera évoquée tenant compte de l'actualité en Syrie, du réseau transnational des Frères musulmans mais aussi du bilan de la « guerre contre le terrorisme » ou encore de la coalition internationale anti-Daech.

Nous tenterons d'imaginer l'avenir du Moyen-Orient. **Comment trouver une solution durable et équitable au conflit israélo-palestinien ? Quelle est la meilleure manière d'exclure l'Iran du club nucléaire ? Comment faire chuter l'« axe de la résistance » ? Quels sont les meilleurs moyens d'encourager la normalisation des relations entre les États arabes et Israël ?**

⁴ Le calendrier musulman débute en l'an 622 de l'ère chrétienne. On parle de l'hégire.

⁵ <https://www.imarabe.org/fr/religion>

AVANT-PROPOS	2
<i>Une région divisée et complexe.....</i>	<i>6</i>
Une définition de nature géopolitique	6
Le poids du conflit Israélo-Palestinien	11
Le facteur religieux, élément déterminant	17
Une Ligue arabe dysfonctionnelle symbole des divisions régionales	21
Retrait mesuré des Etats-Unis, la fin de la domination des néoconservateurs	23
<i>Les nouvelles réalités du Moyen-Orient</i>	<i>26</i>
Israël face à L'« <i>axe de la résistance</i> »	26
Israël contre le Hamas : la guerre du 7 octobre	27
Les Houthis, le proxy qui fait trembler la mer Rouge	37
« <i>Guerre de l'ombre</i> », l'Iran en ballottage défavorable.....	40
Les troubles liés à la menace islamiste.....	48
En Syrie, un nouveau régime et des incertitudes	48
Les Frères musulmans, la menace transnationale de l'islamisme politique	54
<i>DEPUIS LE 7 OCTOBRE, Le chemin vers un nouveau Moyen-Orient.....</i>	<i>60</i>
Un Moyen-Orient vers la paix ?	62
L'Indispensable solution palestinienne	62
Poursuivre la voie de la normalisation entre Israël et ses voisins	69
Un Moyen-Orient débarrassé de l'islamisme sous toutes ses formes	76
Neutraliser les proxys iraniens terroristes	76
Exclure l'Iran du club nucléaire	90
Contrer la résurgence de Daech	97
<i>COMMENT LE 7 OCTOBRE A RECONFIGURÉ LA RÉGION</i>	<i>102</i>
QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'ELECTION DU 27 OCTOBRE EN ISRAËL ?.....	102
1 AN APRES LE PLAN DE PAIX DE TRUMP, LES DERNIERS OBSTACLES	104
LE PREMIER 7 OCTOBRE APRES LA GUERRE CONTRE L'IRAN : QUELLES CONSÉQUENCES RÉGIONALES ?	106
CONCLUSION.....	108

UNE REGION DIVISEE ET COMPLEXE

UNE DEFINITION DE NATURE GEOPOLITIQUE

Si l'utilisation du concept de Moyen-Orient fait aujourd'hui l'objet d'un consensus largement généralisé, la situation n'a pas toujours été aussi claire. Comme le souligne un extrait des archives du quotidien *Le Monde*⁶, la notion de « *Moyen-Orient* » et celle de « *Proche-Orient* » ont longtemps cohabité sans que l'on sache précisément les distinguer.

Cela tient principalement au fait que **la définition et la délimitation de cette région furent longtemps caractérisées par les intérêts géopolitiques des différents acteurs occidentaux et non par des critères géographiques** plus intangibles tels que les frontières des pays qui la composent. Dans la mesure où ces intérêts sont nécessairement évolutifs et varient en fonction de la puissance dominante, le concept utilisé s'est avéré mouvant au gré des époques.

Avant la Seconde Guerre Mondiale, **la France se référait au Proche-Orient afin de désigner les pays situés à l'est de la Méditerranée dans lesquels elle avait un intérêt politique direct, à savoir le Liban et la Syrie**. Au sortir de la Première Guerre Mondiale, la France avait en effet été investie par la Société des Nations⁷ d'un mandat sur ces deux pays afin d'assurer leur transition après la fin de l'Empire Ottoman jusqu'à leur indépendance, sujet que nous évoquerons dans des développements ultérieurs.

A mesure que les Etats-Unis ont affirmé leur domination globale et que les intérêts de l'Occident se sont étendus à l'est de la région, les observateurs

⁶ https://www.lemonde.fr/archives/article/1945/07/17/proche-orient-du-moyen-orient_1865347_1819218.html

⁷ Créée à l'occasion du Traité de Versailles signé le 28 juin 1919, la Société des Nations est l'ancêtre de l'Organisation des Nations Unies et avait pour but de promouvoir la coopération internationale et obtenir la paix et la sécurité.

ont commencé à délaisser le concept de Proche-Orient au profit de celui de **Moyen-Orient** (*Middle East*) théorisé en 1902 par le stratège militaire américain Alfred Mahan afin de désigner **la zone située entre l'Europe, considérée comme le *near east* américain, et l'Inde, qui faisait office de *far east***⁸. Le contre-amiral Mahan voyait dans cette partie du globe une potentielle faiblesse des Britanniques face à la menace russe. On se réfère parfois à cette opposition d'intérêts comme le « *Great Game* »⁹. **Cette zone recouvre aujourd'hui l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban, la Turquie, Israël, les territoires palestiniens (i.e. la bande de Gaza et la Cisjordanie), l'Irak, l'Iran, le Yémen ainsi que les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Bahreïn, Oman et Qatar).** Signe que le toponyme Moyen-Orient s'est généralisé, les pays concernés parlent également d'*al-Charq al-Awsat* (littéralement, Moyen-Orient)¹⁰.

La généralisation de l'utilisation du concept plus étendu de Moyen-Orient témoigne de **l'élargissement des intérêts occidentaux et des enjeux géopolitiques dans la région**. Ceux-ci sont bien évidemment économiques en raison de l'importance du Canal de Suez et de la mer Rouge dans les échanges internationaux mais aussi des réserves d'hydrocarbures que possèdent les pays du Golfe. La région revêt par ailleurs une signification particulière d'un point de vue culturel et religieux. De plus, **les pays du Moyen-Orient comprenant des diasporas dans l'ensemble des pays occidentaux, et notamment en Europe, les événements régionaux ont des répercussions mondiales au travers de ce que l'on appelle parfois « la rue arabe »**. Cette dernière est l'un des facteurs de la globalisation du conflit israélo-palestinien, celle-ci ayant été accentuée depuis le début de la guerre à Gaza en raison notamment du rôle joué par les réseaux sociaux mais aussi d'une instrumentalisation politique sur laquelle nous reviendrons plus bas.

A ce titre, **le conflit qui oppose Israël au Hamas cristallise les tensions et a redoublé d'intensité depuis l'attaque du mouvement terroriste le 7**

⁸ Freeman, Chas W. Jr. « The Middle East, America, and the Emerging World Order », *Middle East Policy Council*, allocution prononcée à la National Research University Higher School of Economics.

⁹ Engelsberg Ideas. « The Geopolitics and Grand Strategy of Alfred Thayer Mahan », 2025.

¹⁰ Florian Louis, *Atlas historique du Moyen-Orient*, Autrement, 2020, p. 9.

octobre 2023 et la guerre déclenchée en réaction par l'État hébreu. Ce conflit, bien que ne répondant pas techniquement aux critères d'une guerre de civilisations, s'inscrit dans une lutte civilisationnelle plus large opposant la République islamique d'Iran et ses proxys, qui prônent des sociétés islamisées, aux Etats-Unis, porte-étendard de la démocratie et des valeurs universelles, et à Israël que le régime des mollahs assimile à un vassal régional de Washington.

Cette guerre entraîne des bouleversements régionaux qui débouchent sur des risques sécuritaires importants pour les pays arabes et européens qui doivent notamment composer avec un terrorisme protéiforme qui ne connaît pas de frontières.

LE ROLE DES ACCORDS SYKES-PICOT

À l'aube de la Première Guerre Mondiale, **l'Empire ottoman avait perdu de nombreux territoires comme le Maghreb, certains territoires situés dans les Balkans, Chypre et le Caucase**. Son empire reste toutefois important et s'étend d'Istanbul aux régions situées au sud de la Mecque en englobant la Syrie actuelle, les terres qui font aujourd'hui partie de l'Irak ainsi que les territoires palestiniens et Jérusalem. Alors dirigé par les Jeunes turcs, l'Empire ottoman voit dans le premier conflit mondial une occasion de raffermir son emprise sur les territoires encore en sa possession après avoir dû abandonner l'Albanie à la suite de sa défaite à l'occasion de la première guerre des Balkans¹¹. L'empire s'allie donc à l'Allemagne ainsi qu'à l'Autriche-Hongrie et entre en guerre dès l'automne 1914¹².

Alors que les troupes ottomanes subissent de nombreuses défaites face aux forces de la Triple-Entente, alliance composée de la France, de la Russie et du Royaume-Uni, Français et Britanniques entendent jouer de cet avantage pour faire imploser l'Empire ottoman. L'idée est de provoquer un soulèvement des différentes populations arabes contre l'empire. Le haut-commissaire britannique en Égypte, sir Henry McMahon, se tourne vers le chérif de la Mecque¹³, **Hussein Ibn Ali, à qui il promet la constitution d'un État arabe indépendant dont ce dernier prendrait la tête en cas de soutien face aux forces germano-turques**. Parallèlement, un accord est conclu le 16 mai 1916 entre le Royaume-Uni, représenté par sir Edward Grey, son ministre des Affaires étrangères, et Paul Cambon, ambassadeur de France. On parlera d'accord Cambon-Grey avant que la dénomination Sykes-Picot ne soit définitivement retenue en raison des négociations menées ultérieurement par le lieutenant-colonel britannique sir Mark Sykes et le consul français à Beyrouth François Georges-Picot.

¹¹ Après la défaite de l'Empire ottoman face à la ligue balkanique, le traité de Londres signé en mai 1913 reconnaîtra l'indépendance de l'Albanie.

¹² Si l'alliance est signée le 2 août 1914, l'empire Ottoman entrera officiellement en guerre le 29 octobre 1914 en bombardant la ville d'Odessa.

¹³ La fonction de chérif, traditionnellement assignée à la famille Hachémite fait de celui qui l'occupe le protecteur des lieux saints de l'islam.

Partageant la crainte de l'émergence d'un nationalisme arabe qui menacerait leurs intérêts régionaux ainsi que la stabilité des territoires concernés, **les signataires de l'accord Sykes-Picot décident de ne pas abandonner la gestion des États qui y sont situés.** Si l'accord prévoit bien un démembrement de ce qui constituait alors l'Empire ottoman en plusieurs États arabes, il est prévu que Français et Britanniques en assurent la tutelle et non d'en confier l'administration au chérif Hossein Ibn Ali. Après la victoire de la Triple-Entente et la chute de l'Empire ottoman, l'accord Sykes-Picot sera définitivement confirmé en 1920 à l'occasion de la Conférence de San Remo. Contrairement à ce qui est souvent rapporté, le partage issu de cet accord ne traçait pas de frontières, ces dernières faisant l'objet de délimitations ultérieures, mais se contentait simplement de partager de vastes zones d'influence entre Britanniques et Français. En vertu de cet accord, la Société des Nations confiera à la France un mandat sur le Liban et la Syrie alors que le Royaume-Uni se verra attribuer un mandat sur la Mésopotamie, qui correspond à l'Irak actuelle, et sur la Palestine. Ce mandat sur la Palestine comprenait alors la future Transjordanie, qui deviendra la Jordanie le 25 mai 1946, les territoires actuels d'Israël ainsi que la bande de Gaza et la Cisjordanie.

LE POIDS DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

L'actualité des territoires palestiniens est indissociable du conflit qui oppose de longue date sa population à son voisin hébreu, l'État d'Israël. Matérialisées par quatre guerres israélo-arabes et des conflits entre Palestiniens et Israéliens, **les tensions ont encore gagné en intensité à la suite des crimes contre l'humanité perpétrés le 7 octobre 2023 par les terroristes du Hamas**¹⁴. La question palestinienne, qui a aujourd'hui une résonance mondiale, n'a jamais cessé d'être un sujet de discorde régional depuis que les territoires palestiniens ont été placés sous mandat britannique, il y a plus d'un siècle.

En 1922, **la Société des Nations confie la gestion de la Palestine aux britanniques afin d'endiguer les violences qui secouent le territoire et d'appliquer la Déclaration de Balfour de 1917**. Dans ce document prenant la forme d'une lettre, le gouvernement britannique se prononçait, par l'intermédiaire de son chancelier d'alors, Arthur Balfour, en faveur de « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ». Le mandat britannique portera uniquement sur la Palestine, Londres ayant décidé d'en exclure la Transjordanie dans un geste destiné à apaiser la communauté arabe. **Le mandat britannique prendra fin en 1947 sans que la déclaration de Balfour n'ait été formalisée mais ce document constituera l'un des fondements, avec la publication d'un manifeste intitulé « *l'État des Juifs* »¹⁵ par lequel Theodor Herzl théorise le sionisme, de l'État d'Israël**. Le sionisme est une doctrine et un mouvement politique et religieux prônant la création et la consolidation d'un État juif en Palestine. Le nom de « *sionisme* » se réfère à la colline de Sion sur laquelle fut bâtie la citadelle de David¹⁶.

¹⁴ Émanation palestinienne de la confrérie des Frères musulmans, le Hamas dont le nom est un acronyme de *Harakat al-Muqawama al-Islamiya* qui peut être traduit par « *mouvement de résistance islamique* » a été créé en 1987 et s'est doté d'une charte fondatrice l'année suivante.

¹⁵ Ce manifeste publié en 1896 théorise la création d'un État indépendant comme solution à l'antisémitisme qui se répand en Europe. Theodor Herzl est considéré comme le père du sionisme.

¹⁶ <https://www.lejdd.fr/international/quest-ce-que-le-sionisme-144634>

Face à la complexité de la situation, le gouvernement britannique se tourne vers l'Organisation des Nations unies (ci-après, l'"ONU"), qui mettra en place un comité *ad hoc* présidé par le juriste suédois Emil Sandström afin de résoudre la « *question de la Palestine* ». Ce comité propose un plan de partition visant à la création de deux États souverains, un État juif et un État arabe, et à l'octroi du statut de ville internationale à Jérusalem. **Le territoire dévolu à l'État juif, tel qu'envisagé par le plan de partition, représentait 55% du territoire palestinien sous mandat.**

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies met au vote la résolution 181 qui prévoit l'adoption du plan de partage. Celui-ci sera adopté avec 33 voix pour, 13 voix contre et 10 abstentions. En dépit de ce vote, le plan de partition ne sera jamais appliqué en raison du refus unanime des États arabes d'y procéder. **Dès le lendemain, des violences éclatent à Jérusalem et une guerre civile se déclenche en Palestine entre les populations juive et arabe.** Le 14 mai 1948, le Royaume-Uni met fin à son mandat sur la Palestine pendant que David Ben Gourion, alors président du Conseil national juif, proclame la fondation de l'État d'Israël.

Une coalition d'États arabes incluant le Liban, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et l'Irak déclare aussitôt la guerre à Israël, donnant lieu à ce qui sera considéré comme la première guerre israélo-arabe. Au terme de celle-ci, en janvier 1949, Israël repousse la coalition arabe et contrôle 77% du territoire anciennement sous mandat britannique.

La deuxième guerre israélo-arabe intervient en 1956 avec la crise du canal de Suez. Alors que le président égyptien Gamal Abdel Nasser décide de nationaliser la Compagnie du canal de Suez et en interdit l'accès aux navires battant pavillon israélien, **les troupes de Tel Aviv pénètrent dans la bande de Gaza et le Sinaï égyptien le 29 octobre de la même année.** Les forces israéliennes seront appuyées par les bombardements français et britanniques débutant le 31 octobre. Le conflit aboutira à un cessez-le-feu adopté par l'ONU le 2 novembre 1956 sous l'impulsion des États-Unis et de l'ex-URSS. L'intervention d'une Force d'urgence des Nations Unies est

décidée afin restaurer la paix. Il s'agissait par ailleurs de la première intervention armée des « *casques bleus* » dont la naissance remonte à 1948¹⁷.

Le troisième épisode des **guerres israélo-arabes eut lieu en 1967 lors de la guerre des Six Jours qui se déroula du 5 au 10 juin 1967**. En 1966, les tensions sont fortes entre Israël, la Syrie et la Jordanie sur fond d'incidents aux frontières et d'exactions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Mais c'est l'expulsion des casques bleus par l'Égypte qui sera perçue comme l'élément déclencheur de ce nouveau conflit, Israël craignant de se retrouver enfermée. L'État hébreu remportera cette guerre qui se soldera par un cessez-le-feu déclaré le 10 juin 1967 et marquera la prise par Israël de Jérusalem Est, du plateau de Golan, de la Cisjordanie, de la péninsule du Sinaï et de la bande de Gaza.

La présence israélienne dans la péninsule du Sinaï sera vécue comme un affront par **le président égyptien Anouar el-Sadate qui décida, avec l'appui de son homologue syrien Hafez el-Assad, désireux quant à lui de récupérer le plateau du Golan, situé à l'ouest de la Syrie, de lancer une attaque surprise dans le but d'en reprendre possession le 6 octobre 1973**. Cette offensive qui eut lieu le jour de la fête juive de Yom Kippour¹⁸ et en période de Ramadan¹⁹ prendra l'armée israélienne par surprise.

Tel Aviv parviendra néanmoins à réagir et à repousser les troupes égyptiennes et syriennes vers les capitales respectives de ces deux pays avant qu'un cessez-le-feu n'intervienne le 25 octobre 1973. Il faudra attendre le 26 mars 1979 pour qu'Israël et l'Égypte officialisent la paix par la signature d'un traité à Washington.

Au cours des décennies qui suivront, la bande de Gaza connaîtra deux *Intifada* (*soulèvement* en arabe). La première éclate **le 9 décembre 1987** quand des palestiniens attaquent les soldats israéliens au moyen de cailloux,

¹⁷ Nations Unies – Opérations de maintien de la paix. « Nos Casques bleus », ONU, 2025.

¹⁸ Dans la tradition juive, ce jour constitue une grâce divine de pardon au peuple d'Israël et aux étrangers.

¹⁹ Le mois de Ramadan, sacré pour les musulmans, commémore la révélation du Coran au prophète Mahomet.

on parlera d'ailleurs de cet épisode comme de la « *guerre des pierres* ». Les accords d'Oslo signés en 1993, sous l'égide du président américain Bill Clinton, mettront fin à ce conflit qui aura coûté la vie à 1 260 palestiniens, 970 palestiniens accusés par leur propre camp d'avoir servi la cause israélienne, et à 205 israéliens²⁰.

En 2000, alors que les palestiniens réclament que Jérusalem Est soit reconnue comme la capitale de la Palestine, **Israël déclare que les deux parties de la ville constituent la capitale « éternelle et indivisible » de l'État hébreu**. Ce sera la visite d'Ariel Sharon, qui fut le premier ministre israélien à partir de 2001, en septembre 2000 à Jérusalem qui déclenchera la seconde *Intifada*. Sa présence sur le Mont du Temple, lieu sacré pour les juifs, l'Esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam, sera vécue comme une provocation par les Palestiniens et débouchera sur des attentats suicides perpétrés par le Hamas et le Jihad islamique palestinien²¹ auxquels l'armée israélienne répondra par des bombardements. Il faudra attendre 2005 pour que la seconde *Intifada* prenne fin, Israël décidant à cette occasion de se retirer de la bande de Gaza. **L'attaque du 7 octobre 2023, au cours de laquelle 5 000 terroristes du Hamas tuèrent 1 200 israéliens et en enlevèrent 240, conduisit Israël à pénétrer de nouveau à Gaza.**

Ce conflit s'est accompagné d'une récupération aux deux extrémités de l'échiquier politique qui tend à rendre toute discussion et recherche de compromis extrêmement délicates. Précisons toutefois que les partis d'extrême gauche portent une part de responsabilité plus lourde dans ce constat du fait de la violence de certaines manifestations en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et d'une rhétorique volontairement antisémite et incendiaire à visée électoraliste qui ont participé au déclenchement de la vague d'antisémitisme²² qui frappe les sociétés occidentales depuis les attentats du 7 octobre. En présentant les Israéliens

²⁰ Le Figaro. « Israël-Palestine : qu'est-ce qu'une intifada ? », Le Figaro, 7 décembre 2017.

²¹ Le Jihad islamique palestinien apparaît au début des années 1980 en Palestine et se distingue du Hamas par son refus d'endosser toute responsabilité politique. Privilégiant une approche plus radicale que celle des Frères musulmans, le Jihad islamique s'inspire de la révolution iranienne de 1979.

²² <https://www.spcj.org>

en particulier et les juifs en général comme uniformément colonisateurs et insensibles aux souffrances du peuple palestinien, **les représentants des extrême gauches occidentales les diabolisent et en font la cible des violences antisémites**. Parallèlement, **l'extrême droite affiche son soutien à Israël et tend à laisser penser que l'ensemble du monde arabo-musulman en général et des Palestiniens en particulier serait antisémite et soutiendrait le Hamas dans ce qu'elle présente comme le prélude à une guerre de civilisations**. S'il est vrai que le Hamas a été élu par le peuple palestinien, on ne peut pas pour autant en déduire que tous les Palestiniens cautionnent les attentats du 7 octobre et partagent la volonté des terroristes de détruire Israël. Il faut également prendre en compte le fait que le vote de certains électeurs du Hamas a parfois pu être dicté par la contrainte ou d'autres considérations voire par l'absence d'alternative crédible. L'inimitié et l'absence d'empathie entre les deux peuples existent mais ne doivent cependant pas être globalisées, sous peine de rendre toute conciliation impossible. C'est précisément ce que font, plus ou moins consciemment et à des degrés divers, les responsables d'extrême gauche et d'extrême droite. S'il apparaît illusoire d'attendre que les partis politiques concernés abandonnent leurs postures respectives, il est impératif que leurs électeurs se montrent à la hauteur des enjeux pour éviter qu'une passion irrationnelle doublée de mésinformation ne rende toute solution équitable et durable impossible à atteindre.

Il est tout aussi important de comprendre que le conflit israélo-palestinien n'est pas une guerre de civilisations mais davantage un conflit de territoire aux retombées diverses. En effet, la Jordanie n'a pas hésité à protéger Israël face aux attaques iraniennes. À l'inverse, une partie de la jeunesse occidentale prend fait et cause pour la Palestine dans une logique wokiste²³ et d'intersectionnalité²⁴. La complexité de ce conflit est parfaitement résumée par Mohamed Sifaoui qui souligne que « *les uns, bien que bercés par les Lumières, comptent des alliés dans le monde musulman*

²³ Le wokisme est une mouvance naît aux États-Unis et dénonçant les injustices et les discriminations subies par les différentes minorités ethniques, religieuses ou sexuelles.

²⁴ L'intersectionnalité est un courant sociologique qui considère que toutes les formes de discrimination et d'oppression doivent être envisagées de manière liée et systémique. Il s'agit du prolongement de la pensée wokiste.

et les autres, bien que porteurs d'un projet obscurantiste, ont trouvé des relais dans le monde occidental »²⁵.

Parvenir à une solution viable et durable implique de dépassionner le débat et de rappeler qu'il n'y a pas deux camps exclusifs et uniformes. Il est erroné d'affirmer que tous les Israéliens et l'ensemble du monde occidental sont insensibles aux souffrances palestiniennes. L'investissement dans des projets humanitaires, les manifestations pacifiques tout comme les divisions des opinions publiques israélienne et internationale sur des sujets liés attestent du contraire. De même, le peuple palestinien et le monde arabo-musulman ne sauraient être réduits à un groupe partageant l'agenda antisémite et terroriste du Hamas. C'est seulement à ce prix qu'une pacification des rapports entre Palestiniens et Israéliens pourra être envisagée.

²⁵ Mohamed Sifaoui, *Hamas : plongée au coeur du groupe terroriste*, 2024, p. 18.

LE FACTEUR RELIGIEUX, ELEMENT DETERMINANT

Avant l'avènement de l'islam au début du VII^{ème} siècle, **plusieurs religions et croyances cohabitaient dans l'Arabie préislamique**, notamment divers polythéismes arabes, le christianisme et le judaïsme. La religion musulmane est pratiquée par le prophète Mahomet et ses compagnons à la Mecque puis à Médine. Après le décès du prophète Mahomet en 632, Abu Bakr, considéré comme le premier converti à l'islam, est désigné calife. La « **Grande Discorde** » (*al-fitna al-kubrâ*) éclate en 655 sur fond de divergences quant à la désignation du 4^e calife et à l'avenir politique de l'islam²⁶. Les fidèles qui deviendront les chiites (littéralement « les partisans ») soutiennent Ali, le gendre et cousin du prophète, tandis que les sunnites en devenir estiment que le successeur devrait être Mu'awiya²⁷, le gouverneur de Damas. Mu'awiya se proclame calife en 660 et fonde la dynastie des Omeyyades en 661. Ali sera assassiné en 661 par les kharijites, à l'origine parmi ses partisans, lui reprochant de chercher un compromis avec Mu'awiya²⁸.

Les kharijites formeront dès lors un courant minoritaire contestataire qui se déclinera ensuite en plusieurs ramifications. On retrouve aujourd'hui des kharijites, provenant de leur branche ibadite, à Oman, en Algérie, au Zanzibar, en Libye et en Tunisie²⁹.

Aujourd'hui encore, l'importance de cette division religieuse entre sunnites et chiites est fondamentale pour comprendre le Moyen-Orient, **une région qui compte entre 350 et 400 millions de musulmans dont la grande majorité, entre 85 et 90%, sont d'obédience sunnite.**

Les sunnites, dont le nom provient du terme « **sunna** » (ou « tradition »), s'en réfèrent uniquement au Coran et aux hadiths³⁰ et n'accordent pas de

²⁶ Les Clés du Moyen-Orient. « Grande Discorde (al-Fitna al-Kubra) », *Les Clés du Moyen-Orient*, 2025.

²⁷ Vous-avez-dit-Arabe. « Qu'est-ce que le sunnisme ? », *Webdoc IMArab-Vous-avez-dit-Arabe*, 2025.

²⁸ Vous-avez-dit-Arabe. « En quoi consiste le kharijisme, la "troisième voie" de l'islam ? », *Webdoc IMArab – Vous-avez-dit-Arabe*, 2025.

²⁹ Ibid.

³⁰ Les *hadiths* sont les faits et gestes du prophète Mahomet.

caractère sacré aux imams, ces derniers se chargeant simplement de la conduite de la prière. Les pays où le sunnisme est le courant majoritaire sont l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Koweït. D'autres pays sont plus divisés entre les deux branches de l'islam comme le Yémen, les Émirats arabes unis ou le Qatar. Certains abritent également d'autres religions en plus de l'islam. C'est le cas d'Oman et du Liban ; le christianisme étant présent au pays du Cèdre.

Les pays à majorité chiite sont l'Irak, Bahreïn et l'Iran. Les chiites considèrent que l'imam est le descendant du prophète Mahomet et constitue, à ce titre, un guide pour les fidèles³¹. Le courant chiite s'accompagne logiquement d'un clergé structuré³². Ce clivage religieux se manifeste dans les relations qu'entretiennent les différents pays du Moyen-Orient et apporte un éclairage important pour comprendre les prises de position géopolitiques des différents acteurs régionaux. Le facteur religieux ainsi que le conflit israélo-palestinien sont les deux éléments fondamentaux pour comprendre les enjeux du Moyen-Orient.

Les pays sunnites sont les plus enclins à opérer un rapprochement avec l'Occident comme en témoignent les négociations relatives aux **accords d'Abraham** qui feront l'objet de plus amples développements dans la troisième partie de cette étude. Menés sous l'égide des États-Unis pendant la première administration de Donald Trump, ces accords ont été successivement conclus entre août et décembre 2020 et prévoient la normalisation des relations des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Soudan et du Maroc avec Israël. À noter que l'Égypte et la Jordanie avaient déjà normalisé leurs relations avec l'État hébreu respectivement en 1979 et 1994.

Le bloc chiite est opposé à cette orientation comme en atteste la lutte iranienne contre les États-Unis, considérés comme le « Grand Satan », Israël et les pays sunnites, à qui les puissances chiites reprochent la normalisation

³¹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/06/20/au-fait-quelle-difference-entre-sunnites-et-chiites_4442319_4355770.html

³² Dans les pays à majorité chiite, l'ayatollah occupe la plus haute fonction religieuse du clergé.

de leurs relations avec Tel-Aviv. **L'Iran dirige l'axe chiite en s'appuyant sur des proxys, ou relais régionaux : rebelles Houthis au Yémen, le Hezbollah au Liban et les milices chiites en Irak.** La Syrie de Bachar el-Assad comptait également parmi les alliés de Téhéran en vertu de la confession alaouite du dictateur déchu ; la minorité alaouite étant une branche de l'islam chiite. A noter que cette distinction issue du clivage religieux ne préfigure en rien d'une stratégie diplomatique. En effet, **l'Iran, seul pays où le chiisme est la religion d'État, a longtemps été aligné sur les intérêts du bloc occidental notamment sous le règne de la famille Pahlavi (aussi connue sous le nom du Shah d'Iran).** De même, autre exception, le Hamas, pourtant sunnite, soutient l'Iran chiite qui, en retour, arme et finance le mouvement terroriste.

L'élément religieux aura par ailleurs joué un rôle majeur dans l'avènement de la République islamique en Iran. La chute du Shah Mohammed Reza Pahlavi en 1979 est le résultat d'une opposition populaire multifactorielle monopolisée par l'ayatollah Khomeini face à l'occidentalisation de la société. Initiée par le Shah en 1962, la « **révolution blanche** » est censée mener l'Iran sur la voie de la modernisation. Cette modernisation qui implique une certaine occidentalisation provoque le mécontentement d'une partie de l'opposition incarnée par l'ayatollah Khomeini, en exil en Irak puis en France. Les griefs du peuple envers le régime du Shah sont de plusieurs ordres. Les **politiques économiques** de celui-ci conduisent le monde agricole à la contestation. Le peuple iranien subit de plein fouet les effets du choc pétrolier de 1973 et de la récession qui en résulte. Alors que le chômage et l'inflation sont en hausse, le pouvoir n'entreprend aucune politique destinée à soutenir les victimes d'une économie en grande difficulté. Ce ressentiment de nature économique va peu à peu prendre **une dimension politique** devant les excès autoritaires du Shah qui emprisonne les opposants et réprime les manifestations via une police politique brutale, la Savak³³. Des revendications amplifiées par **une politique étrangère proche de l'Occident** qui verra notamment le Shah se rapprocher des États-Unis et provoquer ainsi la colère des milieux conservateurs. Ces différents griefs

³³ La Savak était le service de sécurité intérieure et de renseignement de l'Iran à l'époque du Shah.

seront incarnés par Khomeini qui, bien qu'en exil, saura profiter de symboles clefs pour fédérer la révolution sous l'étendard uniforme de l'islam.

Les célébrations de Persépolis, organisées en 1971 afin de marquer le 2500ème anniversaire de la fondation de l'empire perse, illustrent parfaitement la nature hétérogène des griefs entretenus par la société iranienne à l'encontre du pouvoir et la capacité de l'ayatollah Khomeini à utiliser le facteur religieux pour les concentrer en un puissant mouvement révolutionnaire. À l'occasion de ces célébrations dont le faste contraste avec une économie en déliquescence, des symboles préislamiques représentant la Perse ancienne sont mis en lumière au détriment de l'islam qui les considère interdits³⁴. L'ayatollah prône un islam juste et proche du peuple qui supplantera les velléités révolutionnaires à dominance communiste. Les manifestations seront dirigées par des religieux et les mosquées tiendront des rôles stratégiques importants dans l'organisation de celles-ci. Depuis Paris, le discours de Khomeini est soutenu par l'opposition et bénéficie d'un soutien occidental ; les démocrates américains et le milieu intellectuel européen y voyant la manifestation d'un déterminisme populaire visant à mettre fin à la tyrannie et à instaurer une société prompte à une protection de droits de l'homme en souffrance sous le règne du Shah.

De retour en Iran le 1er février 1979, **l'ayatollah Khomeini isole les autres groupes révolutionnaires afin d'incarner le seul visage de la révolution iranienne et faire prévaloir sa composante religieuse**. Un référendum est organisé autour de la question : « Êtes-vous favorable au remplacement de la monarchie par une République islamique dont la Constitution sera approuvée par la nation ? ». Outre le flou quant au contenu ultérieur de ce projet de Constitution, la campagne est dominée par les interventions médiatiques de chefs religieux chiites. La tenue de la consultation est également visée par des critiques relatives à sa transparence. **Le « oui » l'emporte très largement, entre 98 et 99% des suffrages, et la République islamique d'Iran est proclamée le 1er avril 1979.**

³⁴ En islam, le polythéisme (*al-Shirk*) recouvre l'associationnisme et l'idolâtrie qui sont considérés comme des péchés.

UNE LIGUE ARABE DYSFUNCTIONNELLE SYMBOLE DES DIVISIONS REGIONALES

Initiée dès le 25 septembre 1944 et la conférence d'Alexandrie qui déboucha sur la signature d'un protocole, la Ligue arabe fut officiellement créée le 22 mars 1945 sous l'égide du Royaume-Uni par 6 pays : l'Égypte, la Syrie, la Transjordanie (future Jordanie), l'Irak, le Liban et l'Arabie Saoudite. Le Yémen du Nord rejoindra la Ligue arabe le 5 mai de cette année. Le Royaume-Uni, en raison de son influence au Moyen-Orient, de ses intérêts dans la région et parfaitement conscient de la montée en puissance du panarabisme, préférera ainsi favoriser la formation d'une institution de coopération régionale plutôt que d'assister à l'émergence d'un État arabe unifié.

La création de cette organisation régionale poursuivait initialement plusieurs objectifs. Alors que la Seconde Guerre Mondiale touche à sa fin, plusieurs pays arabes, amenés par l'Égypte, manifestent le désir commun de protéger leur indépendance. **La Ligue arabe se veut également un vecteur de coopération entre États arabes sur des questions politiques, sociales, économiques et géopolitiques.** La question palestinienne figurera d'ailleurs parmi les éléments fédérateurs, même si des divergences naîtront ultérieurement quant aux relations avec Israël.

La Ligue arabe regroupe deux blocs aux idées géopolitiques opposées. **L'axe hachémite**³⁵, composé de la Jordanie et de l'Irak, est ouvert à la coopération avec les Britanniques tandis que l'Égypte représente le courant prônant une indépendance plus affirmée. La Ligue arabe, qui prévoit que tout État arabe indépendant a le droit d'y adhérer, a ensuite accueilli de nouveaux membres depuis la Libye (1954) jusqu'aux Comores (1993) pour en compter 22 aujourd'hui. Bien que comprenant de nombreuses institutions, le Conseil de la Ligue arabe et le secrétariat général, rôle dévolu quasi-continuellement à un ressortissant égyptien, en sont les principales.

³⁵ Les Hachémites sont les descendants de Hachim ibn Abd Manaf et ont été au pouvoir en Irak de 1920 à 1958 et en Jordanie depuis 1921.

La Ligue arabe n'aura toutefois pas réellement rempli son rôle d'instrument de coopération. Si la question palestinienne a été un facteur d'unité, la Ligue arabe ayant créé l'Organisation de la libération de la Palestine en 1964 avant de la reconnaître comme seul représentant des Palestiniens, les relations avec Israël ont été révélatrices des divisions entre ses membres. L'illustration fut la réaction des membres de la Ligue lorsque l'Égypte et l'État hébreu empruntèrent la voie de la normalisation en 1979. L'Égypte, dont la capitale abritait pourtant le siège de l'organisation, en fut exclue. Ce membre fondateur ne sera réintégré qu'en 1990.

La question des relations avec l'État hébreu est aujourd'hui encore le principal facteur de division au sein de cette institution. La voie de la normalisation fut ensuite suivie par la Jordanie, Bahreïn, les Émirats arabes unies puis le Maroc. Si certains États comme l'Arabie Saoudite n'excluent pas de les imiter, un bloc incluant l'Algérie, l'Irak, la Libye et le Liban s'y oppose. Depuis le renversement du régime de Bachar el-Assad en décembre 2024, le positionnement des autorités syriennes sur ce sujet est ambigu. Parallèlement à la question israélienne, l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 fut également un sujet de crispations ; l'Égypte et la Syrie envoyant des troupes afin de soutenir l'intervention des États-Unis.

Ces désaccords géopolitiques de fond expliquent le peu de succès à mettre à l'actif de la Ligue arabe. Cette dernière n'est par ailleurs jamais parvenue à remplir son office en matière économique. Alors qu'elle devait instaurer un marché commun ressemblant peu ou prou au modèle européen issu du traité de Rome, les diverses initiatives en la matière n'ont jamais abouti. D'un point de vue normatif, l'intérêt de la Ligue arabe est également relatif dans la mesure où les décisions n'ont pas de pouvoir coercitif sur ses membres. Minée par les divergences, l'institution n'aura pas été le porte-voix du panarabisme et ne peut s'enorgueillir que des très rares succès comme une bonne coopération de certains pays en matière de lutte contre le terrorisme.

RETRAIT MESURE DES ETATS-UNIS, LA FIN DE LA DOMINATION DES NEOCONSERVATEURS

Le mouvement néoconservateur a pris une dimension internationale au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, dans le sillage de la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » (« *global war on terror* ») lancée par Georges W. Bush³⁶. **Célèbre pour sa conception hégémonique de la politique étrangère, dont le militaire constitue le bras armé, le néoconservatisme implique également un aspect domestique qu'il s'agit de ne pas confondre avec le conservatisme de William F. Buckley Jr.** Ce dernier, considéré comme l'un des plus grands penseurs conservateurs, entretenait une conception « *fusionniste* »³⁷ du conservatisme mêlant conservatisme social et sociétal et libéralisme économique et politique.

A la différence du conservatisme classique qui valorise la préservation des traditions, le néoconservatisme aspire à incarner davantage qu'un simple esprit de conservation et se veut plus offensif dans la diffusion de son idéologie qu'il ne limite pas à l'intérieur des frontières américaines.

Le conservatisme ne refuse pas le changement mais adopte une certaine prudence face aux nouveautés sociales et sociétales. On peut à ce titre parler de posture réactionnaire au sens qui lui est donné par le philosophe colombien Nicolás Gómez Dávila pour qui « *le pur réactionnaire n'est pas un nostalgique qui rêve de passés abolis, mais le traqueur des ombres sacrées sur les collines éternelles* ». Le réactionnaire ne refuse pas par principe toute forme d'évolution ou de nouveauté mais émet des doutes quant aux idées nouvelles et se méfie des révolutions dont les conséquences sont par définition imprévisibles. Il privilégie la sagesse et le doute à l'exaltation et à l'euphorie. En cela, le néoconservatisme se distingue du conservatisme en ce qu'il se caractérise par une approche de rupture³⁸. Le mouvement néoconservateur ne s'inscrit ni dans le temps long, ni dans la continuité mais

³⁶ <https://www.georgewbushlibrary.gov/research/topic-guides/global-war-terror>

³⁷ <https://www.nationalreview.com/magazine/2025/02/why-bill-buckleys-ideas-still-matter/>

³⁸ https://www.causecommune-larevue.fr/conservatisme_et_n_oconservatisme

plutôt dans l'innovation. Contrairement au conservatisme qui se méfie de toute intervention Étatique, le néoconservatisme s'appuie sur l'État et ses institutions pour assurer sa diffusion. En politique étrangère, il se repose sur l'armée pour assumer ce rôle.

Ce mouvement trouve son origine dans les années 1980 où il prospère sous les administrations Reagan en s'opposant au progressisme social et économique défendu par les Démocrates. A la suite de la chute du bloc soviétique, les tenants du mouvement entendent profiter du nouvel ordre mondial unipolaire pour internationaliser cette hégémonie culturelle et politique. Les attentats du 11 septembre d'al-Qaïda sur le sol américain seront l'élément déclencheur de l'extension du néoconservatisme au-delà du monde occidental via la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » déclarée par Georges W. Bush qui voyait dans les États-Unis « *le phare le plus brillant de la liberté et du progrès dans le monde* »³⁹.

Les campagnes militaires en Afghanistan et en Irak symbolisent l'influence du néoconservatisme qui entend pacifier les régions concernées, débarrasser le monde du terrorisme et exporter le modèle démocratique américain via le « *regime change* » (littéralement « *changement de régime* »). L'échec de ces interventions symbolisé par une Irak instable et le retrait catastrophique des troupes d'Afghanistan sous l'administration Biden en 2021, ont quasiment sonné le glas de la philosophie néoconservatrice. Le poids de ces campagnes va jouer un rôle non négligeable dans l'élaboration de la doctrine de l'« *America First* », l'un des arguments décisifs des victoires électorales de Donald Trump.

Tout comme le néoconservatisme, la doctrine de l'*America First* implique des aspects à la fois domestiques et internationaux. **Si Donald Trump ne prône pas un isolationnisme complet, il entend limiter les interventions américaines au strict nécessaire⁴⁰ et refuse que les États-Unis endossent plus longtemps le costume de « *gendarme du monde* » hérité à la suite**

³⁹ <https://www.lesechos.fr/2002/03/les-lumieres-ambigues-du-phare-americain-686925>

⁴⁰ Ce fut le cas, par exemple, de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani le 3 janvier 2020.

de la Seconde Guerre mondiale⁴¹. Ce changement de paradigme se manifeste dans les démarches diplomatiques entreprises par Donald Trump, notamment au Moyen-Orient, et par les nombreuses relations bilatérales qu'établit le républicain afin de privilégier les intérêts américains dans les pays et zones concernés. Le dernier exemple en date est l'accord trouvé par l'administration Trump avec les rebelles Houthis le 6 mai dernier. Si le mouvement terroriste yéménite s'abstiendra désormais de viser les navires américains en mer Rouge, le bénéfice de ces accords ne s'étend pas à Israël, pourtant allié historique des États-Unis au Moyen-Orient. Dans un registre plus économique, la récente tournée du fondateur du mouvement MAGA (*Make America Great Again*)⁴² dans la région au mois de mai dernier fut l'occasion pour lui de démontrer la prévalence de l'approche transactionnelle sur tous les pans de sa politique, y compris la politique étrangère. Le voyage de l'auteur de *The Art of the Deal* aura ainsi permis aux États-Unis de décrocher environ 2 000 milliards d'investissements et de promesses d'investissements en provenance des pays visités dont 1 400 milliards de la part des Émirats arabes unis sur une période de 10 ans⁴³. Autre paramètre avancé par Donald Trump pour justifier ce relatif désengagement, les États-Unis n'ont plus besoin du pétrole et du gaz du Moyen-Orient depuis qu'ils sont devenus une superpuissance énergétique avec la production de gaz de schiste.

La mouvance néoconservatrice, bien que très minoritaire par rapport au mouvement MAGA, n'a cependant pas tout à fait disparu du paysage politique républicain. Ces fameux « *faucons* », que les commentateurs MAGA accusent de vouloir de nouveau entraîner les États-Unis vers une « *guerre sans fin* »⁴⁴, sont favorables à un soutien américain actif aux attaques diligentées par Israël contre l'Iran des mollahs, sujet que nous aborderons en détail ultérieurement.

⁴¹ <https://revue-defense.fr/wp-content/uploads/2024/10/DEFENSE-220-Octobre-2024-JE-Branaa.pdf>

⁴² *Make America Great Again*, littéralement « *rendre sa grandeur à l'Amérique* ».

⁴³ <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/video-des-contrats-et-une-polemique-trump-acheve-sa-tournee-dans-le-golfe-2165835>

⁴⁴ <https://www.lefigaro.fr/international/donald-trump-hesite-a-s-engager-militairement-aux-cotes-d-israel-20250615>

LES NOUVELLES REALITES DU MOYEN-ORIENT

Outre la guerre existentielle que livre Israël aux différents proxys de l'Iran, le Moyen-Orient connaît des troubles sécuritaires liés à une menace islamiste émanant de plusieurs fronts. **La chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie combinée à la résurgence de l'État islamique dans certains pays comme l'Irak ou la Syrie accroît les risques terroristes.** Il convient d'ajouter à cela l'influence politique des Frères musulmans, organisation interdite dans de nombreux pays qui prône une diffusion discrète et progressive de l'islamisme politique.

ISRAËL FACE A L'« AXE DE LA RESISTANCE »

Le pogrom du 7 octobre a eu une portée régionale considérable et la guerre qui a été déclenchée en réaction doit être vue sous différents prismes, celui d'un affrontement direct entre Tsahal et le Hamas mais également au regard des ambitions impérialistes de Téhéran. Ces dernières datent de l'arrivée au pouvoir des mollahs en 1979 et se manifestent au-travers d'une logique milicienne transnationale que l'on désigne comme l'« *axe de la résistance* ».

Lorsque l'Iran est tombé sous le joug de la République islamique proclamée le 1er avril 1979, la composante religieuse a pris le pas sur toute autre considération. L'ayatollah Khomeini, le fondateur de ce régime, se donna ainsi pour mission de lutter contre ce qu'il considérait comme les ennemis intérieurs et extérieurs de celui-ci. La constitution du Corps de Gardiens de la Révolution islamique répondait à la volonté des nouveaux dirigeants d'imposer la loi islamique à la société iranienne, ses membres ayant pour mission d'en assurer l'application. En matière de politique étrangère, l'objectif prioritaire de l'Iran des mollahs est la lutte contre les valeurs occidentales et les Etats-Unis, surnommés le « *Grand Satan* », incarnation suprême desdites valeurs aux yeux de Téhéran. Au titre de ce combat, Israël

faisait doublement figure de cible pour l'ayatollah du fait de sa nature même, celle d'un État juif, mais également en raison de sa proximité idéologique et militaire avec les Etats-Unis.

Soucieux d'éviter un affrontement direct avec Washington et Tel-Aviv, supérieurs d'un point de vue militaire mais pouvant également compter sur l'atout atomique, **l'Iran a mis au point le fameux « axe de la résistance » en finançant, armant et entraînant les militants de divers mouvements issus du courant chiite**, voire sunnite dans le cas du Hamas, et partageant son agenda. Téhéran s'appuie aujourd'hui sur divers acteurs régionaux tels que le Hezbollah au Liban, les rebelles Houthis au Yémen, les milices chiites irakiennes et le Hamas dans la bande de Gaza en dépit de l'orientation sunnite de ce dernier. Le rôle qu'occupait la Syrie de Bachar el-Assad dans ce schéma jusqu'à son renversement tout comme celui des milices chiites opérant en Irak seront évoqués dans des développements ultérieurs.

Israël contre le Hamas : la guerre du 7 octobre

Si d'autres groupes agissent depuis la bande de Gaza, le Hamas, qui disposait avant la guerre d'environ **30 000 combattants**, en est incontestablement le plus notable. A l'origine simple émanation des Frères musulmans égyptiens dans la bande de Gaza, le « *Mouvement de résistance islamique* » (*Harakat al-Muqawarma al-Islamiya*) se voulait une association caritative et ne deviendra un organe politique qu'à compter de 1987, dans le prolongement du déclenchement de la première Intifada⁴⁵. Prônant la création d'un État islamique et l'anéantissement d'Israël, le Hamas se présente comme un mouvement de résistance dont le but est la libération de la Palestine. **La création du Hamas en 1987 par le cheikh Ahmed Yassine est notamment le résultat d'une divergence entre les Frères musulmans privilégiant l'islamisation de la bande de Gaza et ceux de leurs membres qui voyaient dans la question palestinienne un objectif prioritaire.**

⁴⁵ Littéralement « *soulèvement* », le terme « *intifada* » se réfère aux deux mouvements de révoltes populaires qui opposèrent les palestiniens à l'armée israélienne de 1987 à 1993 puis de 2000 à 2005. La première intifada est également appelée la « *guerre des pierres* ».

On peut parler du Hamas comme d'un mouvement pratiquant un terrorisme islamo-nationaliste. La cartographie de ses attentats révèle que le groupe ne sévit pas en dehors d'Israël et des territoires palestiniens. Si le Hamas revendique sa nature islamiste, son interprétation de certaines dispositions coraniques atteste de son orientation nationaliste. Alors que le concept de *jihad* « *combat sacré* » ou « *guerre sainte* » est évoqué par plusieurs versets coraniques et fait l'objet d'interprétations diverses⁴⁶, le Hamas en retient une conception purement territoriale en se référant au verset selon lequel « *ceux qui sont attaqués* » et « *ceux qui ont été expulsés de leur demeure* »⁴⁷ ont l'autorisation de se défendre. La charte fondatrice du Hamas, adoptée en 1988, témoigne également de l'importance capitale de la question palestinienne dans l'argumentaire du groupe terroriste. Ainsi, l'article 11 du document mentionne-t-il la Palestine en ces termes : « *Il est illicite d'y renoncer en tout ou partie, de s'en séparer en tout ou partie* ».

L'obsession palestinienne vaudra au Hamas l'inimitié de groupes terroristes tels qu'al-Qaïda ou Daech et l'exclusion de ce que l'on désigne comme le « *jihad global* ». Al-Qaïda, tenant d'un *jihad* globalisé et fondant son action sur la lutte contre les « *infidèles* » et les « *apostats* », reprochent ainsi au Hamas de délaisser cette question mais aussi de participer au jeu « *démocratique* » en référence à sa victoire électorale de 2006. Al-Qaïda déclarait ainsi que « *quiconque est tué sur le chemin de la démocratie et au soutien d'un groupe qui n'applique pas la charia et choisit la démocratie n'est pas un martyr ; c'est plutôt un cadavre* »⁴⁸. L'article 6 de la charte du Hamas qui énonce que « *A l'ombre de l'islam, les fidèles de toutes les religions peuvent coexister en toute confiance* » ne correspond pas à la vision d'al-Qaïda. Daech quant à lui n'entretient pas de meilleures relations avec le groupe terroriste palestinien en ce qu'il considère qu'aucune terre

⁴⁶ Certains y voient une lutte spirituelle quand d'autres considèrent la notion de *jihad* comme un appel à purifier l'islam des mauvais croyants, à mourir en martyr ou encore la source d'un monopole Étatique pour lutter contre la présence occidentale.

⁴⁷ Sourate 22, *Al-Hajj* (Le Pèlerinage), versets 39 – 40.

⁴⁸ Foreign Affairs. « *Gaza and Global Jihad* », ForeignAffairs.com.

ne doit être placée au-dessus du *jihad* et accusent par conséquent le mouvement palestinien de se livrer au péché d'idolâtrie.

Le mouvement se compose d'un bureau politique et d'une branche armée dirigée par les brigades Ezzedin al-Qassam⁴⁹ qui seront grandement impliquées dans les attentats du 7 octobre. Les deux branches du mouvement fonctionnent de manière quasiment autonome. Le bureau politique assure en quelque sorte l'aspect relationnel du Hamas, que ce soit avec la population de l'enclave ou ses partenaires internationaux, quand le versant militaire privilégie la discrétion.

Le Jihad islamique, fort d'une dizaine de milliers de militants, est le 2^e groupe terroriste le plus important de la bande de Gaza. Sa radicalité s'est manifestée par une série d'attentats suicides perpétrés en Israël dans le but de marquer l'opposition du groupe aux accords d'Oslo de 1993. Contrairement au Hamas, le Jihad islamique n'a pas vocation à exercer un rôle politique dans la bande de Gaza, ce qui peut paradoxalement s'avérer problématique pour le Hamas. Le Jihad islamique refuse en effet systématiquement toute négociation et tout accord de trêve avec Israël et lance parfois des attaques contre l'État hébreu sans en référer au Hamas.

Le dialogue n'est toutefois pas rompu entre les deux organisations en raison justement de l'absence de concurrence politique. Le Jihad islamique provient également des Frères musulmans à qui il reprochait de trop privilégier l'islamisme politique au détriment de la cause palestinienne.

Parallèlement, le Jihad islamique reproche aux mouvements nationalistes palestiniens leur caractère laïque. Le Hamas, dont la charte se réfère à de nombreuses reprises à la religion musulmane, échappe à ces critiques bien que sa raison d'être soit essentiellement la cause palestinienne. Le terrorisme pratiqué par ses militants relève davantage d'un terrorisme islamo-nationaliste que d'un terrorisme islamique *stricto sensu* dont le but serait l'établissement d'un État islamique.

⁴⁹ Du nom de celui qui mena l'insurrection contre la présence britannique dans les années 1930.

Au-delà de ces divergences idéologiques fondamentales, le Hamas a dû faire face à une concurrence locale incarnée par l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Cette dernière a finalement été écartée dans les urnes et au cours des affrontements qui ont suivi l'élection. Le 25 janvier 2006, le Hamas obtenait ainsi la majorité absolue, entre 70 et 75 sièges sur 132, du Conseil législatif, battant le Fatah, parti politique de l'Autorité palestinienne, et entraînant la démission d'Ahmed Qoreï, membre du Fatah et premier ministre, au profit du Hamas qui, en dépit de sa présence sur la liste des organisations terroristes des États-Unis, doit former un nouveau gouvernement. Celui-ci sera dirigé par un premier ministre issu de ses rangs, Ismaïl Haniyeh. La transmission du pouvoir ne se fera pas sans violence comme en témoigne le bilan de 320 personnes tuées entre les élections et le 8 février 2007, date à laquelle un gouvernement d'union nationale est formé à la suite de négociations entre les deux partis.

L'accalmie sera cependant de courte durée avec la reprise des combats dès le 10 juin. Des représentants et militants de deux camps sont assassinés, les domiciles de Mahmoud Abbas et d'Ismaïl Haniyeh visés par des attaques et un imam proche du Hamas est tué par des hommes du Fatah. **Les militants du Hamas prennent Jabaliya et le nord de la bande de Gaza en moins de deux jours et boutent l'Autorité palestinienne hors de l'enclave.** Mahmoud Abbas décrète l'État d'urgence et proclame la dissolution du gouvernement d'union nationale. Le nouveau gouvernement ne sera jamais reconnu par le Hamas et s'établira à Ramallah, en Cisjordanie, laissant ainsi l'enclave aux mains de son rival. En dépit des divergences religieuses, le Hamas étant sunnite quand le régime iranien est d'obédience chiite, Téhéran voit dans le groupe qui partage sa haine d'Israël un allié de poids dans sa lutte à distance contre l'ennemi américain et son allié régional.

L'Iran a toujours apporté une aide financière au Hamas. Au lendemain des attentats du 7 octobre, Tsahal prenait possession de documents selon lesquels l'Iran aurait versé plus de **230 millions d'euros à son allié**

palestinien depuis 2014⁵⁰. L'Iran fournit également quantité d'équipements militaires au Hamas, dont certains ont été utilisés le 7 octobre 2023. Ce jour-là, le Hamas lançait son **opération « déluge d'Al-Aqsa » en tirant des milliers de roquettes sur Israël avant de pénétrer sur son territoire par voie aérienne, terrestre et maritime et d'y commettre les atrocités observées**. La riposte d'Israël a dépassé ce à quoi s'attendait l'État-major de l'organisation terroriste et a de grandes chances de lui être fatale. Visant à libérer les otages toujours retenus dans l'enclave, l'opération militaire israélienne a également pour objectif l'éradication du Hamas.

Après avoir procédé à des bombardements et des tirs d'artillerie sur les positions du groupe terroriste, Tsahal entre dans la bande de Gaza le 27 octobre 2023. Rapidement, le chef du réseau de missiles antichar du Hamas, Ibrahim al-Sahar, et son chef de la direction des renseignements, Shadi Bahud, sont éliminés. Ces premières victoires pour l'armée israélienne seront suivies de pertes plus significatives pour l'organisation terroriste.

Alors qu'il se trouvait à Téhéran pour l'investiture du nouveau président iranien, Masoud Pezeshkian, Ismaïl Haniyeh, chef politique du Hamas, a été tué par une frappe israélienne. L'ancien premier ministre de l'Autorité Palestinienne qui vivait loin de Gaza, entre le Qatar et la Turquie, avait rejoint le Hamas dès sa création en 1987 et était à l'origine du rapprochement de l'organisation avec l'Iran. La mort de Yahya Sinwar, chef de la branche armée du Hamas et cerveau des attaques du 7 octobre, tué par une patrouille israélienne à Tal al-Sultan, près de Rafah, a eu un retentissement encore plus grand. En janvier 2025, le Hamas confirmait la mort de Mohammed Deif, chef militaire de l'organisation. Celui-ci avait été tué le 13 juillet 2024 par une frappe israélienne dans le sud de la bande de Gaza. Plus récemment, c'est Mohamed Sinwar, le frère de Yahya Sinwar, qui le remplaçait à la tête du mouvement qui a été éliminé par une frappe de Tsahal.

⁵⁰ <https://www.lopinion.fr/international/plus-de-230-millions-deuros-auraient-ete-verses-par-liran-au-hamas-selon-le-times>

A la perte de nombre de ses dirigeants, il faut ajouter les très nombreux militants éliminés par les forces israéliennes. Obtenir un bilan chiffré précis du nombre de terroristes tués est extrêmement délicat dans la mesure où les chiffres sont communiqués par le ministère de la Santé du Hamas. Par ailleurs, ces chiffres, même s'ils sont jugés fiables par l'ONU, ne distinguent jamais les combattants des civils.

S'il apparaîtrait que le Hamas ne tablait pas sur une riposte d'une telle intensité de la part de Tel-Aviv, ni sur une guerre aussi longue, la véritable intention du groupe terroriste semble résulter d'un calcul purement politique qui devait provoquer un tel scénario. En déclenchant les attentats du 7 octobre, le Hamas ne pouvait ignorer que Tsaïra pénétrerait dans l'enclave. Les atrocités commises par ses militants ne pouvaient qu'entraîner une riposte terrestre et une campagne de bombardements qui, comme toute opération de ce type, allait causer des dommages collatéraux conduisant à la mort de nombreux innocents. C'est l'objectif des dirigeants du Hamas. En faisant de l'enclave le théâtre de nouveaux combats et d'une inévitable occupation qui n'avait plus eu lieu depuis 2005, le Hamas propulsait Gaza sur les chaînes d'actualité du monde entier. Il entendait **jouer de la couverture médiatique pour susciter une indignation internationale appelée à prendre la forme d'une pression dont le résultat devait tendre à la reconnaissance d'un État palestinien, dirigé de fait par le Hamas.**

Cette guerre médiatique a semble-t-il été remportée par le Hamas dont la stratégie s'avère d'un cynisme redoutable. Dans son équation, la population palestinienne fait figure de simple variable d'ajustement. Oubliant peu à peu les victimes civiles israéliennes du 7 octobre, l'opinion publique s'est focalisée sur les civils gazaouis. L'émotion légitimement suscitée par ce terrible bilan conduit à éluder un fait d'une grande importance : la propension du Hamas à utiliser sa population comme bouclier humain et à se dissimuler parmi elle met délibérément les civils en danger. En disséminant ses armes, ses soldats et ses structures dans des édifices tels que des hôpitaux ou des écoles, le Hamas les expose volontairement aux bombardements.

Dominé militairement par Israël, le Hamas fait également l'objet d'une contestation grandissante de la part de la population de l'enclave. Lui reprochant de ne pas parvenir à une trêve mais également de se livrer au détournement des ressources humanitaires acheminées dans la bande de Gaza pour soutenir son effort de guerre, des foules de gazaouis ont défilé dans plusieurs villes palestiniennes avant de faire l'objet de violentes répressions de la part du Hamas⁵¹. Dès le 16 octobre 2023, un tweet de l'UNRWA, dénonçait les agissements des terroristes qui s'emparaient d'essence et de matériel médical destinés aux civils⁵². Une pratique qui n'est pas nouvelle selon les récentes révélations de Tsahal⁵³, le groupe faisant du détournement de l'aide humanitaire une de ses principales ressources.

Selon toute vraisemblance, le Hamas est dépassé par l'intensité de la guerre. Conscient que les otages sont désormais l'ultime levier de négociation à sa disposition, **le Hamas sait aussi que cette guerre d'usure finira forcément par épuiser ses ressources.** Les frappes israéliennes sur le siège du Hamas à Doha le 9 septembre montrent à la fois la détermination du gouvernement Netanyahu à en finir avec le mouvement terroriste et la vulnérabilité inédite de ce dernier. Le fait que l'État hébreu n'hésite pas à diligenter une attaque sur le sol du Qatar, un pays que Washington considère pourtant comme un allié, a conduit les dirigeants politiques du Hamas à se pencher sur la question de leur propre survie. Pris en étau entre la pression de la communauté internationale, y compris des pays arabes, le poussant à accepter l'accord de paix proposé par Donald Trump et la présence toujours plus importante de Tsahal dans l'enclave, le Hamas semble avoir intégré que la bande de Gaza échappera à son contrôle. Alors que la libération des otages et la fin du conflit semblent imminentes, les dirigeants du Hamas, qui n'ont plus aucune marge de manœuvre, cherchent à obtenir la garantie d'un exil avant de déposer les armes.

⁵¹ <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2025/03/30/hamas-beat-protester-death-oday-al-rabbay-gaza-doorstep/>

⁵² <https://fr.timesofisrael.com/lunrwa-declare-que-le-hamas-lui-a-vole-des-fournitures-avant-de-se-retracter/>

⁵³ <https://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/artc-tsahal-revele-comment-le-hamas-detourne-l-aide-humanitaire-a-gaza>

Le Hezbollah en voie de démilitarisation

Le Hezbollah (littéralement « Parti de Dieu ») est à la fois un groupe paramilitaire et un parti politique. La création du mouvement islamiste remonte à l'intervention israélienne au Liban en 1982 et est le résultat de la rencontre entre l'influence iranienne et le désir d'une action militante de la part de certains membres d'un groupe préexistant : le mouvement Amal.

Fondé en 1974, **le mouvement Amal prônait l'égalité entre tous les citoyens libanais, quelle que soit leur confession, et visait notamment à combler les inégalités économiques dont souffrait la minorité chiite au pays du Cèdre.** Le mouvement Amal est impliqué dans les combats opposant le Liban à Israël lors de l'« *Opération Litani* ». Déclenchée le 14 mars 1978, cette opération prend la forme d'une incursion de l'armée israélienne dans le sud-Liban afin d'atteindre les militants de l'Organisation de libération de la Palestine qui ciblent le nord de l'État hébreu. En 1982, l'opération « *Paix en Galilée* » voit les troupes israéliennes assiéger et prendre Beyrouth dont ils se retireront en 1985. Au cours de ce conflit, une partie des militants du groupe Amal reprochent à la direction du mouvement d'accepter de négocier avec les Etats-Unis et Israël et décident de fonder l'Amal islamique. Cette ramification sera soutenue par le régime iranien pour devenir la plus importante des milices chiites du pays avant de prendre le nom de Hezbollah et de profiter du retrait d'Israël en mai 2000 pour contrôler le sud-Liban.

Si le Hezbollah et le mouvement Amal sont aujourd'hui membres de la même alliance au parlement libanais, **l'Alliance du 8 mars**, leurs relations ont été émaillées de nombreuses tensions et les deux partis se sont notamment affrontés lors de la « *Guerre des frères* ». Ce conflit éclata après que le Hezbollah eut enlevé un colonel américain qui venait d'assister à une réunion avec un haut dirigeant du mouvement Amal. Perçu comme un affront, l'enlèvement aboutit à un conflit qui dura de février 1988 à janvier 1989 et ne fut interrompu que par la conclusion d'une trêve favorisée par l'intervention de la Syrie. Le Hezbollah, considéré comme une organisation

terroriste en Occident mais aussi par la Ligue arabe, ciblait prioritairement Israël et les troupes américaines lors de sa création et faisait des attentats à la bombe son principal mode opératoire.

Dès le lendemain des attaques du 7 octobre, le mouvement chiite libanais lançait des tirs de roquettes sur Israël qui ripostait par des frappes aériennes mais aussi des tirs d'artillerie ciblant la milice chiite. Les échanges de tirs se sont prolongés jusqu'au 23 septembre 2024 et le déclenchement par Israël d'une campagne de bombardements massifs suivie d'une invasion terrestre du Liban le 30 septembre de la même année. Au cours de ces bombardements, Israël avait visé plus de 1 300 cibles du Hezbollah dans une double volonté de décapiter le mouvement tout affaiblissant son arsenal militaire. Un cessez-le-feu sera annoncé le 27 novembre 2024.

Au cours de ces affrontements, le Hezbollah aura été durement frappé par Tsahal. **Comptant environ 50 000 combattants au début des hostilités, le Hezbollah en aurait perdu entre 2 500 et 4 000 dans ce conflit qui aura duré plus d'un an.** Mais c'est surtout au niveau de son organigramme que le groupe a été le plus touché. Le 27 septembre 2024, le chef du Hezbollah depuis 1992, Hassan Nasrallah, était tué au cours d'un bombardement israélien. Quelques jours plus tard, c'est son successeur potentiel, Hachem Safieddine, qui sera éliminé par une autre frappe de Tsahal. Déjà amputée du sommet de son organigramme, la mouvance chiite subira un coup aux lourdes conséquences tant d'un point de vue humain que réputationnel lors de l'attaque des bipeurs.

Le 17 septembre 2024, une série d'explosions de bipeurs se produit au Liban. Prisés des militants de l'organisation libanaise qui l'utilisent comme outil de communication en raison de la discrétion qu'ils offrent, les bipeurs avaient préalablement été piégés par le Mossad. La vague d'explosions, déclenchée à distance, a causé la mort de 12 personnes et plus de 2 800 blessés. Dès le lendemain, ce furent cette fois des talkies-walkies qui explosèrent, entraînant la mort de 20 personnes et en blessant 450. **Outre un bilan humain élevé, cette opération de sabotage menée par les services**

israéliens a pris le Hezbollah au dépourvu, sonnait ainsi comme une défaite sous forme d'humiliation pour la milice chiite libanaise. Plus récemment, c'est un autre haut dirigeant du Hezbollah qui a été éliminé par Israël en la personne de Khodr Saïd Hachem, présenté comme l'un des commandants de la force al-Radwan. La chute du régime de Bachar al-Assad, allié historique du Hezbollah, le 8 décembre 2024 a représenté une déconvenue supplémentaire pour l'organisation terroriste qui perdait alors une voie d'approvisionnement privilégiée par l'Iran pour lui faire parvenir des armes et équipements.

Fortement ébranlé par son affrontement avec Israël, le Hezbollah se trouve désormais dans l'impasse. Privé de la plupart de ses cadres, le mouvement libanais est en position de faiblesse. **Le nouveau président du Liban, Joseph Aoun, réclame sa démilitarisation au profit de l'État afin qu'il ne conserve que ses attributions de parti politique. Une initiative qui bénéficie du soutien des Etats-Unis et des pays du Golfe. Pour le moment, les déclarations de Naïm Kassem, le nouveau chef du parti, semblent aller dans ce sens.** Des interrogations demeurent toutefois quant à leur sincérité alors que la majeure partie des missiles balistiques dont disposent l'organisation n'a pas été détruite lors de l'affrontement avec Israël et que l'Iran n'a pas renoncé à soutenir ce membre important de l'« *axe de la résistance* ».

Les Houthis, le proxy qui fait trembler la mer Rouge

Les origines du mouvement houthiste remontent aux années 1990, période à laquelle le chef religieux Hussein al-Houthi mena une rébellion contre le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, à partir du gouvernorat de Saada, dans le nord du pays, où ces rebelles opèrent alors comme de simples factions armées. Dans un pays à majorité sunnite, les Houthis⁵⁴ font figure d'exception et entretiennent une foi issue du chiisme, le zaïdisme. Ce courant religieux qui ne reconnaît que les cinq premiers imams et se veut donc plus restrictif que le chiisme dont il est issu représente 15% des 40 millions de yéménites. Leur vision de l'islam est radicale, les tenants de ce mouvement considèrent notamment que la charia⁵⁵ doit prévaloir sur l'ensemble du territoire. Estimant que leur culture zaïdite fait d'eux une élite au sein de l'islam, les Houthis n'hésitent pas à faire preuve de cruauté envers ceux dont le culte diverge, leurs compatriotes inclus. Après l'unification du Yémen, en 1990, les Houthis vivront la domination sunnite comme particulièrement injuste et nourriront une rancœur qui perdure encore aujourd'hui contre l'Arabie Saoudite, pays vu comme responsable de la propagation du sunnisme sur les terres yéménites.

Déjà opposés au pouvoir d'un point de vue religieux, les Houthis percevront l'alliance entre le président Saleh et les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme comme une trahison. Plusieurs guerres ont éclaté entre les rebelles et le pouvoir dans les années 2000 et notamment la « *guerre de Saada* » en 2004 qui occasionnera la mort du chef Houthi, Hussein al-Houthi. L'organisation profitera du mouvement des printemps arabes pour prendre une nouvelle dimension et se radicaliser davantage. Alors que le président Saleh a été déchu et que le pouvoir est exercé par un gouvernement de transition, les rebelles concluent un pacte avec Ali Abdallah Saleh. Désireux de retrouver le pouvoir, ce dernier grossit les rangs des Houthis avec les soldats de la Garde républicaine. **En 2014, ils marchent sur Sanaa et résistent aux bombardements lancés par l'Arabie Saoudite et les Émirats**

⁵⁴ Également connus sous le nom de « Anser Allah » (littéralement, les « *partisans de Dieu* »).

⁵⁵ Il s'agit de la loi islamique.

arabes unis, s'emparant ainsi de la capitale. Toutefois, cette coalition ne durera pas, l'ancien président Saleh trouvant refuge à Riyad avant d'être assassiné en 2017 par les Houthis pour avoir tenté de conclure une alliance avec le gouvernement saoudien. Définitivement installés au pouvoir, on estime que les rebelles, qui ont la main sur le nord-ouest du pays avec des places fortes importantes comme Sanaa ou le port d'Hodeïda, qui donne sur la mer Rouge, contrôlent 60% de la population yéménite.

Membres de l'« *axe de la résistance* », les Houthis avaient bénéficié du soutien du Hezbollah mais aussi de l'Iran dans leur campagne de 2014 qui les opposaient aux puissances sunnites régionales. Désormais à la tête d'un impressionnant réservoir d'hommes estimé au minimum à 100 000 combattants⁵⁶, les Houthis sont pourvus en armes par leurs alliés chiites, au premier rang desquels on retrouve Téhéran. **Outre une foi chiite et la détestation des États-Unis, les Houthis partagent avec l'Iran la haine d'Israël. En témoigne leur devise : « Dieu est le plus grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les juifs, victoire à l'islam ».** De plus, depuis qu'ils ont pris le contrôle de la zone nord-ouest du pays, les rebelles disposent d'un accès direct à la mer Rouge, un emplacement stratégique d'une importance capitale que l'Iran entend bien exploiter par leur entremise.

Depuis l'éclatement de la guerre dans la bande de Gaza, les Houthis n'ont cessé de cibler Israël avec des salves de missiles et de drones. Si l'efficacité de ces attaques envers le territoire israélien reste limitée, en raison de la performance du dôme de fer protégeant l'État hébreu, la menace Houthi s'avère bien plus redoutable en mer Rouge. Alors que 12% du commerce maritime transite par ses eaux⁵⁷, la mer Rouge est le théâtre de nombreuses attaques émanant des rebelles et visant les navires battant pavillon occidental. **Pour perturber le trafic, les rebelles utilisent**

⁵⁶ <https://www.longwarjournal.org/archives/2025/04/us-targets-houthi-military-and-political-leaders-in-latest-campaign.php>

⁵⁷ <https://www.europe1.fr/economie/attaques-des-houthis-en-mer-rouge-traffic-maritime-retards-prix-les-consequences-sur-leconomie-mondiale-4225605>

notamment les drones de fabrication iranienne Shahed-136 qui offrent une portée de 2 000 kilomètres. Ils se livrent également à la capture de certains bâtiments à l'instar du « *Galaxy Leader* ». Ce navire britannique avait été abordé par les terroristes Houthis en novembre 2023 pour n'être relâché qu'en janvier 2025. La dégradation de l'environnement sécuritaire entraîne mécaniquement l'augmentation du coût du transport des cargaisons en provenance de Chine en direction de l'Occident. Les pays arabes pâtiennent également des exactions des Houthis. Le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi a notamment indiqué que celles-ci génèrent un manque à gagner pour l'Égypte qui se chiffre aux alentours de 800 millions de dollars par mois⁵⁸, de quoi largement compromettre l'objectif de 13 milliards de dollars de revenus liés aux activités du Canal de Suez pour l'exercice 2025.

Les Houthis ont ensuite été pris pour cible par l'administration Trump II qui a déclenché des bombardements de grande ampleur sur leurs positions en mars 2025. Le président des États-Unis déclarait ainsi que les Houthis seraient « *complètement anéantis* ». Fin avril, les États-Unis indiquaient avoir frappé plus de mille cibles Houthis. Parmi celles-ci, la frappe du port de Ras Issa dans la nuit du 17 au 18 avril aura été particulièrement meurtrière avec 80 morts. Face à ces pertes d'envergure, les rebelles Houthis ont conclu un cessez-le-feu avec Washington. Annoncé par le sultanat d'Oman, cet accord purement bilatéral ne met toutefois pas fin aux hostilités entre le groupe yéménite et Israël. Les navires de l'État hébreu sont toujours ciblés en mer Rouge. Récemment, Israël a intercepté un missile tiré en direction de Jérusalem. L'aéroport Ben Gourion, situé à proximité de Tel-Aviv, a également été ciblé au moyen d'un missile balistique. Israël a riposté en bombardant l'aéroport de Sanaa, aux mains des terroristes Houthis, avant que ceux-ci ne menacent de s'en prendre à des vols civils.

Les États-Unis, qui privilégient désormais une approche transactionnelle des relations internationales, ne semblant pas prêts à intervenir auprès des

⁵⁸ <https://www.agenceecofin.com/actualites/1803-126769-canal-de-suez-legypte-perd-800-millions-par-mois-en-raison-des-tensions-president>

Houthis pour que ces derniers cessent de s'en prendre à Israël, la recherche d'un pays pouvant exercer une pression quelconque sur le groupe terroriste est désormais vitale. **Dans la mesure où les Houthis constituent le dernier proxy iranien représentant encore une menace tangible sur le plan international, il ne faudra pas s'attendre à que Téhéran les invite à désenclencher les hostilités.** Une telle hypothèse n'est toutefois pas complètement à écarter en ce qu'elle peut toujours survenir en condition d'un accord nucléaire entre Washington et Téhéran, sujet épineux dont que nous traiterons plus bas. Face à ces incertitudes, le recours aux pays ayant un intérêt commercial important en mer Rouge comme l'Égypte ou encore la Chine pourrait être une alternative intéressante.

« Guerre de l'ombre », l'Iran en ballottage défavorable

Les relations entre l'Iran et Israël n'ont pas toujours été synonymes d'inimitié. Avant l'avènement de la République islamique, les deux pays avaient en effet l'habitude de coopérer sur divers sujets. **Bien que l'Iran fût au départ opposé à la création de l'État hébreu, il s'agit de la deuxième nation à majorité musulmane, après la Turquie, à avoir reconnu son existence en 1950.** Bien qu'officieux, des liens commerciaux et diplomatiques existaient entre les deux pays. Dès 1950, des juifs en provenance d'Irak passent par le territoire iranien afin de rejoindre le nouvel État hébreu. Par ailleurs, l'Iran est à l'époque l'un des principaux pourvoyeurs d'Israël en matière de pétrole qui l'aide en échange à développer ses compétences dans le domaine de la balistique à moyenne portée. Ces liens entre les deux pays ont été particulièrement importants dès lors qu'il s'est agi de juguler la menace irakienne à compter des années 1950. L'Irak, dirigée par le nationaliste Abdel Karim Kassem, est une menace pour les deux pays. La police politique iranienne, la Savak créée avec les concours de la CIA et du Mossad, coopère avec les services israéliens afin d'appuyer les rebelles kurdes irakiens dans leur lutte contre le régime de Kassem.

Dirigé par le Shah Mohammad Reza Pahlavi à partir de 1941, l'État perse est alors un allié régional important des États-Unis. En ce sens, le

rapprochement entre Téhéran et Tel-Aviv répond également à des intérêts géopolitiques. **Ces relations officieuses mais cordiales vont complètement basculer en 1979 avec la chute du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeini. Ce dernier entend en effet mettre un terme avec la collaboration entre iraniens et responsables occidentaux et faire du pays une république islamique qui serait l'épicentre d'un panislamisme régional.** Selon la vision des mollahs, les États-Unis, représentant tous les travers de l'Occident, font office d'ennemi idéologique ultime. La lutte contre celui que les nouveaux dirigeants surnomment le « *Grand Satan* » fait désormais figure de priorité en matière de politique extérieure, tout comme Israël que le régime iranien considère comme une extension américaine au Moyen-Orient, l'État hébreu héritant par ailleurs du surnom de « *Petit Satan* ». Bien conscients que le chiisme est largement minoritaire face à l'islam sunnite, les dirigeants de la République islamique d'Iran vont chercher un moyen de fédérer les musulmans afin de se faire leur porte-étendard.

Dès l'instauration du nouveau régime, Téhéran revient sur la reconnaissance d'Israël et rompt tout contact diplomatique avec ses dirigeants. L'ayatollah noue un partenariat avec l'Organisation de Libération de la Palestine et accueille immédiatement Yasser Arafat à l'occasion d'une visite diplomatique avant que l'OLP ne se voit attribuer les anciens locaux de l'ambassade israélienne à Téhéran afin d'y établir sa représentation. **La cause palestinienne deviendra l'élément fédérateur dont avait besoin Téhéran pour amorcer un mouvement anti-occidental d'ampleur. Présentant les États-Unis comme nuisance occidentale impérialiste, les mollahs trouvent dans le conflit israélo-palestinien une occasion de s'ériger en défenseur des opprimés à l'échelle régionale.** Tel-Aviv est alors présenté en bras armé au Moyen-Orient du colonisateur occidental. C'est à cette époque que les bases de l'« *axe de la résistance* » vont être posées. Au début des années 1980, alors que le Jihad islamique palestinien s'en prend à Israël à partir de la bande de Gaza, l'Iran profite des divergences entre le mouvement Amal et certains de ses membres pour aider à la création du Hezbollah libanais.

Il faut toutefois préciser que les années 1980 sont également le théâtre de la lutte entre Irak et Iran. Alors à la tête de l'Irak, qui compte de nombreux chiites, Saddam Hussein ne souhaite pas que Bagdad connaisse une révolution islamique similaire à celle qui a entraîné la chute de Mohammad Reza Pahlavi. Dès septembre 1980, les forces irakiennes envahissent l'Iran. L'Occident se place officiellement en soutien de Saddam Hussein. Cependant, avec le concours d'Israël qui jouera un rôle de médiateur auprès de Téhéran, les États-Unis vont fournir des armes à l'Iran. Ces manœuvres seront révélées et on parlera du scandale de l'« *Irangate* » ; l'administration Reagan étant accusée de violer l'embargo contre l'Iran en procédant à ces livraisons d'armes dont les revenus étaient utilisés pour financer les Contras, rebelles nicaraguayens, dans leur lutte contre le gouvernement de révolutionnaire du Front sandiniste de libération nationale. Le 20 août 1988, une résolution de l'ONU mettra fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran, les mollahs pouvant alors se concentrer sur l'objectif israélien.

C'est dans ce contexte que la « *guerre de l'ombre* » fait son apparition. Bien conscient qu'elle est dans l'incapacité d'affronter de manière frontale Israël, son allié américain ainsi que les pouvoirs régionaux pouvant être tentés de les appuyer, Téhéran fera appel à ses proxys pour nuire aux intérêts sécuritaires et commerciaux de l'État hébreu. Aux nombreux attentats déclenchés par les relais iraniens, Israël répond par des assassinats ciblés mettant à profit les compétences du Mossad. Ces éliminations viseront rapidement les scientifiques travaillant sur les projets nucléaires iraniens ; Israël voulant à tout prix éviter que les mollahs disposent de l'arme atomique. Suivi par les services secrets israéliens dès 2007, le scientifique Mohsen Fakhrizadeh responsable du programme nucléaire iranien, sera ainsi assassiné en novembre 2020 au moyen d'une mitrailleuse télécommandée.

L'éclatement de la guerre à Gaza à la suite des attaques terroristes perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023 a marqué un accroissement des tensions entre l'Iran et Israël. Ce conflit aura même vu les deux ennemis

déroger au principe d'attaques discrètes ou indirectes. Le 1^{er} avril 2024, le consulat iranien à Damas, en Syrie, est ciblé par une frappe attribuée à Israël. L'attaque causera la mort de 13 personnes dont deux généraux de la force al-Qods, unité d'élite de la branche armée de la Révolution islamique. Confrontée à un difficile exercice d'équilibrisme géopolitique, Téhéran cherchera un moyen de riposter tout en évitant toute escalade supplémentaire. Dans la nuit du 13 au 14 avril dernier, l'Iran a lancé 185 drones, 110 missiles sol-sol et 36 missiles de croisière sur le territoire israélien en provenance de son propre territoire mais aussi du Yémen et d'Irak. A l'occasion de cette attaque, le régime des mollahs visait pour la première fois de son histoire directement l'État hébreu, conférant à cette campagne une portée symbolique importante. Toutefois, celle-ci doit être nuancée au regard de sa faible efficacité. Immédiatement après l'attaque, Tsahal indiquait en effet avoir intercepté la grande majorité des tirs iraniens avec le concours de ses alliés comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la Jordanie et avancera un taux d'interception de 99%. La France a également participé à la défense d'Israël en interceptant des drones survolant la Jordanie et l'Irak. Si l'attaque a tout de même blessé plusieurs civils, il s'agit malgré tout d'un succès technologique pour Tel-Aviv qui en profitait pour afficher la supériorité de ses équipements sur ceux de Téhéran. Le 19 avril, Israël riposta à son tour en ciblant des installations situées dans la région d'Ispahan, dans le centre de l'État perse. Une batterie de défense aérienne a notamment été détruite. Téhéran préférera minimiser l'ampleur des dégâts et ne ripostera pas.

Lorsque l'affrontement entre le Hezbollah et Israël donna lieu à une offensive terrestre de Tsahal, Téhéran lança 200 missiles, dont certains hypersoniques, dans le cadre de son opération « *Promesse honnête 2* ». Ces tirs, également destinés à venger la mort de Hassan Nasrallah, furent une nouvelle fois interceptés par le dôme de fer et les alliés d'Israël. L'État hébreu répondra à cette attaque le 26 octobre en visant des installations militaires iraniennes et plus précisément des sites de fabrication de missiles et des batteries de missiles.

L'évolution de l'affrontement entre Israël et l'Iran, avec la guerre de Gaza en toile de fond, tourne très largement en faveur d'Israël, surtout depuis la campagne aérienne lancée par Tel-Aviv contre l'Iran le 13 juin dernier

Les attaques diligentées par Tsahal dans le cadre de l'opération « Rising Lion » (littéralement, le Lion qui se lève) constituent un indéniable succès militaire. En visant les installations nucléaires du régime iranien et des sites de fabrication de missiles, Tsahal entend annihiler le programme nucléaire des mollahs. Les forces israéliennes se sont également attaquées aux ressources humaines jouant un rôle de premier ordre dans l'agenda nucléaire perse en éliminant de nombreux scientifiques parmi lesquels Fereydoun Abbasi, ancien directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique et Mohammad Mehdi Tehranchi, président de l'université islamique d'Azad. Des personnalités militaires et politiques de premier plan ont également été ciblées par l'armée israélienne dont Hossein Salami, commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, Amirali Hajizadeh, dirigeant de la Force aérospatiale des Gardiens de la Révolution islamique ou encore Ali Shadmani, conseiller privilégié de l'ayatollah Al Khamenei.⁵⁹

La riposte iranienne, consistant majoritairement en l'envoi de missiles balistiques en direction de l'État hébreu, parvient à causer des dégâts importants malgré l'efficacité du dôme de fer israélien. Le temps ne joue cependant pas pour Téhéran dont les attaques baissent en intensité en raison de l'affaiblissement conséquent de ses capacités militaires. Les suites de cette campagne que Benjamin Nétanyahou qualifie de préventive interrogent et dépendent principalement de deux acteurs, le régime iranien dans un premier temps, mais aussi et surtout Donald Trump.

Il était hautement improbable que Téhéran accueille favorablement l'injonction du 47ème président des États-Unis d'opérer une « capitulation

⁵⁹ https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/israel/infographies-iran-israel-sites-cibles-hauts-grades-et-civils-tues-comment-en-sept-jours-les-deux-pays-ont-basculé-dans-la-guerre_GN-202506200049.html

sans conditions ». Pour un régime dont le principal carburant est idéologique, courber l'échine devant son ennemi intime, qu'il surnomme le « Grand Satan », reviendrait à abandonner sa raison d'être en même temps qu'à renier sa doctrine, une posture que les autorités iraniennes jugeront certainement inacceptable. Par ailleurs, une reddition des mollahs serait un aveu de faiblesse vis-à-vis d'une population loin d'être acquise à la cause de la République islamique et pourrait provoquer un soulèvement qui signifierait la fin du régime.

Bien que cela déplaise à l'aile dure du courant MAGA et que Donald Trump fasse de la prévalence de la doctrine de l'America First sur tous les pans de la politique américaine, et notamment en matière de politique étrangère, un élément caractéristique de sa présidence, la question du nucléaire iranien implique des conséquences qui semblent imposer le recours à une solution offensive. En dépit de la performance de l'offensive israélienne, seuls les États-Unis disposent de l'équipement militaire capable de détruire le site nucléaire de Fordo. Ce site est la deuxième plus grande installation nucléaire du régime iranien. Situé près de la ville de Qom, il est enfoui à 80 ou 90 mètres de profondeur, ce qui le place hors de portée de l'armée israélienne. Outre une opération au sol, la seule autre possibilité était que les États-Unis utilisent la bombe GBU-57 pour tenter de détruire le site de Fordo.

Face à ce dilemme, Donald Trump a finalement opté pour une solution offensive mettant un point potentiellement final à la stratégie de l'apaisement successivement prônée par les administrations Obama et Biden. Après avoir laissé les observateurs dans l'incertitude quant à une éventuelle intervention américaine, le locataire de la Maison Blanche a ciblé les trois principaux sites nucléaires iraniens connus, à savoir ceux de Natanz, Fordo et Ispahan, dans le cadre de l'opération « Midnight Hammer » (littéralement, Marteau de Minuit) déclenchée le dimanche 22 juin dernier. Dans la nuit du vendredi au samedi, les américains avaient préalablement pris soin de faire diversion en faisant décoller un groupe de bombardiers B-2, le seul appareil capable de larguer des bombes GBU-57 ou « bunker buster », en direction du Pacifique dans le but de ne pas éveiller les soupçons

iraniens. Présentant la particularité de ne pas exploser lorsqu'elle touche le sol, la bombe GBU-57 se distingue en pénétrant sous la surface pour atteindre des cibles jusqu'à 60 mètres de profondeur. Un atout non négligeable pour atteindre des installations nucléaires souterraines mais qui ne suffisait pas à dissiper tous les doutes quant à l'efficacité d'une telle stratégie, notamment ceux émis par le Pentagone⁶⁰ quelques jours avant l'opération, dans la mesure où le site de Fordo se trouverait à une profondeur évaluée entre 80 et 90 mètres.

Dans le même temps, un groupe de sept bombardiers B-2 Spirit se rapprochait du Moyen-Orient en communiquant au minimum et en bénéficiant de ravitaillements en vol. Avant que la flotte de bombardiers ne pénètre dans l'espace aérien iranien, un sous-marin américain lançait deux douzaines de missiles de croisière Tomahawk destinés à affaiblir les défenses aériennes du régime pendant qu'une groupe de protection effectuait des tirs de couverture afin de neutraliser les menaces de type sol-air. Les bombardiers B-2 ont ensuite largué 14 bombes GBU-57, d'un poids de plus de 13 tonnes chacune, sur les sites nucléaires de Fordo et Natanz. Le site localisé à Ispahan a quant à lui été pilonné par des missiles de croisière Tomahawk. Une fois l'opération terminée, le groupe d'attaque « Midnight Hammer » entamait son vol de retour en direction des États-Unis. Selon le Général Dan Caine, chef de l'opération, la « première utilisation opérationnelle » de la bombe GBU-57 a infligé de « graves dommages » aux sites nucléaires iraniens⁶¹.

Hormis une timide riposte visant une base américaine au Qatar, opération dont les États-Unis furent prévenus en amont par les services iraniens, les mollahs n'ont pas réagi. Un cessez-le-feu est intervenu le mardi 24 juin, mettant ainsi fin au conflit qui sera désormais connu comme la « guerre de 12 jours ». Celui-ci aura entraîné la mort de plus d'un millier de personnes en

⁶⁰ <https://www.lefigaro.fr/international/conflit-iran-israel-le-pentagone-doute-encore-de-la-capacite-des-bombes-gbu-57-a-detruire-le-site-nucleaire-de-fordo-20250619>

⁶¹ <https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/operation-midnight-hammer-les-details-de-l-attaque-americaine-en-iran-28921676.html>

Iran et fait au moins 28 victimes côté israélien⁶². Concernant les sites nucléaires iraniens, l'étendue précise des dégâts infligés par l'offensive conjointe de Washington et Tel Aviv demeure inconnue. Dans les heures qui ont suivi l'opération, le président des États-Unis estimait que celle-ci constituait « un succès militaire spectaculaire » marquant la destruction « complète et totale » des sites clefs du dispositif nucléaire iranien. La réalité semble toutefois plus nuancée en raison de plusieurs facteurs comme le fait que les mollahs sont soupçonnés d'avoir procédé au déplacement d'une partie du stock d'uranium enrichi avant les frappes ou l'inconnu que représente l'existence d'éventuelles sites nucléaires secrets. Eu égard à ces incertitudes, le Pentagone estime que, bien que des renseignements indiquent que les sites visés ont été « complètement détruits », la menace nucléaire iranienne ne serait repoussée que pour une durée n'excédant pas deux ans⁶³. Il sera impératif d'utiliser ce délai pour écarter définitivement l'Iran du club nucléaire, ce que nous verrons plus bas.

⁶² <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-contre-israel-les-systemes-antiaeriens-endommages-ont-ete-remplaces-affirme-l-iran-20250720>

⁶³ <https://www.reuters.com/world/middle-east/iranian-nuclear-program-degraded-by-up-two-years-pentagon-says-2025-07-02/>

LES TROUBLES LIES A LA MENACE ISLAMISTE

Outre l'intensification de la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran et les implications de la guerre dans la bande de Gaza qui dure depuis les attentats du 7 octobre, le Moyen-Orient est également sous la menace d'un retour en force du terrorisme islamiste. Après qu'une coalition menée par les États-Unis avait chassé l'État islamique (également appelé Daech ou Isis) de Syrie en 2019, conduisant à la chute de son califat physique, une relative accalmie a pu laisser penser que la menace représentée par Daech était désormais sous contrôle. La chute de Bachar al-Assad en Syrie le 8 décembre 2024, provoquée par une coalition de rebelles et d'islamistes menée par l'ancien jihadiste Ahmed al-Charaa, du fait des nombreuses incertitudes qu'elle implique, pourrait être favorable à un retour sur le devant de la scène d'Isis. Parallèlement, le danger de l'islamisme politique, matérialisé par l'influence régionale des Frères musulmans, ne doit pas être négligé.

En Syrie, un nouveau régime et des incertitudes

L'une des principales explications des troubles dont souffre la Syrie depuis son indépendance déclarée en 1946 est la difficile cohabitation de plusieurs groupes religieux. Lorsque la France hérite du mandat syrien à la suite des accords Sykes-Picot de 1916, elle partage avec son cosignataire britannique la crainte de l'émergence d'un mouvement panarabique qui constituerait une menace pour ses intérêts tant économiques que politiques. **Au début du XIXème siècle, un mouvement culturel et politique dit *al-Nahda* (littéralement « éveil » en arabe) commence à prospérer au sein des élites intellectuelles des divers pays arabes. Fruit d'une volonté d'affirmation de la culture arabe, ce mouvement conduit à la désignation de vecteurs communs comme la langue arabe, mise en lumière par les travaux d'artistes et d'intellectuels, et la religion musulmane, et vise à l'affirmation du particularisme arabe.** À la suite du démantèlement de l'empire ottoman, les occidentaux souhaitent en éviter la concrétisation. En Syrie, la France procédera à la division du pays selon le critère religieux et à la création de quatre États dont deux reviendront aux sunnites de Damas et Alep, un à la minorité alaouite et le dernier à la communauté druze.

Fondé en 1947, le parti Baas reprend le flambeau du mouvement *al-Nahda*. Produit de la collaboration de deux intellectuels orthodoxe et sunnite, il a pour objectif d'unifier les pays arabes en prônant une forme de socialisme basé sur la justice envers le peuple ainsi qu'un certain nationalisme reposant sur la culture arabe. Le parti Baas voit également dans l'islam un moyen de renforcer cette unification. A l'issue d'une série de coups d'État, Hafez al-Assad s'installe au pouvoir et ordonne la rédaction d'une Constitution qui consacre le parti Baas comme « *dirigeant de l'État et de la société* » lors de son adoption définitive le 13 mars 1973. Le règne de Hafez al-Assad, de confession alaouite, pousse la majorité sunnite (environ 70% de la population) à garnir les rangs de l'opposition. Le projet panarabique n'est pas non plus une priorité pour le dirigeant syrien. A sa mort, en 2000, le pouvoir revient à son fils Bachar al-Assad qui jouit à ses débuts d'une image de président réformateur.

Cette image sera définitivement écornée par l'emprisonnement de ses opposants politiques en 2005 mais surtout par la sanglante répression des manifestations consécutives aux répercussions locales des printemps arabes. Les soldats du régime n'hésitent pas à tirer sur les manifestants à balle réelle, ce qui déclenchera une guerre civile dès 2011. Cette dernière choquera durablement l'opinion publique internationale lorsque Bachar al-Assad lancera une attaque à l'arme chimique sur Damas en août 2013. Le « *massacre de la Ghouta* » fera plus de 1 200 victimes et 10 000 personnes seront intoxiquées. La communauté internationale, en raison notamment du refus russe mais aussi de l'hésitation du Royaume-Uni, n'interviendra pas militairement en Syrie. **La guerre civile se poursuit et la lutte politique entre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et le pouvoir se double d'un conflit religieux qui oppose les différentes minorités syriennes à des islamistes à l'influence grandissante.** Après 13 années de guerre civile, la situation humanitaire en Syrie est particulièrement catastrophique. Alors que 70% de la population dépend de l'aide humanitaire et que la moitié a

été déplacée, on estime ainsi que 528 500 personnes ont été tuées pendant celle-ci, dont plus de 181 939 civils⁶⁴.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la chute de Bachar al-Assad. **En seulement 12 jours, une coalition menée par le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC) a mis fin au règne de la dynastie al-Assad, longue de 54 années, et provoqué la fuite de Bachar al-Assad. A la tête de la coalition se trouve un homme au profil trouble et au passé de jihadiste pas si lointain.** Ahmed al-Charaa, de son nom de guerre Abou Mohammed al-Joulani, rejoint le *jihad* et al-Qaïda en 2003 pour combattre les forces américaines en Irak. Il sera arrêté deux ans plus tard et enfermé dans diverses prisons dont celle d'Abou Ghraïb⁶⁵, avant d'être libéré en 2009. A l'occasion du début de la guerre civile syrienne en 2011, al-Joulani est missionné par Abu Bakr al-Baghdadi, alors à la tête de l'État islamique en Irak, pour fonder la branche al-Nosra en Syrie⁶⁶. Celle-ci sera ensuite affiliée à l'État islamique en Irak le 9 avril 2013 pour faire partie de l'État islamique en Irak et au Levant. Proche d'Abu Bakr al-Baghdadi, al-Joulani va toutefois quitter Daech la même année pour faire d'al-Nosra une filiale d'al-Qaïda. En 2016, Abou Mohammed al-Joulani décidera de rompre avec al-Qaïda, son groupe devenant alors *Hayat Tahrir al-Cham*. Al-Charaa, qui déclare avoir pris ses distances avec le jihadisme global, va diriger la région d'Idlib située au nord-ouest du pays à compter de 2017. Autrefois réputée pour son marché et son agriculture, Idlib abrite de nombreux groupes rebelles et djihadistes. Joulani abandonne la dénomination d'al-Nosra pour celle de Jahbat Fatah al-Sham avant d'intégrer HTC en 2017. Celui qui se présente depuis lors comme un jihadiste repentí restera cependant inscrit sur la liste terroriste des États-Unis jusqu'au 20 décembre 2024, le gouvernement américain offrait alors 10 millions de dollars pour sa capture. L'emprise de HTC sur ce territoire d'une superficie de 6 500 kilomètres carrés permettra à

⁶⁴ <https://www.lopinion.fr/international/syrie-la-guerre-civile-a-cause-plus-de-528-500-morts-en-pres-de-quatorze-ans#:~:text=Syrie-,Syrie%3A%20la%20guerre%20civile%20a%20causé%20plus%20de%20528.500,en%20près%20de%20quatorze%20ans&text=Plus%20de%20181%20939%20civils,combattants%2C%20selon%20l'Observatoire.>

⁶⁵ <https://www.ft.com/content/8aa819a3-2fc7-4790-be00-b42f21ed1c4e>

⁶⁶ https://www.lemonde.fr/international/visuel/2025/03/15/ahmed-al-charaa-un-strategie-aux-mille-visages_6581292_3210.html

al-Charaa de s'essayer à l'exercice du pouvoir. Le « *gouvernement de salut syrien* » est d'orientation conservatrice mais son chef se défendra de toute radicalité et ira même jusqu'à prôner l'ouverture aux minorités.

C'est justement le sort des minorités alaouite, chrétienne et druze qui préoccupe la communauté internationale depuis qu'Ahmed al-Charaa est devenu président par intérim de la Syrie. Alors que le nouveau chef du pays ne cesse de répéter sa volonté d'unifier la Syrie, il éprouve des difficultés à maîtriser les éléments les plus radicaux de sa coalition. Après un demi-siècle de pouvoir alaouite, la majorité sunnite se trouve désormais en position de force et le risque d'une recherche de vengeance est important. Ce risque s'est concrétisé en mars dernier lorsque des islamistes ont avancé des attaques de loyalistes du clan al-Assad pour se livrer à des exactions d'une terrible violence dans la ville côtière de Lattaquié, bastion alaouite. À l'occasion de ces affrontements, l'Observatoire syrien des droits de l'homme comptabilisera 1 383 morts côté alaouite⁶⁷. Les violences vont également frapper la communauté druze à Jaramana et à Sahnaya, des villes situées en périphérie de Damas, ainsi que dans la province de Soueïda, qui concentre l'essentiel des 700 000 druzes de Syrie. Une centaine de personnes seront tuées au cours de ces violences qui susciteront l'inquiétude de la communauté. Le chef religieux druze, Hikmat el-Hijri, dénoncera une « *campagne génocidaire* » et ira même jusqu'à réclamer l'intervention de forces internationales pour assurer la sécurité de sa communauté.

Alors que 150 000 druzes vivent dans le nord d'Israël, Benyamin Nétanyahou voit dans ces dissensions l'occasion de se rapprocher des druzes de Syrie et ainsi de sécuriser la frontière qui sépare l'État hébreu de la Syrie. Israël n'accorde pas sa confiance au nouveau gouvernement syrien et avait ainsi mené une campagne de bombardements contre les stocks d'armes chimiques de Bachar al-Assad dans les jours qui ont suivi sa chute. Afin de manifester son soutien à la communauté druze, Tel-Aviv a effectué des bombardements à proximité du palais présidentiel de Damas. La situation a

⁶⁷ https://www.franceinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/affrontements-en-syrie-au-moins-1-383-civils-tues-depuis-le-6-mars-selon-un-nouveau-bilan-d-une-ong_7125711.html

connu une escalade significative à partir du 13 juillet dernier lorsque des affrontements ont éclaté dans la ville de Soueïda entre druzes et des clans bédouins à la suite de l'enlèvement d'un commerçant druze par ces derniers. Les troupes gouvernementales envoyées par Damas se sont rangées aux côtés des bédouins et ont notamment été accusées d'avoir sommairement exécuté des civils druzes. Israël est de nouveau intervenue en bombardant les troupes syriennes mais aussi en menant une campagne de frappes sur des cibles militaires gouvernementales à Damas, dans la zone du palais présidentiel.

Un cessez-le-feu a finalement été décrété le 19 juillet entre druzes et bédouins, les troupes syriennes se retirant à cette occasion de la ville de Soueïda. Le bilan provisoire communiqué par l'Observatoire syrien des droits de l'homme fait État de 1 311 morts depuis le 13 juillet, comprenant une majorité de druzes dont 194 ont été exécutés sommairement par des membres des forces dépendant des ministères de la Défense et de l'Intérieur. Il convient d'ajouter à ce bilan les 128 000 personnes déplacées totalisées par l'Organisation internationale pour les migrations. Le gouvernement syrien a par ailleurs indiqué être parvenu à désamorcer la crise « *en évacuant les familles des bédouins et des tribus qui se trouvent actuellement dans la ville de Soueïda* »⁶⁸. Dans le même temps, le président par intérim syrien a déclaré avoir décidé de confier le maintien de l'ordre dans la ville aux druzes en indiquant que « *des factions locales et des cheikhs avisés assumeraient la responsabilité du maintien de la sécurité* » à Soueïda⁶⁹. Ahmed al-Charaa précise avoir opté pour un retrait afin de ne pas précipiter le déclenchement d'une « *guerre ouverte avec l'entité israélienne aux dépens de notre peuple druze et de la stabilité de la Syrie* » et de « *donner la priorité à l'intérêt national* ».

⁶⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/27/les-bedouins-du-sud-syrien-les-autres-victimes-de-la-bataille-de-soueida_6624533_3210.html

⁶⁹ <https://www.lefigaro.fr/international/syrie-ahmed-al-charaa-transfere-le-maintien-de-la-securite-a-soueida-aux-druzes-plus-de-350-morts-depuis-dimanche-20250717#retrait-des-troupes-syriennes-de-soueida>

Ces affrontements intercommunautaires sont en effet un défi d'ampleur pour al-Charaa qui voit son projet d'unification de la Syrie fortement menacé. **Désireux d'éviter que certaines minorités comme les druzes et les kurdes ne fassent sécession, le nouvel homme fort de Damas avait, peu après son accession au pouvoir, annoncé sa volonté de procéder à l'unification de la Syrie en décidant notamment que tous les groupes armés du pays devaient rejoindre les forces gouvernementales sous la direction du ministère de la Défense.** Pour l'heure, les milices druzes sont divisées sur la réponse à apporter et refusent de remettre leurs armes légères au gouvernement sur fond de déficit de confiance quant aux capacités du gouvernement à assurer leur protection mais aussi quant à sa volonté de contrôler ses éléments les plus radicaux comme ceux ayant pris le parti des clans bédouins. Les kurdes ont, quant à eux, signé un accord distinct en mars dernier pour rejoindre les forces gouvernementales mais la réalité du terrain semble indiquer que les diverses milices kurdes continuent de recruter et d'armer de nouveaux combattants. Dans un pays multiconfessionnel à l'histoire jalonnée de griefs et de rancœurs intercommunautaires, un tel projet d'unification et de centralisation paraît pour le moins prématuré. Il n'est pas à exclure que la Syrie se dirige plutôt vers une organisation de type fédéral garantissant aux minorités qui le réclament les capacités d'assurer leur propre sécurité tout en s'inscrivant dans un cadre administratif rattaché à Damas. L'évolution de ce sujet sera déterminante quant à l'image des nouvelles autorités syriennes en quête de légitimité sur la scène internationale mais aussi en raison de son impact potentiel sur la question de la normalisation des relations entre Damas et Tel Aviv, que nous évoquerons plus bas.

Les Frères musulmans, la menace transnationale de l'islamisme politique

L'organisation des Frères musulmans est aujourd'hui l'un des plus puissants groupes islamistes dans le monde. Sa création remonte à l'effondrement de l'empire ottoman et visait à s'opposer à la présence britannique en Égypte mais aussi à pallier le manque d'unité du monde arabe en érigeant l'islam en valeur commune. A la différence d'un panarabisme classique mêlant nationalisme, socialisme et ne considérant l'islam que comme simple vecteur culturel et historique, les Frères musulmans voient dans la religion musulmane le pilier d'un futur État qui ne peut être qu'islamique. Fondé en 1928 par le théologien égyptien Hassan al-Banna, le groupe promeut la création d'un État religieux en Égypte dont le fonctionnement serait conforme à la charia. A ce titre, on désigne la mouvance comme tenant d'un « islamisme politique ». Le modus operandi des Frères musulmans résulte de la nature à la fois politique et religieuse du groupe et consiste en l'islamisation progressive de la société, que l'on peut également qualifier d'« islamisation par le bas »⁷⁰. Comme le résume Florence Bergeaud-Blacket, l'objectif ultime des Frères musulmans est de « rassembler tous les courants islamiques dans un grand mouvement pour instaurer le califat sur terre ».

A leur création, les Frères musulmans entendent guider la société égyptienne vers un retour aux principes de l'islam et pratiquent des activités tant religieuses que politiques. Cet activisme politique et social transparaît notamment dans les actions mises en œuvre par le groupe qui visent à combler les lacunes de l'État dans divers domaines et notamment en ce qui concerne l'aspect social. Premier guide suprême des Frères musulmans, Hassan al-Banna favorise en effet la création de structures sociales, caritatives et éducatives. Les Frères musulmans, du fait de leur opposition aux forces britanniques via des attentats à la bombe ou des assassinats

⁷⁰ <https://www.lefigaro.fr/international/freres-musulmans-arabie-saoudite-egypte-russie-ces-pays-qui-ont-d-ores-et-deja-interdit-l-organisation-20250523#:~:text=La%20confrérie%20des%20Frères%20musulmans%2C%20organisation%20promouvant%20une%20«islamisation%20par,20%20mai%20par%20Le%20Figaro.>

ciblés, jouissent d'une certaine popularité auprès de la population et comptent plus de 500 000 membres à la fin des années 1940.

C'est à cette période que des ramifications du mouvement vont s'implanter dans différentes régions du Moyen-Orient comme la Syrie, l'Irak ou encore la Palestine. Bien qu'ils ne partagent pas une organisation unique ni un programme commun, chacun des groupes issus de cette mouvance, comme le Hamas ou al-Qaïda, est d'obédience sunnite, pratique le jihad et vise à imposer la charia. Ces orientations prennent racine dans la doctrine élaborée par Saïd Qotb, poète et essayiste égyptien qui prône une vision radicale et intégriste de la foi amenant à considérer les musulmans jugés insuffisamment pieux comme des apostats et appelant à la lutte armée contre les ennemis de la foi ; à savoir les juifs, les chrétiens et les athées.

Impliqués dans le coup d'État conduisant à la chute du roi Farouk en juillet 1952, les Frères musulmans seront écartés du pouvoir par leurs alliés, le Mouvement des officiers libres, sur fond de désaccord quant à la nature militaire et laïque du gouvernement que ces derniers entendent instaurer. Après la tentative d'assassinat manquée contre le leader des officiers libres, Gamal Abdel Nasser, les Frères musulmans, désormais interdits, chercheront à faire figure d'alternative au régime en adoptant des postures populistes. Il faudra attendre 1970 et l'arrivée au pouvoir du président Anouar el-Sadate pour que le groupe fasse son retour sur la scène politique. Les Frères musulmans vont alors pleinement assurer leur dimension politique en se présentant aux élections législatives à partir de 1984. Lorsque le président Hosni Moubarak démissionne à la suite du Printemps arabe, les Frères musulmans choisissent un candidat à la présidence en la personne de Mohamed Morsi qui deviendra le premier président démocratiquement élu d'Égypte. Le 3 juillet 2013, Mohamed Morsi est renversé par une coalition menée par le général Abdel Fattah al-Sissi qui deviendra le nouveau président égyptien le 8 juin 2014 et interdira de nouveau les Frères musulmans. Ces derniers font l'objet d'une sévère répression orchestrée par le pouvoir qui aboutira notamment à l'emprisonnement de nombre de leurs membres.

Comme évoqué précédemment, les Frères musulmans disposent de ramifications dans diverses zones du Moyen-Orient. En Syrie, la branche locale des Frères musulmans est constituée dans les années 1930 et joue un rôle primordial dans la promotion du message de l'organisation lorsque les Frères musulmans égyptiens sont interdits par le président Nasser en 1954. Les Frères musulmans vont s'opposer au parti Baas qui prône un régime séculier. Lorsque Hafez el-Assad prend le pouvoir, le groupe s'autoproclame représentant de la cause sunnite face à un régime aux mains de la minorité alaouite. La politique de répression du gouvernement envers les Frères musulmans aboutira à des affrontements sanglants dont ceux qui frapperont la ville de Hama à plusieurs reprises en 1981 et 1982 à la suite desquels de nombreux membres de l'organisation seront tués ou contraints à l'exil. Privé d'influence et d'ancrage local, l'organisation islamique va profiter de la guerre civile de 2011 pour soutenir des groupes d'opposition au régime de Bachar al-Assad qui la classe comme groupe terroriste en 2013. Présents en Palestine dès les années 1930, les Frères musulmans vont accroître leur influence dans la bande de Gaza et en Cisjordanie en gré des guerres opposant les palestiniens à Israël en utilisant notamment le levier humanitaire. A la différence d'autres groupes comme l'Organisation de Libération de la Palestine, les Frères musulmans considèrent l'établissement d'un État islamique comme un objectif primant sur la lutte contre le voisin hébreu. Certains membres de l'organisation vont commencer à militer pour une action militaire à l'encontre d'Israël au début des années 1980, ce qui aboutira à une scission et à la création du Hamas le 14 décembre 1987.

L'islamisme politique préconisé par les Frères musulmans est le fil conducteur de leur expansion territoriale. Leur préférence pour une stratégie d'islamisation progressive de la société, via sa population et ses institutions, rend leur action plus difficile à déceler que celle de groupes islamistes qui ont un recours exclusif à la violence. Outre l'Égypte et la Syrie, de nombreux pays ont décidé d'interdire l'organisation et parfois de la classer comme terroriste. La Russie a fait figure de précurseur sur le sujet en décidant de placer les Frères musulmans sur la liste des groupes terroristes

dès 2003⁷¹. Certains pays arabes comme l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis ou Bahreïn ont suivi la même orientation en 2014. En avril dernier, la Jordanie a pris une décision similaire en avançant que le mouvement frériste était sur le point de se doter d'armes et de constituer une force déstabilisatrice pour le pays. A ce titre, le gouvernement jordanien a décidé d'interdire toutes leurs activités, de fermer leurs bureaux et de confisquer leurs biens sur le territoire jordanien⁷². Il est à noter que la branche politique locale des Frères musulmans, le Front d'action islamique, n'est pas visée par l'interdiction⁷³.

L'Europe a réagi plus tardivement à la menace de l'islamisme politique. En 2021, l'Autriche classe les Frères musulmans sur la liste noire des « groupes extrémistes liés à la criminalité à motivation religieuse »⁷⁴. La raison de ce retard provient certainement de la stratégie d'infiltration lente qu'utilisent les fréristes, se donnant ainsi une apparence de respectabilité en comparaison des autres groupes terroristes islamiques. Leur stratégie d'infiltration des milieux sportifs, associatifs et politiques mise sur le temps long et préconise la discrétion ; on parle d'« entrisme » ou encore de « djihadisme d'atmosphère ». Un rapport commandé par le gouvernement et dévoilé par Le Figaro révèle l'influence réelle du groupe en France et sa stratégie d'« institutionnalisation ». Alors que le ministre de l'Intérieur parle d'une « menace très claire vis-à-vis de la République, une menace sur la cohésion nationale », la France pourrait décider d'interdire à son tour les activités liées aux Frères musulmans. Les précédents historiques évoqués plus haut révèlent la dangerosité des Frères musulmans pour la stabilité de tout type de gouvernement et a fortiori pour une république dont le système démocratique est plus permissif que celui à l'œuvre dans un régime militaire. Ces précédents ainsi que les interdictions prononcées par

⁷¹ https://www.bfmtv.com/societe/religions/russie-egypte-jordanie-ces-pays-qui-ont-deja-interdit-les-freres-musulmans_AN-202505220812.html

⁷² <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20250424-jordanie-freres-musulmans-interdiction-activites-securite-nationale-gouvernement>

⁷³ <https://orientxxi.info/magazine/jordanie-malgre-leur-interdiction-les-freres-musulmans-toujours-presents,8235>

⁷⁴ <https://www.marianne.net/lautriche-premier-pays-europeen-a-interdire-les-freres-musulmans>

différents pays du Moyen-Orient doivent conduire la France mais aussi d'autres pays européens à se prémunir de la menace de l'islamisme politique en prononçant l'interdiction de cette organisation accompagnée d'une désignation comme groupe terroriste.

Compte tenu de la situation en Syrie, il est probable que l'organisation frériste tente de profiter de la confusion qui entoure les débuts du gouvernement pour retrouver une influence et un ancrage local. La stratégie frériste d'islamisation de la politique viendrait en concurrence immédiate de l'autorité d'Ahmed al-Charaa, il semble donc peu vraisemblable que ce dernier autorise de son propre chef un retour officiel du groupe en Syrie. Il est toutefois probable que les Frères musulmans décident d'emprunter une autre voie en soutenant certains groupes armés opposés à leur intégration au sein des forces syriennes, faisant ainsi obstacle au projet d'unification porté par le nouveau président Ahmed al-Charaa. Ce faisant, ils pourraient ainsi raviver leur influence et œuvrer à distance à la concrétisation de leur but ultime : l'instauration d'un État islamique.

L'affirmation des Frères musulmans sur la scène politique syrienne servirait par ailleurs les intérêts d'une puissance sunnite à la recherche d'influence régionale : la Turquie. Considérée comme un des principaux soutiens financiers de l'organisation islamiste avec le Qatar, Ankara pourrait voir dans les incertitudes qui entourent les débuts du gouvernement d'Ahmed al-Charaa une opportunité pour que les Frères musulmans y jouent un rôle de premier ordre. La Turquie, qui avait soutenu des groupes islamistes, et notamment HTC, durant la guerre civile syrienne, en retirerait d'importants avantages dans le cadre notamment de son duel à distance avec l'Iran pour le leadership régional. Du point de vue réputationnel, la chute de Bachar al-Assad fut un camouflet pour l'ayatollah Khomeini qui n'aura pas su soutenir un allié important. De plus, cela prive l'Iran d'une voie d'acheminement d'équipements militaires au profit de son proxy libanais, le Hezbollah. Recep Tayyip Erdogan, qui prône une vision islamique du pouvoir politique, pourrait ainsi compter sur un nouvel allié politique et idéologique mais aussi affaiblir l'« axe de la résistance » au profit de l'« axe frériste ».

Selon Gilles Kepel, l'influence politique de la Turquie ou encore du Qatar pourrait aussi se conjuguer à l'octroi de leur soutien financier au profit du projet de reconstruction du nouveau président ; de quoi accroître davantage une emprise éventuelle de cet axe sur Damas. Une telle hypothèse constituerait un argument de poids venant au crédit de la thèse d'une résurgence de l'empire ottoman⁷⁵. Elle viendrait également directement hypothéquer les chances de succès du projet d'unification que prône Ahmed al-Charaa et menacer le fragile équilibre que le nouvel homme fort de Damas tente de préserver entre les différentes communautés religieuses.

L'instabilité inhérente à tout nouveau régime et les différends confessionnels susceptibles d'entraver l'avancée de la Syrie vers une ère de stabilité doivent inciter les autorités locales et ses alliés, régionaux et occidentaux, à prévenir tout entrisme des Frères musulmans en Syrie. A ce titre, les décisions de lever les sanctions prises par Washington et Bruxelles pourraient s'avérer décisives pour proposer une alternative au financement du projet de reconstruction du pays et ainsi contrer l'influence économique de Doha et Ankara. Une nouvelle phase d'instabilité pourrait laisser craindre l'éclatement d'une guerre civile ; la dernière ayant notamment constitué un terreau favorable à l'instauration d'un califat par Daech en 2014.

⁷⁵ <https://www.tdg.ch/la-turquie-et-le-qatar-sont-desormais-les-maitres-de-damas-767835884109>

DEPUIS LE 7 OCTOBRE, LE CHEMIN VERS UN NOUVEAU MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient est incontestablement soumis à des bouleversements qui pourraient exercer une influence considérable sur l'avenir de la région. Les répercussions du conflit israélo-palestinien impactent les sociétés des pays arabes mais aussi celles des pays occidentaux, révélant des antagonismes alimentés et aggravés par des postures politiques coupables de partis politiques adoptant des positions idéologiques simplistes en soutien d'une stratégie électorale teintée de cynisme.

Comme évoqué plus haut, il convient de souligner que la part de responsabilité des partis d'extrême-gauche dans la radicalisation des débats est nettement plus grande que celle des formations situées à l'opposé de l'échiquier politique. Cela est notamment dû à l'emploi d'une rhétorique incendiaire et à la tenue de propos parfois ouvertement antisémites. La guerre à Gaza, dont le prolongement renforce le clivage des opinions publiques, doit impérativement prendre fin d'une manière qui satisfasse autant que faire se peut les deux peuples. À ce titre, la question palestinienne doit trouver une réponse qui ne pourra qu'être apportée par la communauté internationale de manière à garantir, dans un premier temps, une cohabitation pacifique entre les deux populations et, à terme, une solution à deux États dont les modalités seraient satisfaisantes pour les deux parties. Nous évoquerons les conditions qui nous semblent indispensables afin de parvenir à une solution pacifique durable afin de d'analyser la viabilité du plan de paix proposé par le président américain Donald Trump.

erDu règlement du conflit israélo-palestinien dépendra la pacification de la région ; étape indispensable à la conduite d'une lutte efficace et multilatérale contre le terrorisme islamiste dont le spectre de la résurgence plane sur le Moyen-Orient, avec des conséquences directes dans d'autres régions du Monde comme l'Europe, l'Asie ou l'Amérique du Nord.

Une réponse conjointe à la question palestinienne permettra aussi de redonner de l'élan à la politique de normalisation, vecteur important de stabilité régionale.

Il s'agira également de trouver une stratégie à-même d'endiguer définitivement la menace que constitue le régime des mollahs. Si l'« axe de la résistance » est en perte significative de vitesse et d'influence, il conviendra cependant de solutionner le problème posé par les milices chiites en Irak, proxy iranien qui fait l'objet d'un traitement médiatique inversement proportionnel à son potentiel de nuisance. Enfin, la question du nucléaire iranien devra être réglée de manière ferme et définitive. A ce titre, l'avantage écrasant acquis par Washington et Tel Aviv sur Téhéran depuis la guerre des 12 jours pourrait s'avérer être un atout précieux.

UN MOYEN-ORIENT VERS LA PAIX ?

L'Indispensable solution palestinienne

Mettre un terme au conflit israélo-palestinien apparaît comme une urgence au regard du bilan humain et de la crise humanitaire résultant de la guerre à Gaza débutée à la suite des attentats du 7 octobre. Il est probable que ces événements, tout comme les affrontements entre Israéliens et Palestiniens mais aussi ceux entre Israël et certains pays arabes comme l'Égypte, auraient pu être évités si la résolution 181 votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 29 novembre 1947 n'était pas restée lettre morte. La solution à deux États, adoptée dans des conditions satisfaisantes pour toutes les parties, peut permettre une cohabitation pacifique des deux peuples. Pour autant, les solutions proposées jusqu'ici souffraient toutes d'un ou de plusieurs défauts majeurs voir rédhibitoires que nous aborderons dans un ordre chronologique. Le sort du Hamas, dont l'éradication physique est l'un des objectifs du gouvernement de Benyamin Netanyahu, constitue la principale source de discorde entre les différentes parties.

À l'occasion d'un sommet d'urgence tenu au Caire le 4 mars dernier, les dirigeants de pays arabes avaient arrêté un plan de 53 milliards de dollars afin de rebâtir la bande de Gaza. Destiné à être une alternative au projet de déplacement proposé par Donald Trump, le plan du Caire envisage une reconstruction sur une période de 5 années. Si une phase de reconstruction est indispensable, la structuration de celle-ci selon le plan accusait plusieurs lacunes. Il était tout d'abord question d'en confier la gestion pendant 6 mois à un comité administratif composé de personnalités locales non partisans avant que l'Autorité palestinienne ne reprenne le contrôle de la bande de Gaza. Outre l'équation impossible de la composition du comité, la reprise du pouvoir par l'Autorité palestinienne semble vouée à l'échec tant celle-ci pâtit de sa réputation d'entité corrompue. Elle est par ailleurs très largement impopulaire parmi les gazaouis, surtout depuis que ses forces de sécurité ont commis des violences dans des camps de réfugiés en Cisjordanie. Ce fut

notamment le cas lors de l'opération « protection de la patrie » visant à reprendre le contrôle du camp de Jénine en janvier dernier⁷⁶.

Outre ces problématiques de légitimité, le plan du Caire ne permettait pas de régler la question du Hamas dont la disparition est l'objectif numéro un de Benjamin Netanyahu et Donald Trump. Tout d'abord, il est impossible de garantir que certains militants ne s'infiltreront pas dans le comité administratif. Ensuite, les pays arabes réunis à l'occasion de ce sommet divergent quant à la place à leur accorder. Si les Émirats arabes unis semblent déterminés à les écarter du pouvoir, l'Égypte adopte une approche plus nuancée en proposant d'introduire d'autres factions palestiniennes armées dans la gouvernance ; une solution qui n'aurait aucune chance d'être validée par Tel-Aviv.

Par ailleurs, l'hypothèse d'un retour de l'Autorité palestinienne au pouvoir n'est pas non plus souhaitable pour une autre raison. Comme le rappelle Jonathan Sacerdoti dans un article publié par l'hebdomadaire conservateur britannique *The Spectator*, la position de Mahmoud Abbas, leader de l'Autorité Palestinienne, à la suite des attaques terroristes du 7 octobre est rédhibitoire. M Abbas avait ainsi qualifié le pogrom de « victoire stratégique pour la cause palestinienne » ⁷⁷. Plus largement, il apparaît évident que le dirigeant de l'Autorité Palestinienne ne souhaite pas de solution pacifique au conflit. Comme rapporté dans l'article de M Sacerdoti, M Abbas avait refusé en 2008 un accord de paix proposé par le premier ministre israélien de l'époque, M Ehoud Olmert, garantissant la constitution d'un État palestinien. En 2011, M Abbas signait une tribune dans le *New York Times* dans laquelle il indiquait que l'admission de la Palestine aux Nations Unies « ouvrirait la voie à l'internationalisation du conflit comme sujet légal, et non plus seulement politique ». Cela revenait à refuser d'emblée toute négociation avec Israël tout en sollicitant la communauté internationale pour qu'elle fasse pression sur l'État hébreu via une procédure

⁷⁶ <https://www.lefigaro.fr/international/ils-nous-torturent-et-s-amusent-a-nous-humilier-a-jenine-l-autorite-palestinienne-s-efforce-de-reprendre-la-main-20250111>

⁷⁷ <https://www.spectator.co.uk/article/the-danger-of-recognising-a-palestinian-state/>

contentieuse⁷⁸. En 2014, M Abbas quittait les négociations menées sous l'égide de John Kerry, alors secrétaire d'État de Barack Obama, sur fond de refus de reconnaissance de l'existence de l'État d'Israël. Ces précédents démontrent que les territoires palestiniens devront se doter d'une autorité qui ne soit ni le Hamas, ni l'Autorité Palestinienne, afin d'avancer efficacement vers une solution pacifique.

Plus récemment, Ehoud Olmert, ancien premier ministre israélien, et Nasser al-Qidwa, ancien ministre des Affaires étrangères palestinien et neveu de Yasser Arafat, se sont entretenus afin d'envisager un scénario propice à l'aboutissement d'une solution à deux États⁷⁹. Les deux protagonistes, conscient que le Hamas constitue la principale entrave à ce projet de paix, proposent que le groupe terroriste abandonne le contrôle de Gaza en même temps que les armes pour devenir un simple parti politique. Les deux hommes y ajoutent des conditions selon lesquelles le Hamas devra reconnaître l'État d'Israël, renoncer au terrorisme et endosser les accords existants entre l'Autorité Palestinienne et Israël. D'un point de vue idéologique, il est peu probable que le Hamas, dont la charte stipule que les occupants de ces terres n'en ont que l'usufruit et que celles-ci ont été « constituées pour toutes les générations de musulmans, jusqu'au jour de la résurrection »⁸⁰, accepte ces conditions. Voir le Hamas abandonner les armes est également fort peu probable, même si le groupe est mis en grande difficulté sur le terrain militaire par Tsahal et de plus en plus contesté par la population de l'enclave qui lui impute une part de responsabilité dans ses malheurs et la crise humanitaire. En témoignent les manifestations inédites violemment réprimées par les militants du Hamas⁸¹.

Le cas de la Cisjordanie est également abordé par les anciens ministres palestiniens et israéliens qui proposent que les Israéliens installés dans

⁷⁸ <https://www.nytimes.com/2011/05/17/opinion/17abbas.html?searchResultPosition=1>

⁷⁹ Le Figaro. « À Paris, Ehud Olmert et Nasser al-Qidwa rappellent l'urgence d'un État palestinien », Le Figaro, 10 juin 2025.

⁸⁰ Libération. « Est-il vrai que la charte du Hamas fixe comme objectif la destruction de l'État d'Israël ? », *Libération — CheckNews*, 14 octobre 2023.

⁸¹ The Telegraph. « Hamas beat protester to death on Gaza doorstep: Oday al-Rabbay », *The Telegraph*, 30 mars 2025

certaines colonies, environ 70 000 personnes, aient le choix entre quitter les colonies concernées ou demeurer sur ces terres sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne. Les modalités d'indemnisation des Israéliens acceptant de quitter les colonies ne sont cependant pas précisées. En outre, et c'est ici la faiblesse du projet, le contrôle des territoires palestiniens reviendrait à l'Autorité Palestinienne, solution qui paraît inenvisageable, pour les raisons évoquées plus haut.

Le 9 juin dernier, l'indéboulonnable président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, a adressé au président Emmanuel Macron et au prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman un courrier dans lequel il affirme que le futur État palestinien « n'a aucune intention de devenir un État militarisé »⁸². Dans cette lettre, Mr Abbas condamne pour la première fois le Hamas et promet la tenue d'élections législatives rapides. Si le renoncement à tout État militarisé et la condamnation non équivoque du Hamas sont une indéniable avancée sur le terrain de la diplomatie, la confiance en l'Autorité Palestinienne et son dirigeant est trop irrémédiablement affaiblie pour que ce plan soit suivi d'effet.

Si toutes ces propositions vont dans le bon sens, elles pèchent soit en ne réglant pas la question du Hamas soit en prévoyant de confier la gestion des territoires palestiniens à une organisation politique qui pâtit d'un déficit de confiance et dont le passé a déjà prouvé son incapacité à juguler la menace du terrorisme islamiste ou à œuvrer en faveur d'une solution pacifique.

Afin d'avoir une chance d'aboutir, toute solution nous semble devoir respecter un certain nombre de conditions. Outre la restitution immédiate de l'ensemble des otages, vivants ou décédés, encore aux mains des organisations terroristes palestiniennes, les conditions listées ci-dessous devront être remplies :

(i) Conditions d'ordre sécuritaire :

⁸² https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/11/l-elysee-en-quete-d-une-dynamique-avant-de-reconnaitre-l-etat-de-palestine_6612204_3210.html

- le Hamas ainsi que tous les groupes terroristes palestiniens ayant participé aux attentats du 7 octobre devront être définitivement écartés de la gouvernance et de la vie politique du futur État palestinien. Ses dirigeants, militants et toute personne entretenant des liens, de quelque nature qu'ils soient, avec ces organisations devront être exilés.
 - Le futur État palestinien devra nécessairement être démilitarisé afin de rassurer Israël et sa population dont l'inconscient collectif demeure traumatisé par les attaques du 7 octobre
- (ii) Une campagne de "déhamassisation" devra être menée afin de remédier à l'endoctrinement infligé par le Hamas à la population palestinienne depuis son accession au pouvoir à la suite des élections de 2006
- Conditions d'ordre organisationnel
- Les habitants de la bande de Gaza devront être temporairement déplacés pendant la période de reconstruction. Ils devront avoir la possibilité de revenir vivre dans l'enclave une fois les travaux terminés. L'implication des États-Unis est une condition indispensable de la viabilité de tout plan de paix. Allié traditionnel d'Israël, les États-Unis jouissent d'un degré de confiance élevé parmi de très nombreux pays arabes et du Golfe notamment grâce à la diplomatie de Donald Trump. La présence de Washington sera garante de l'efficacité de tout plan de paix. Un État démilitarisé ne signifie pas pour autant sans défense. La sécurité de la population palestinienne serait assurée par deux corps distincts. Une opération de maintien de la paix laborée sur le modèle de la FINUL permettrait d'assurer la surveillance des frontières. La sécurité des Palestiniens à l'intérieur des terres serait assurée par une force regroupant des soldats envoyés par les membres d'une coalition impliquant les États-Unis et tout pays arabe ayant normalisé ses relations avec Israël.
 - La gestion politique devra être confiée à une coalition répondant à la même logique jusqu'à ce que de nouveaux partis politiques non militarisés soient constitués et que des élections puissent être tenues.

Il nous apparaît important d'écarter l'Autorité palestinienne de tout rôle politique dans le futur État palestinien.

(iii) Conditions d'ordre économique : le financement du futur État palestinien devra être assuré par les revenus dégagés par les activités économiques qui seront développées dans une bande de Gaza démilitarisée et reconstruite. Outre la constitution des budgets du futur État palestinien, ces revenus permettront de rembourser les pays impliqués dans la reconstruction et le processus de gestion de l'enclave.

(iv) Condition d'ordre moral :

- L'histoire ne doit jamais oublier que cette guerre a été déclenchée par le pogrom du 7 octobre. Il est du devoir de la communauté internationale d'accompagner Israël et sa population dans leur deuil. À ce titre, la constitution d'un tribunal destiné à juger les membres du Hamas et de toute organisation impliquée, sur le modèle du Tribunal de Nuremberg, semble être une solution pertinente. Les atrocités commises lors du 7 octobre sont assurément des crimes contre l'humanité qui ne doivent jamais être oubliés.

L'UNRWA doit être démantelée et la gestion de l'aide humanitaire confiée à une nouvelle organisation.

Concernant le Hamas, il est évident que celui-ci doit à minima renoncer à sa branche militaire mais aussi à tout pouvoir politique. C'est uniquement à ce prix que l'État hébreu envisagera d'accorder sa confiance aux autorités d'un État palestinien. Le désarmement complet des militants et infrastructures sous le contrôle d'une coalition internationale ainsi que l'exil des dirigeants de l'organisation encore en vie sont des pistes qui doivent être explorées. Pris en étau entre Tsahal et la grogne populaire des Palestiniens, le Hamas n'a de toute façon pas d'autre alternative. Le Hamas, qui retient toujours des otages vivants et le corps d'otages décédés, voit en ceux-ci un moyen d'obtenir son maintien au pouvoir en même temps que la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale. Le seul résultat de ce calcul cynique est l'intensification de la campagne militaire de Tsahal et le prolongement des souffrances du peuple palestinien. Reconnaître un État

palestinien alors que le Hamas est au pouvoir et détient encore des otages serait une erreur stratégique et morale qui pourrait être considérée comme une « prime au terrorisme »⁸³. Une hypothèse qui serait inacceptable pour Israël et qui n'augurerait pas d'une pacification des rapports entre les deux voisins. La décision du président de la République française de reconnaître un État palestinien le 22 septembre lors de l'Assemblée générale des Nations Unies sans exclure expressément le Hamas de tout rôle politique au sein de celui-ci a été perçue par Israël comme une trahison.

Une fois la question du Hamas réglée, il s'agira de confier la reconstruction du territoire à une coalition internationale rassemblant pays arabes et internationaux. La présence de soldats de chacun de ces pays pourrait permettre d'assurer la sécurité des habitants des territoires palestiniens en même temps que celle des Israéliens. Les pays participant à cette coalition devront être sélectionnés afin de ne laisser aucun doute quant à une éventuelle partialité de leurs contingents. Dans cette logique, la participation d'Israël, de la Syrie, du Liban, de l'Iran, de la Turquie ou du Qatar ne pourra donc pas être retenue.

Ces deux mesures pourront s'accompagner d'une intervention à durée illimitée des casques bleus sur un modèle similaire à celui de la Finul. Adossé à la présence d'une coalition, ces derniers verraient l'exercice de leurs fonctions facilité. Une telle intervention de la communauté internationale pourrait permettre la constitution de partis politiques nouveaux que ne pourraient pas intégrer les Palestiniens ayant un passif militant ou ayant entretenu des liens quelconques avec le Hamas ou un autre groupe terroriste de l'enclave. La tenue d'élections démocratiques supervisées par la coalition internationale serait l'étape suivante. Une fois la nouvelle autorité en place et le contexte stabilisé, la question de la reconnaissance d'un État palestinien pourrait être sérieusement considérée.

⁸³ Certains pays comme le Mexique, l'Irlande, l'Espagne, la Norvège ou la Slovénie ont pourtant décidé de reconnaître un État palestinien après les attentats du 7 octobre.

Ce n'est qu'au prix d'une telle solution et d'une résolution du conflit israélo-palestinien que la région pourra être durablement pacifiée. Une solution qui doit nécessairement être accompagnée de la poursuite de la normalisation des relations entre Israël et les États arabes. Le plan proposé par Donald Trump répond à bon nombre des conditions exposées plus haut. Il conviendra toutefois de prévoir, comme nous le proposons, la création d'une juridiction ad hoc permettant à Israël de traquer et de juger les membres du Hamas sur le modèle du Tribunal de Nuremberg. L'amnistie prévue par le plan Trump ne paraît pas acceptable pour Israël. Il apparaît opportun de préciser que tout pays participant à la reconstruction de l'enclave et du futur État palestinien devra avoir au préalable normalisé ses relations avec Israël.

Alors que nous écrivons ces lignes, des négociations ont lieu au Caire afin que le plan Trump soit accepté par toutes les parties, ce qui mettra un terme définitif à cette guerre et permettra d'envisager un nouveau Moyen-Orient.

Poursuivre la voie de la normalisation entre Israël et ses voisins

Mis en suspens par la guerre à Gaza, **le processus de normalisation entre les pays arabes à majorité sunnite et l'État d'Israël est la clé de voute d'un Moyen-Orient enfin en paix.**

La normalisation est un processus qui recouvre plusieurs étapes. Un tel accord officialise tout d'abord la reconnaissance de l'État d'Israël par le pays arabe concerné, ouvrant la voie de ce fait à l'entretien d'un rapport diplomatique entre les deux pays. La suite logique de l'établissement de ce lien est l'installation d'ambassades destinées à matérialiser l'ouverture de ce dialogue. La normalisation implique également un aspect économique en permettant des échanges commerciaux officiels entre les pays.

Le premier pays arabe à avoir officiellement reconnu l'existence d'Israël fut l'Égypte en 1979. Cette position inédite de l'État égyptien remonte en réalité au 19 novembre 1977, date à laquelle le président égyptien Anouar el-Sadate

reconnaît l'existence d'Israël à l'occasion d'un discours devant la Knesset⁸⁴ moyennant le retrait des troupes israéliennes des territoires conquis en 1967 lors du troisième épisode des guerres israélo-arabes⁸⁵. Les discussions, menées sous l'égide des États-Unis, vont stagner devant le refus de Menahem Begin, premier ministre israélien de l'époque, de restituer lesdits territoires et de reconnaître les droits de la population palestinienne. Jimmy Carter, le président américain, parvient toutefois à maintenir les négociations et réunit les deux parties à Camp David au début du mois de septembre 1978. Les tractations vont déboucher sur deux accords distincts. Le premier concerne la situation à Gaza et en Cisjordanie et prévoit que des négociations seront tenues afin que ces territoires accèdent à une autonomie transitoire pour une période de 5 ans. Relativement vague, cet accord ne permettra pas d'avancer sur la question du statut des terres palestiniennes.

Le deuxième accord signé le 17 septembre 1978 pose les bases d'un traité de paix et inclut la reconnaissance d'Israël par l'Égypte, l'établissement d'une relation diplomatique, la reprise des échanges transitant par le canal de Suez et le retrait des troupes israéliennes de la région du Sinaï. Le traité de paix formalisant ces accords sera signé le 26 mars 1979 à Washington par Anouar el-Sadate et Menahem Begin.

L'Égypte fut ensuite suivie par la Jordanie qui signa un traité de paix⁸⁶ avec Israël le 26 octobre 1994 dans la vallée de l'Arava, située entre la mer Rouge et la mer Morte. Le préambule du traité visait à « développer des relations amicales et de coopération » entre les deux pays et voyait Israël s'engager à respecter le « rôle spécial du Royaume hachémite de Jordanie dans les sanctuaires musulmans de Jérusalem »⁸⁷. Ce rôle spécial provoquera l'indignation des Palestiniens et notamment de l'OLP qui considèrent que Jérusalem Est relève de la souveraineté palestinienne. Amman s'engageait

⁸⁴ La Knesset est la parlement israélien.

⁸⁵ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Conference-de-Camp-David.html>

⁸⁶ On parle également des accords de *Wadi Araba*.

⁸⁷ <https://fr.timesofisrael.com/25-ans-apres-israel-et-la-jordanie-ignorent-lanniversaire-du-traite-de-paix/>

également à renoncer à la revendication de la Cisjordanie. En échange de ces concessions, la Jordanie bénéficiait du rétablissement de l'aide américaine qui avait été suspendue lors de la crise du Koweït, Amman ayant soutenu l'Irak à cette occasion⁸⁸. En raison de la controverse liée à ce rôle spécial et à l'absence de réponse à la question palestinienne, les relations entre les deux États existent mais demeurent toutefois distantes. Cet état de fait fut illustré par la non-reconduction, en 2018, d'une annexe du traité de paix qui autorisait des israéliens à exploiter des terres jordaniennes⁸⁹ pour une durée de vingt-cinq ans en vertu d'une « mise à disposition gratuite »⁹⁰.

Il faudra ensuite attendre plus de 25 années avant que la voie de la normalisation ne soit de nouveau empruntée. Faisant suite à l'initiative de Donald Trump, alors 45^{ème} président des États-Unis, les accords d'Abraham⁹¹ composés de deux traités sont signés le 15 septembre 2020 entre les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël afin de normaliser leurs relations diplomatiques et de permettre le lancement de partenariats économiques entre les signataires et Tel-Aviv. Les accords d'Abraham seront ensuite signés par le Maroc le 22 décembre 2020. Le Soudan et Israël ont par ailleurs officiellement annoncé avoir trouvé un accord pour « avancer vers une normalisation des relations » le 2 février 2023. La signature officielle des accords d'Abraham devra intervenir une fois que Khartoum sera parvenu à former un gouvernement civil, ce qui n'est pas encore le cas. Ce rapprochement répond aussi à une logique géopolitique dans la mesure où Israël et les pays arabes à majorité sunnite signataires ont un intérêt commun à endiguer la menace des programmes nucléaires iraniens. Incontestable avancée diplomatique, ces accords souffraient toutefois d'un défaut majeur en ce qu'ils reléguaient la question palestinienne au second

⁸⁸ <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/jordanie-accord-israel-emirats-influence-diplomatie-normalisation>

⁸⁹ Ces terres étaient situées dans les régions de Baqoura (Nord-Jordanie) et de Ghoumar (Sud du pays).

⁹⁰ https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/11/la-jordanie-recupere-des-terres-pretees-a-israel-dans-le-cadre-d-un-accord-de-paix_6018720_3210.html

⁹¹ Le nom du traité fait référence à Abraham, considéré comme un patriarche ou un prophète, qui est une figure des trois religions monothéistes.

plan. Ce processus de normalisation a connu un premier coup d'arrêt lorsque Donald Trump a été remplacé par le démocrate Joe Biden à l'issue des élections présidentielles américaines de novembre 2020. Si la voie de la normalisation est aujourd'hui gelée, c'est surtout en raison de la persistance du sujet palestinien et de la crise humanitaire qui frappe la bande de Gaza. Ainsi, l'Arabie saoudite écarte toute normalisation de ses relations avec Israël tant qu'un État palestinien n'aura pas été créé⁹². La normalisation demeure un sujet tabou dans certains États arabes comme la Libye où la révélation d'une rencontre entre la ministre des Affaires étrangères libyennes, Najla al-Mangoush, et son homologue israélien de l'époque, Eli Cohen, a conduit Mme al-Mangoush à être suspendue de ses fonctions au sein du gouvernement⁹³.

Parvenir à accorder toutes les parties sur une solution satisfaisante au conflit israélo-palestinien est donc également essentiel à la poursuite de la normalisation des relations entre les pays arabes à majorité sunnite et l'État hébreu. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche depuis le 20 janvier dernier est un signe positif pour la poursuite des accords d'Abraham au regard notamment des relations qu'il entretient avec les pays du Golfe et notamment avec Mohamed ben Salman, prince héritier et premier ministre saoudien. Une facilité relationnelle et une proximité avec « MBS » illustrée à l'occasion d'une tournée de quatre jours du président américain au Moyen-Orient entre le 13 et le 16 mai derniers. Outre un entretien du canal diplomatique, cette visite de Donald Trump était aussi l'occasion pour le républicain d'obtenir des accords d'investissement de la part des pays du Golfe pour un montant record estimé entre 1 000 milliards⁹⁴ et 2 000 milliards de dollars⁹⁵.

⁹² https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/l-arabie-saoudite-dement-toute-normalisation-avec-israel-sans-creation-d-un-etat-palestinien_AP-202502050320.html

⁹³ <https://www.france24.com/fr/afrique/20230827-la-cheffe-de-la-diplomatie-libyenne-suspendue-apres-une-rencontre-avec-son-homologue-israelien>

⁹⁴ On parle ainsi d'un voyage « à 1 000 milliards de dollars ».

⁹⁵ Coface. « Donald Trump décroche près de 2000 milliards d'investissements lors de sa tournée dans le Golfe : tournant stratégique ou simple effet d'annonce ? », *Coface*, 22 mai 2025.

Les discussions en cours relatives au désarmement du Hezbollah libanais ont permis de faire émerger un autre sujet, celui de la normalisation des relations entre Tel-Aviv et Beyrouth. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a ainsi déclaré qu'Israël « est intéressé par une expansion du cercle de paix et de normalisation des accords d'Abraham »⁹⁶, déclaration qui inclut le Liban et la Syrie. Washington a apporté son appui à l'idée d'élargir ce cercle de normalisation par l'intermédiaire de Tom Barrack, son envoyé spécial dans les pays concernés, au Liban et à la Syrie. Ce dernier a en effet déclaré être confiant sur les chances que le Liban et Israël parviennent à pacifier leur frontière tout en estimant qu'un « accord est une nécessité »⁹⁷.

Côté libanais, les autorités font la distinction entre normalisation et pacification. Le président Joseph Aoun exclut pour l'instant toute normalisation des relations de son pays avec l'État hébreu comme en témoigne sa déclaration selon laquelle : « La paix est l'absence de guerre, ce qui est important pour nous au Liban à l'heure actuelle. Quant à la question de la normalisation, elle n'est pas envisagée dans la politique étrangère libanaise actuelle »⁹⁸. La normalisation, considérée comme prématurée, se voit cependant davantage repoussée que rejetée de manière catégorique et définitive si l'on s'en tient aux termes employés. M Aoun appelle Israël, dans un premier temps, à se retirer de cinq positions dans le sud du Liban, estimant que cette présence « entrave le déploiement de l'armée jusqu'à la frontière »⁹⁹. Soucieux de ne pas froisser le Hezbollah, qui se montre déjà fort peu réceptif quant à la perspective d'être démilitarisé, le président libanais préfère certainement remettre à plus tard le sujet de la normalisation. Si les autorités libanaises parviennent à mener à bien le projet de désarmement de la milice chiite et que les deux pays réussissent à

⁹⁶ <https://www.lefigaro.fr/international/israel-se-dit-interesse-par-une-normalisation-de-ses-relations-avec-la-syrie-et-le-liban-20250630>

⁹⁷ <https://www.thearabweekly.com/barrack-sees-reshaped-middle-east-key-turkish-role-after-iran-israel-war>

⁹⁸ <https://www.cnews.fr/monde/2025-07-11/israel-le-president-libanais-exclut-toute-normalisation-avec-letat-hebreu-1710154>

⁹⁹ https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/11/le-liban-exclut-toute-normalisation-de-ses-relations-avec-israel-mais-se-prononce-en-faveur-de-la-paix_6620684_3210.html

s'accorder sur la pacification de leur frontière commune, la question de la normalisation pourrait s'inviter d'une manière plus significative à l'ordre du jour des discussions entre Beyrouth et Tel-Aviv. C'est en tout cas le sens que prend l'intermédiation des États-Unis qui incitent, par la voix de Tom Barrack, le Liban à imiter la Syrie en entretenant des discussions avec Israël sous peine de rater le train du nouveau Moyen-Orient¹⁰⁰.

L'élargissement du cercle de la normalisation pourrait également passer par Damas. La déclaration de Tom Barrack selon laquelle Ahmed al-Charaa lui aurait indiqué « ne pas détester Israël et souhaiter la paix à cette frontière », bien que soumise à caution en raison du passé jihadiste du nouveau président, semble s'inscrire dans le prolongement de la politique d'ouverture prônée par le maître de Damas. Israël, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, M Gideon Saar, précise toutefois que le plateau du Golan « restera une partie intégrante de l'État d'Israël », ce qui ne semble pas constituer une fin de non-recevoir aux yeux de M al-Charaa. Malik el-Abdeh, rédacteur en chef du magazine Syria in Transition cité par L'Orient-Le Jour, analyse cela comme le signe que la formule « territoire contre paix » tend à s'effacer au profit d'une nouvelle équation : « paix contre paix ». Ahmed al-Charaa est bien conscient qu'un conflit avec Israël nuirait à sa quête de légitimité internationale. De plus, il souhaite se prémunir contre toute nouvelle ingérence israélienne en faveur de la communauté druze, ce qui viendrait forcément menacer le périlleux exercice de cohabitation des différentes communautés en Syrie, en trouvant un accord sur ce sujet. La situation de la communauté druze pourrait ainsi être réglée aux moyens d'une délégation de la mission de sécurité à des factions locales ou encore de l'adoption d'une approche fédérale. Ces différentes raisons poussent donc le président syrien à envisager un rapprochement avec Israël.

Ahmed al-Charaa n'ignore cependant pas qu'un tel projet le fragiliserait aux yeux des éléments radicaux de sa coalition, fermement opposés à cette idée, mais aussi d'une partie de sa population qui lie toute normalisation à la

¹⁰⁰ <https://libnanews.com/tom-barrack-au-liban-dialogue-opportunite-et-limites-americaines/>

question du plateau du Golan. Le président syrien réfléchit donc à un processus de normalisation par phases par définition plus indirect. Il serait tout d'abord question d'un accord sécuritaire visant à remettre en place les accords de désengagement signés en 1974 par Israël et la Syrie. Ces accords, rompus à la suite de la chute du président el-Assad, instaurent une zone tampon démilitarisée sur le plateau du Golan ainsi qu'une surveillance assurée par les casques bleus des Nations unies. Si la récupération de ce territoire par la Syrie paraît exclue, al-Charaa pourrait cependant obtenir d'Israël un « accès au plateau du Golan à des fins d'investissement et de liberté de circulation »¹⁰¹. Une réactivation de ces accords constituerait un premier pas vers la normalisation.

Les négociations pourraient s'accélérer très prochainement. Récemment, le rabbin américain Abraham Cooper a déclaré, après avoir notamment visité le nouveau dirigeant syrien à Damas au début du mois de juin¹⁰², qu'une rencontre à New York entre Ahmed al-Charaa et Benjamin Netanyahu pourrait être rendue possible par l'intervention de Donald Trump¹⁰³. Un tel événement acterait le second souffle de la normalisation en même temps qu'il pourrait inciter Riyad, qui avait abrité la rencontre décisive entre Trump et al-Charaa en mai dernier, à prendre une initiative similaire. De quoi rapprocher Donald Trump de son objectif affiché de se voir décerner le prix Nobel de la paix. L'adoption et la mise en œuvre du plan Trump relatif au conflit opposant Israël au Hamas serait un facteur déterminant de la reprise du processus de normalisation.

¹⁰¹ <https://www.lorientlejour.com/article/1467442/normalisation-avec-israel-chareh-pret-a-sauter-le-pas-.html>

¹⁰² <https://www.jpost.com/opinion/article-859815>

¹⁰³ https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/rabbi-who-met-syrias-sharaa-says-meeting-with-netanyahu-possible-with-trumps-help/

UN MOYEN-ORIENT DEBARRASSE DE L'ISLAMISME SOUS TOUTES SES FORMES

La nouvelle architecture de paix au Moyen-Orient à la suite de la résolution du conflit à Gaza présente l'avantage de **créer une alliance surpuissante autour d'Israël devenue grande puissance régionale et les pays sunnites disposant d'intérêts alignés** : la défaite de l'Iran islamiste chiite comme puissance régionale et la destruction du terrorisme islamiste encore plus meurtrier dans les pays arabes qu'en Occident.

Neutraliser les proxys iraniens terroristes

Point n°1 : **Assurer la démilitarisation du Hezbollah**

Bien que défait par Israël et invité à se démilitariser, le Hezbollah conserve toutefois une assise populaire importante comme l'ont démontré les élections municipales du mois de mai au Liban. En dépit d'une participation en baisse par rapport aux municipales de 2016 (37% contre 48%), les listes de l'alliance Amal-Hezbollah ont remporté 102 des 272 conseils municipaux en jeu dès le premier tour dans les gouvernorats du Liban-Sud et de Nabatiyé¹⁰⁴. Si certains analystes pointent l'absence d'opposition dans un grand nombre de ces municipalités à l'exception des communistes ou de clans familiaux, il n'en demeure pas moins que ces résultats électoraux sont révélateurs de ce qui pourrait advenir lors des élections législatives devant se tenir en 2026.

A cet égard, un désarmement du groupe dans les plus brefs délais fait figure de priorité. Joseph Aoun, président libanais élu le 9 janvier dernier, est conscient de l'importance d'un tel objectif et prône un monopole de l'État libanais sur la question des armes. Alors que le désarmement est réclamé avec insistance par une partie de la communauté internationale, et notamment les États-Unis, le président souhaite parvenir à une solution

¹⁰⁴ <https://www.lorientlejour.com/article/1461706/victoire-du-hezbollah-dans-plusieurs-localites-du-liban-sud.html>

pacifique qui ne donne pas l'impression d'être imposée par l'étranger afin d'éviter tout risque de guerre civile. L'idée d'une intégration des combattants de la milice chiite au sein des forces gouvernementales, à l'image du projet d'unification du nouveau pouvoir syrien, a été évoquée.

Bien que l'administration Trump reconnaisse que les nouvelles autorités libanaises se montrent plus efficaces que les précédentes, elle maintient la pression pour obtenir un désarmement total de la milice au plus vite. De son côté, le Hezbollah met en avant les frappes israéliennes contre ses installations pour refuser de déposer les armes. **Pour l'heure, l'armée israélienne estime qu'entre 80 et 85% de la capacité de frappe du Hezbollah a été détruite¹⁰⁵. Le groupe peut toutefois encore organiser des patrouilles ou déclencher des tirs de roquettes isolés.** L'armée libanaise assure la démilitarisation effective du groupe terroriste avec l'appui des États-Unis. Ce soutien financier est vital pour l'armée libanaise qui ne dispose pas de la trésorerie nécessaire pour rémunérer ses soldats et pâtit également d'un équipement insuffisant. Le premier ministre Nawaf Salam a également rappelé que son gouvernement ne pourrait pas remplir l'intégralité de ses objectifs quant à la démilitarisation d'ici à la tenue des élections législatives à venir.

Le futur de ce projet de démilitarisation demeure toutefois incertain en raison de la position du Hezbollah, qui rejette l'hypothèse d'un dépôt des armes ou même de décider d'un calendrier qui permettrait d'atteindre cet objectif. Le groupe terroriste estime que les frappes israéliennes visant ses troupes font peser une menace sécuritaire sur le pays du Cèdre. De son côté, Tsahal assure ne viser que les ressources de la milice libanaise. Naïm Qassem résume ainsi la position du Hezbollah : « *La menace ne nous fera pas capituler* »¹⁰⁶.

¹⁰⁵ <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/artc-israel-le-commandant-du-front-nord-estime-que-le-hezbollah-a-perdu-plus-de-80-de-sa-capacite-de-frappe>

¹⁰⁶ <https://www.lefigaro.fr/international/le-chef-du-hezbollah-exclut-de-capituler-et-rendre-les-armes-sous-la-menace-d-israel-20250706>

Tom Barrack souligne quant à lui que le « *Liban ne dispose pas d'un délai illimité* » pour parvenir à désarmer le Hezbollah tout en rappelant que « *le calendrier de leur démantèlement est fixé par Israël, et non par Washington* ». Le diplomate d'origine libanaise met toutefois une pression courtoise sur les autorités libanaises en déclarant que « *le soutien américain suppose une prise de conscience de la nécessité du changement, avant qu'il ne soit trop tard* »¹⁰⁷.

Il apparaît prioritaire de sécuriser ce désarmement et d'assurer le monopole de l'État sur le militaire au plus vite afin d'éviter que le Hezbollah ne cherche de nouveau à remplir ce rôle à la faveur, par exemple, d'une campagne législative victorieuse en 2026. **L'idée d'intégrer les miliciens à l'armée gouvernementale est une piste intéressante mais qui soulève des incertitudes en termes de commandement similaires à celles auxquelles est confronté Ahmed al-Charaa en Syrie. Le soutien économique de l'Occident doit se pérenniser afin de permettre à l'armée libanaise de poursuivre le démantèlement des installations du groupe tout en renforçant ses rangs et son arsenal.**

La question des capacités militaires de l'armée libanaise et du désarmement du Hezbollah est d'autant plus cruciale que des rumeurs selon lesquelles Washington et Tel-Aviv se seraient accordés au début du mois de juin pour mettre fin aux opérations de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) circulent. Bien que cette dernière ne soit jamais parvenue à endiguer la menace représentée par le Hezbollah, la non-reconduction de sa mission ferait de l'armée libanaise le seul rempart contre une résurgence du potentiel de nuisance du Hezbollah. Certains médias israéliens affirment que la milice chiite a d'ores et déjà entamé la reconstitution de ses capacités militaires¹⁰⁸. Cette crainte a été renforcée par les récentes déclarations de Tom Barrack qui affirme que « *les libanais pensent que le Hezbollah n'est pas*

¹⁰⁷ <https://www.lorientlejour.com/article/1470662/tom-barrack-le-calendrier-du-desarmement-est-fixe-par-tel-aviv-pas-washington-.html>

¹⁰⁸ <https://www.lorientlejour.com/article/1464791/le-hezbollah-est-il-en-train-de-reconstruire-ses-capacites-militaires-.html>

en phase de reconstruction. Ils sont en phase de reconstruction". Mohammed Fneish, un des responsables politiques du Hezbollah, déclarait récemment que les finances du groupe étaient dans un état "*normal*" lui permettant de maintenir ses activités médicales et sociales et que le fonctionnement de sa branche armée n'était pas altéré.¹⁰⁹

Parallèlement, la communauté internationale, qui a érigé la levée du secret bancaire libanais en condition *sine qua non* de sa participation à la relance économique du pays, pourrait également émettre des demandes visant à garantir une représentativité effective des différentes forces politiques du Liban. **Une meilleure visibilité de l'ensemble des partis tout comme une protection efficace de leurs membres serait un bon moyen de renforcer la concurrence et la diversité de l'offre politique au détriment du Hezbollah afin d'éviter que le groupe pro-iranien ne bénéficie d'une absence d'opposition similaire à celle qui lui a été favorable lors des dernières élections législatives et municipales.**

Point n°2 : **Neutraliser la menace Houthi**

Au regard du récent resserrement des liens économiques entre américains et pays du Golfe, matérialisé par la très lucrative tournée de Donald Trump au Moyen-Orient, **les États-Unis pourraient inciter l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis à reformer la coalition qui avait tenté d'empêcher l'accession au pouvoir des Houthis en 2014. Il en va de la sécurité du commerce maritime transitant par la mer Rouge.**

Parallèlement, les Houthis font également l'objet de contestations émanant de factions rivales. Leur impressionnant arsenal militaire, le soutien du Hezbollah et de l'Iran ainsi qu'un système économique qui profite largement de la contrebande de tabac, d'essence ou de matières premières leur confèrent une supériorité logistique certaine sur les autres groupes. Au plus fort des bombardements américains sur leurs positions avant l'intervention

¹⁰⁹ https://www.washingtonpost.com/world/2025/09/27/lebanon-hezbollah-israel-nasrallah/de7f8906-9b57-11f0-8ce3-5abc3053a693_story.html

d'un cessez-le-feu, les groupes rivaux envisageaient l'hypothèse d'une offensive terrestre en direction de bastions stratégiques comme la ville portuaire d'Hodeïda. **Des sources indiquaient que cette offensive serait soutenue par les Émirats arabes unis ainsi que l'Arabie Saoudite qui seraient en mesure de fournir environ 150 000 combattants qui viendraient grossir les rangs des factions opposées aux Houthis. Le gouvernement du Yémen reconnu par la communauté internationale disposerait quant à lui d'environ 300 000 hommes. Une telle coalition serait donc supérieure en nombre aux Houthis. Cependant, leurs chances de victoire apparaissent ternies par plusieurs facteurs.** Tout d'abord, les soldats du gouvernement ne bénéficient pas du même équipement que les terroristes, ces derniers détenant un arsenal qui fait dire à l'ONU qu'ils constituent une puissante organisation militaire¹¹⁰. Par ailleurs, les Houthis ont l'avantage du terrain, le nord-ouest du Yémen offrant un paysage montagneux que les rebelles ont eu le temps d'investir et d'hérisser de défenses depuis 2014.

Si la campagne de bombardements de l'administration Trump II ressemblait à une ouverture intéressante pour les factions rivales des Houthis, le récent cessez-le-feu l'a refermée. **Le déséquilibre des forces est tel que seul une campagne de bombardements d'envergure couplée à un renouveau de la coalition soutenue par les pays du Golfe permettrait aux forces gouvernementales de tabler sur un succès.** La piste d'un affaiblissement de leurs soutiens financiers internationaux serait aussi pertinente.

De nouvelles sanctions visant l'Iran ou encore des mesures diplomatiques contre Oman, l'architecte de l'accord de cessez-le-feu entre Houthis et américains, pourraient se montrer efficaces en ce sens. Le sultanat d'Oman, qui dispose d'un canal de communication privilégié avec l'Iran et les Houthis et se pose souvent en médiateur dès lors qu'il s'agit de négocier avec Washington, entretient des relations floues avec les Houthis et leurs dirigeants. Soupçonné de faciliter l'acheminement de certaines armes mais

¹¹⁰ <https://www.wsj.com/world/middle-east/how-the-houthis-went-from-ragtag-rebels-to-global-threat-5aa268d0>

aussi de liquidités en direction du groupe, Oman héberge les dirigeants Houthis et leur fournit une plateforme pour rencontrer les représentants iraniens. **Le système bancaire omanais, connecté au système financier international, permet également aux Houthis d'y avoir accès et ainsi d'ordonner des opérations de transfert de fonds.**

Seule une conjugaison de ces stratégies, financières et militaires, serait susceptible d'offrir de réelles chances de victoire à une coalition. **D'autres soutiens, comme celui de l'Égypte dont les intérêts économiques sont gravement menacés par les exactions des Houthis en mer Rouge, peuvent également être sollicités.** Il s'agira ensuite de s'assurer que la coalition victorieuse œuvrera pour sécuriser le commerce maritime au large de ses côtes mais s'attachera aussi à mettre fin aux affrontements internes et à faire du Yémen un vecteur de stabilisation régionale.

A plus court-terme, l'administration américaine pourrait envisager d'étendre indirectement les bénéfices de son cessez-le-feu avec les Houthis au profit des navires israéliens. L'idée pourrait par exemple être de demander à la marine américaine d'escorter certains bâtiments israéliens passant à proximité des côtes yéménites afin de prévenir toute agression de la part des Houthis. Cela priverait l'Iran d'un proxy infligeant de lourds dégâts économiques à Israël.

Point n°3 : **Régler l'avenir de l'Irak**

Du fait de son opposition à la République islamique d'Iran¹¹¹, le président irakien Saddam Hussein fut longtemps considéré comme un allié par les États-Unis. La relation a commencé à se ternir lorsque les troupes de Saddam Hussein envahirent le Koweït en 1990, poussant une coalition internationale à intervenir pour forcer son retrait. À la suite de ce qui fut considéré comme la première guerre du Golfe, Bagdad avait été frappée de

¹¹¹ Les deux pays se sont affrontés lors d'une guerre qui dura de 1980 à 1988.

lourdes sanctions financières et soumise à des mesures de contrôle visant à s'assurer que le régime ne développait pas d'armes chimiques¹¹².

En 2003, le président américain Georges W. Bush décidera d'envahir l'Irak afin de renverser Saddam Hussein, soupçonné de soutenir al-Qaïda et surtout d'être à la tête d'un important arsenal d'armes de destructions massives incluant des armes chimiques et biologiques. Le déclenchement de cette « *guerre préventive* » fut justifié par la nécessité d'empêcher Bagdad d'utiliser ce stock, alors que Georges W. Bush assurait que le régime « *pourrait lancer une attaque chimique ou biologique en 45 minutes* ». Durant la guerre, ni l'ONU, ni les États-Unis ne parviendront cependant à récolter de preuves étayant cette thèse. Il s'avèrera que les éléments justifiant cette invasion fournis par le gouvernement britannique de Tony Blair avaient fait l'objet de « *gaffes* », comme le reconnaîtra l'ancien premier ministre travailliste¹¹³, accablé par la publication du rapport Chilcot en 2016¹¹⁴.

En 2011, Barack Obama annonce que la guerre menée en Irak par ses troupes est terminée et acte ainsi le retrait des 39 000 américains présents sur le sol irakien. Bien que reconnaissant que la perte 4 400 soldats durant ce conflit constitue un « *prix élevé* », le président démocrate affirmera que les États-Unis laissent derrière eux « *un État souverain, stable, autosuffisant, avec un gouvernement représentatif qui a été élu par son peuple* », saluant au passage « *une réussite extraordinaire qui a pris neuf ans* »¹¹⁵. Selon le *Watson Institute for International & Public Affairs*, les civils irakiens ont payé un très lourd tribut à l'occasion de conflit et de ses suites. Une étude diligentée par l'institut et prenant en compte les effets à moyen et long-terme d'une guerre (pénurie d'eau, maladies...) estime qu'entre 186 694 et 210 038 civils irakiens ont perdu la vie entre mars 2003 et mars 2023¹¹⁶. Durant les neuf années de présence américaine, ce chiffre se situe à 100 000 victimes. D'un

¹¹² <https://www.bbc.com/afrique/monde-65017635>

¹¹³ https://www.bfmtv.com/societe/les-mensonges-qui-ont-change-le-cours-de-l-histoire-les-supposees-armes-de-destruction-massive_AN-202108130001.html

¹¹⁴ <https://www.theguardian.com/politics/live/2016/jul/06/chilcot-report-live-inquiry-war-iraq>

¹¹⁵ <https://www.france24.com/fr/20111214-obama-retrait-armee-soldats-etats-unis-guerre-irak>

¹¹⁶ <https://watson.brown.edu/costsofwar/figures/2021/WarDeathToll>

point de vue financier, on estime que le prix de l'invasion pour les États-Unis pourrait atteindre 6 000 milliards de dollars d'ici à 2053 en prenant notamment en compte les intérêts liés au financement du conflit¹¹⁷.

L'échec américain en Irak a durablement impacté son image au Moyen-Orient en même temps qu'il a laissé le pays face à une instabilité inhérente à toute période post-conflit. Cette situation a constitué un terreau fertile à l'émergence de l'État islamique. Contrairement à d'autres groupes terroristes islamistes comme al-Qaïda, l'État islamique en Irak, qui deviendra l'État islamique en Irak et au Levant à compter de 2013 puis l'État islamique, a un objectif de conquête territoriale dans le but d'y établir un califat et d'y appliquer la charia.

En 2014, Daech va prendre les villes de Raqqa en Syrie et Mossoul en Irak. Dès le 29 juin, Abou Bakr al-Baghdadi se proclame calife et prend le nom d'Ibrahim. Le choix du titre de calife n'est pas anodin en ce qu'il désigne un successeur du prophète Mahomet et confère à celui qui le porte un rôle de chef religieux et militaire dont le pouvoir s'étend sur l'ensemble de la communauté musulmane (ou « *oumma* »). Le 5 juillet de la même année, al-Baghdadi appellera tous les musulmans à se soumettre à son autorité dans une déclaration faite depuis la mosquée al-Nouri à Mossoul, lieu symboliquement rattaché au *jihad*¹¹⁸. **Dans une vidéo intitulée « La fin de Sykes-Picot », l'État islamique déclare vouloir abolir les frontières « de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, tous les pays jusqu'à Jérusalem » dans une volonté de rejeter les différents nationalismes, de revenir sur le partage de l'empire ottoman déchu et de constituer un empire islamique¹¹⁹. Cette composante territoriale, voire historique, distingue Daech d'autres groupes terroristes qui aspirent uniquement à diffuser la menace jihadiste de la manière la plus globale possible.**

¹¹⁷ <https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130314trib000754033/6.000-milliards-de-dollars-le-cout-total-de-la-guerre-en-irak.html>

¹¹⁸ https://www.lemonde.fr/moyen-orient-irak/article/2017/06/21/la-grande-mosquee-al-nouri-de-mossoul-detruite_5149064_1667109.html

¹¹⁹ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-Etat-islamique-en-cartes.html>

L'avancée territoriale de Daech va susciter l'inquiétude de la communauté internationale qui réagit en formant une coalition dirigée par les États-Unis et comprenant de nombreux pays européens, l'Australie, le Canada, la Jordanie, le Qatar, Bahreïn, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite. Quand celle-ci fut créée, les possessions de Daech représentaient 60 000 km² de territoire irakien et syrien ainsi 185 000 km² de désert¹²⁰. L'État islamique va progressivement reculer devant les forces de la coalition en laissant échapper les villes de Raqqa et Mossoul dès 2017. Daech perdra son califat physique en mars 2019 avec la prise de Baghouz, ville syrienne située à la frontière irakienne. Le calife auto-proclamé de l'organisation sera éliminé par les forces spéciales américaines le 27 octobre 2019.

Bien que le groupe terroriste ait été considérablement affaibli par l'intervention internationale et la perte du califat, ses jihadistes continuent de sévir en Irak où leur potentiel de nuisance fait planer un risque sécuritaire important aux alentours de Bagdad où ils se heurtent toutefois à l'efficacité de l'armée irakienne, des Peshmergas¹²¹, mais aussi des milices chiïtes¹²². Les jihadistes sont autrement plus dangereux dans les gouvernorats de Kirkouk, Salah al-Din et Ninawa. La zone située entre ces trois provinces est d'ailleurs surnommée le « *triangle de la mort* ». Les vétérans de Daech qui s'y sont retranchés parviennent progressivement à recruter et à garnir leurs effectifs¹²³ laissant ainsi planer le spectre d'une résurgence de l'État islamique sur fond de désengagement de la coalition internationale.

Les milices chiïtes irakiennes constituent une autre source d'instabilité dans le pays. **Dès la prise de Mossoul par Daech en 2014, l'ayatollah Ali al-**

¹²⁰ <https://www.la-croix.com/international/daesh-du-califat-a-la-chute-de-l-etat-islamique-dix-dates-cles-20240628>

¹²¹ Les Peshmergas sont les gardes régionaux de la région du Kurdistan d'Irak.

¹²² <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Ou-en-est-l-Etat-islamique-au-Levant-1-2-Une-organisation-toujours-tres-active.html>

¹²³ https://www.monde-diplomatique.fr/2021/12/PERPIGNA_IBAN/64139

Sistani¹²⁴ prononçait une *fatwa*.¹²⁵¹²⁶ Dans le sillon de cette *fatwa*, des irakiens de toute confession et de toute origine ethnique ont rejoint la lutte contre Daech en intégrant des milices existantes ou en en créant de nouvelles. Parmi celles-ci, certaines avaient déjà combattu contre les forces américaines mais aussi contre al-Qaïda. Les plus puissantes de ces milices sont d'obédience chiite, ce qui implique un fort de lien de proximité avec l'Iran. Comme le résume un milicien interrogé par le JDD, « *l'encadrement est irakien mais nos frères d'Iran nous offrent tous leurs conseils* »¹²⁷.

Après le renversement de l'État islamique, les milices ont acquis une puissance telle que l'on parle d'« *État dans l'État* ». Comme le révèle *Le Monde*, elles disposent d'appuis aussi bien politiques, avec des députés voir même des employés de ministères, que médiatiques¹²⁸. L'ensemble des milices sont regroupées au sein de l'Unité de mobilisation populaire (*Hachd al-Chaabî*) créée en 2014 par le premier ministre d'alors, M Nouri al-Maliki, dans le but de superviser autant que possible leurs agissements tout en leur fournissant des armes et un soutien financier. Bien que le gouvernement détienne une autorité théorique sur ces groupes armés, ces derniers ont tendance à agir en dehors du cadre gouvernemental¹²⁹. **Téhéran a su profiter de la méfiance de la communauté chiite d'Irak vis-à-vis des sunnites pour asseoir son influence sur la plupart de ces groupes armés.**

Les milices les plus significatives sont les suivantes :

- **Organisation Badr.** Forte de 20 000 hommes, ses origines remontent à 1982, au début de la guerre qui opposa l'Iran à l'Irak. Disposant de

¹²⁴ L'ayatollah Ali al-Sistani est la plus haute autorité de l'islam chiite en Irak.

¹²⁵ Une *fatwa* est un avis prononcé par un *mufti*, soit un religieux musulman, prenant la forme d'une consultation juridique sur une question d'interprétation de la charia.

¹²⁶ <https://podcasts.ox.ac.uk/gods-man-iraq-life-and-leadership-grand-ayatollah-ali-al-sistani>

¹²⁷ <https://www.lejdd.fr/International/En-Irak-dans-les-coulisses-des-milices-chiites-836257-3147359>

¹²⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/en-irak-l-emprise-des-milices-chiites_6064924_3210.html

¹²⁹ <https://www.amnesty.be/IMG/pdf/mde1453862017french.pdf>

son parti politique, cette organisation paramilitaire est le plus ancien proxy irakien de Téhéran.

- **Armée du Mahdi.** Commandée par Muqtada al-Sadr, cette milice est présente depuis 2003. Bien qu'elle soit financée par l'Iran, elle n'est pas son relai le plus loyal, ce qui conduit le régime des mollahs à lui reprocher son agenda nationaliste.
- **Kataïb Hezbollah (ou Brigades Hezbollah).** Entièrement dévouée à Téhéran, cette milice a été constituée en 2007 sous l'impulsion du chef des Gardiens de la révolution iraniens, Qassem Soleimani, pour pallier la trop grande indépendance des hommes d'al-Sadr. Depuis 2020, cette milice est dirigée par Ahmed Morsen Faraj al-Hamidawi.
- **Asaïb Ahl al-Haq.** Cette milice fut formée en 2006 à la suite d'une scission parmi les militants de l'Armée de Mahdi et dispose de son propre parti politique, *al-Sadiqoun* (littéralement « les vertueux »).
- **Kataïb Sayyid al-Shuhada.** Fondée en 2013 par Abu Mustafa al-Sheibani, la milice est issue du Kataïb Hezbollah.

Depuis 2018 et le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, ces diverses milices ont été mobilisées par l'Iran dans le cadre de l'« axe de la résistance » afin de cibler les intérêts américains au Moyen-Orient. Il apparaît qu'elles sont relativement imperméables aux directives du gouvernement irakien et répondent en premier lieu aux mollahs iraniens. Avant d'être tué par une frappe américaine en 2020, Abu Mahdi al-Muhandis, le lieutenant irakien de Qassem Soleimani, était ainsi vu comme le « *messenger et l'émissaire irakien de l'Iran* »¹³⁰.

Après la chute de Daech et le retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, les milices chiites ont été mises à contribution par Téhéran pour acheminer des équipements vers ses autres proxys et ont aussi visé les intérêts américains sur le sol irakien. **En 2019, Washington a ainsi subi plusieurs attaques contre ses soldats ou diplomates qu'il attribue aux Brigades Hezbollah, fidèle relai de Téhéran.** La même année, une attaque à la roquette vers une

¹³⁰ <https://www.understandingwar.org/backgrounders/leadership-and-purpose-iraq's-popular-mobilization-forces>

base du nord de l'Irak a tué un sous-traitant américain¹³¹. En réponse, les bombardements américains sur les installations des Brigades Hezbollah ont tué 25 combattants.

« *Soleimani avait fait de la mort d'innocents une passion répugnante* ». C'est en ces termes que le président Trump saluait la mort de Qassem Soleimani, tué par une frappe de missiles américaine. Washington, qui accusait Soleimani de préparer « *une action d'envergure* », estimait ainsi avoir « *arrêté une guerre* »¹³². Bien que le coup fut rude pour le proxy iranien, les intérêts régionaux américains continuèrent de faire l'objet d'attaques régulières. **D'octobre 2023 à janvier 2024, plus de 140 attaques de drones ou tirs de roquettes en direction des soldats américains ou de ceux de la coalition furent recensées**¹³³. Washington ripostait avec des campagnes de bombardements infligeant de lourds dégâts aux positions de la milice chitite des Brigades Hezbollah. En janvier 2024, cette même milice tuaient 3 membres de l'armée américaine en Jordanie¹³⁴. Parallèlement, les milices chiites d'Irak ont lancé des attaques en direction d'Israël dès la mi-octobre 2023. Bien qu'elles soient restées en retrait lors de la guerre des 12 jours, Hayder al-Shakeri, chercheur cité par *L'Orient-Le Jour*, voit dans la retenue temporaire de ces groupes « *un calcul davantage motivé par le désir de conserver une influence que par celui de provoquer un nouveau front* ». Comme le souligne M al-Shakeri, les milices « *manquent de capacités militaires, de soutien public et de structure unifiée* ». Les **milices membres de la « Résistance islamique en Irak » assurent par ailleurs qu'elles n'abandonneront pas l'Iran. Un de ses responsables déclarait ainsi qu'« il y a un moment où l'épée doit rester dans son fourreau, mais cela ne signifie pas l'abandon des armes »**.

¹³¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/30/risque-d-escalade-entre-les-etats-unis-et-les-milices-chiites-en-irak_6024397_3210.html

¹³² <https://www.europe1.fr/international/assassinat-du-general-soleimani-trump-dit-avoir-agi-pour-arreter-une-guerre-pas-pour-en-commencer-une-3940963>

¹³³ <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20240123-irak-les-États-unis-frappent-contre-des-groupes-pro-iran-en-représailles-à-des-attaques>

¹³⁴ <https://www.la-croix.com/international/mort-de-trois-soldats-americains-en-jordanie-joe-biden-au-defi-de-riposter-20240129>

Point n°4 : **Empêcher Téhéran de réarmer ses milices**

Alors que le Hezbollah a été décapité et est en voie de démilitarisation et que le Hamas est pris en étau par Tsahal, seul les Houthis semblent conserver un pouvoir de nuisance à l'encontre des intérêts et de la sécurité d'Israël. Il convient toutefois de préciser que cette nuisance est quasi-exclusivement économique dans la mesure où, à l'instar des attaques iraniennes, celles lancées par les rebelles yéménites se heurtent au dôme de fer israélien et à l'intervention de ses alliés. L'Iran, qui avait dévoilé à ces occasions un important retard militaire sur Israël, est désormais en position de faiblesse ; un constat qui doit être nuancé par certains éléments récents qui démontrent que l'"axe de la résistance" bouge encore.

Une série de saisies opérées par différents acteurs régionaux démontrent que l'Iran continue d'acheminer armes et munitions à destination de certains de ses relais. Au Yémen, le gouvernement reconnu par la communauté internationale et certains membres de la coalition le soutenant, dont la Force Nationale de Résistance, ont intercepté une importante cargaison maritime de missiles iraniens destinée aux Houthis le 16 juillet dernier. Il était question de 750 tonnes de missiles de croisière, de missiles antinavires, de missiles antiaériens ou encore de drones. Les Houthis continuent de lancer des attaques aériennes contre l'état hébreu, comme en atteste l'interception d'un missile balistique en provenance du Yémen visant l'aéroport Ben Gourion le 21 juillet.

Par ailleurs, Esmail Ghaani, chef des Brigades al-Qods un temps présumé mort, s'est rendu en Irak le 17 juillet afin d'y rencontrer les différentes milices se trouvant dans le giron du régime des mollahs. Faisant état d'une attaque israélienne « *imminente* » contre lesdites milices, Esmail Ghaani a mis leurs chefs en garde contre une éventuelle intrusion des services de renseignement israéliens. Si les milices irakiennes ne sont intervenues que de manière marginale dans la « *guerre de 12 jours* », elles se sont montrées beaucoup plus actives récemment, ciblant notamment une demi-douzaine de sites pétroliers gérés par des entreprises américaines dans le Kurdistan

irakien selon le Gouvernement Régional du Kurdistan. D'autres cibles comme des aéroports ont également été attaquées dans la même région.

Enfin, en dépit de la chute du régime de Bachar el-Assad, qui permettait à Téhéran d'acheminer armes et munitions à destination du Hezbollah par le territoire syrien, il apparaît que les mollahs n'ont pas complètement déserté cet itinéraire. En juin dernier, les forces gouvernementales syriennes ont en effet annoncé avoir intercepté un convoi comprenant des missiles antitanks à destination du Hezbollah. Malgré les saisies réalisées par les forces syriennes, il paraît matériellement impossible de surveiller intégralement une frontière libanaise longue d'environ 400 km et comprenant plus de 130 itinéraires de contrebande.

Ces divers éléments démontrent que l'Iran met à profit l'accalmie découlant du cessez-le-feu intervenu à l'issue de la guerre des 12 jours pour renforcer ses diverses milices, ce qui indique clairement qu'il serait prématuré de considérer l'« *axe de la résistance* » comme irrémédiablement déclinant. Une tendance au réarmement qui n'invite pas à l'optimisme quant aux intentions réelles de Téhéran et aux chances de parvenir à un deal nucléaire efficace, chances déjà largement compromises par les postures à visée dilatoire adoptées par le régime des mollahs dans ce dossier, point que nous évoquerons plus en détail ultérieurement.

Exclure l'Iran du club nucléaire

La guerre des 12 jours viendra-t-elle clôturer près d'un demi-siècle d'affrontement à distance ou ne sera-t-elle qu'un épisode supplémentaire de ce conflit marquant le passage à des attaques désormais directes et non plus seulement limitées à l'entremise de proxy ? C'est tout l'enjeu des semaines qui vont suivre, le monde étant dans l'attente d'un communiqué en provenance de la Maison Blanche ou d'un tweet de la main de son locataire. **Chute à venir du régime des mollahs ? Statu quo pendant quelques années ? Évènement qui ne concerne pas l'Occident selon la doctrine des plus fervents membres de l'école MAGA ? C'est ce que les lignes qui vont suivre tenteront de décrypter.**

Les attaques diligentées par Tsahal dans le cadre de l'opération « *Rising Lion* » (littéralement, le Lion qui se lève) constituent un indéniable succès militaire. En visant les installations nucléaires du régime iranien et des sites de fabrication de missiles, Tsahal entendait annihiler le programme nucléaire des mollahs. Les forces israéliennes se sont également attaquées aux ressources humaines jouant un rôle de premier ordre dans l'agenda nucléaire perse en éliminant de nombreux scientifiques parmi lesquels Fereydoun Abbasi, ancien directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique et Mohammad Mehdi Tehranchi, président de l'université islamique d'Azad. Des personnalités militaires et politiques de premier plan ont également été ciblées par l'armée israélienne dont Hossein Salami, commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, Amirali Hajizadeh, dirigeant de la Force aérospatiale des Gardiens de la Révolution islamique ou encore Ali Shadmani, conseiller privilégié de l'ayatollah Al Khamenei.¹³⁵

¹³⁵ https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/israel/infographies-iran-israel-sites-cibles-hauts-grades-et-civils-tues-comment-en-sept-jours-les-deux-pays-ont-basculé-dans-la-guerre_GN-202506200049.html

Il était hautement improbable que Téhéran accueille favorablement l'injonction du 47^{ème} président des États-Unis d'opérer une « *capitulation sans conditions* ». **Pour un régime dont le principal carburant est idéologique, courber l'échine devant son ennemi intime, qu'il surnomme le « *Grand Satan* », revenait à abandonner sa raison d'être en même temps qu'à renier sa doctrine, une posture que les autorités iraniennes jugeaient inacceptable.** Par ailleurs, une reddition des mollahs aurait constitué un aveu de faiblesse vis-à-vis d'une population loin d'être acquise à la cause de la République islamique.

Bien que cela déplaise à l'aile dure du courant MAGA et que Donald Trump fasse de la prévalence de la doctrine de l'*America First* sur tous les pans de la politique américaine, et notamment en matière de politique étrangère, un élément caractéristique de sa présidence, la question du nucléaire iranien implique des conséquences qui semblent imposer le recours à une solution offensive. Donald Trump a finalement opté pour une solution offensive mettant un point potentiellement final à la stratégie de l'apaisement successivement prônée, avec un succès très mesuré, par les administrations Obama et Biden. Après avoir laissé les observateurs dans l'incertitude quant à une éventuelle intervention américaine, le locataire de la Maison Blanche a ciblé les trois principaux sites nucléaires iraniens connus, à savoir ceux de Natanz, Fordo et Ispahan, dans le cadre de l'opération « *Midnight Hammer* » (littéralement, Marteau de Minuit) déclenchée le dimanche 22 juin. Dans la nuit du vendredi au samedi, les américains avaient préalablement pris soin de faire diversion en faisant décoller un groupe de bombardiers B-2, le seul appareil capable de larguer des bombes GBU-57 ou « *bunker buster* », en direction du Pacifique dans le but de ne pas éveiller les soupçons iraniens. Présentant la particularité de ne pas exploser lorsqu'elle touche le sol, la bombe GBU-57 se distingue en pénétrant sous la surface pour atteindre des cibles jusqu'à 60 mètres de profondeur. Un atout non négligeable pour atteindre des installations nucléaires souterraines mais qui ne suffisait pas à dissiper tous les doutes quant à l'efficacité d'une telle stratégie, notamment ceux émis par le

Pentagone¹³⁶ quelques jours avant l'opération, dans la mesure où le site de Fordo se trouverait à une profondeur évaluée entre 80 et 90 mètres.

Dans le même temps, un groupe de sept bombardiers B-2 Spirit se rapprochait du Moyen-Orient en communiquant au minimum et en bénéficiant de ravitaillements en vol. Avant que la flotte de bombardiers ne pénètre dans l'espace aérien iranien, un sous-marin américain lançait deux douzaines de missiles de croisière Tomahawk destinés à affaiblir les défenses aériennes du régime pendant qu'une groupe de protection effectuait des tirs de couverture afin de neutraliser les menaces de type sol-air. **Les bombardiers B-2 ont ensuite largué 14 bombes GBU-57, d'un poids de plus de 13 tonnes chacune, sur les sites nucléaires de Fordo et Natanz. Le site localisé à Ispahan a quant à lui été pilonné par des missiles de croisière Tomahawk.** Une fois l'opération terminée, le groupe d'attaque « *Midnight Hammer* » entamait son vol de retour en direction des États-Unis. Selon le Général Dan Caine, chef de l'opération, la « *première utilisation opérationnelle* » de la bombe GBU-57 a infligé de « *graves dommages* » aux sites nucléaires iraniens¹³⁷.

Hormis une timide riposte visant une base américaine au Qatar, opération dont les États-Unis furent prévenus en amont par les services iraniens, les mollahs n'ont pas réagi. Un cessez-le-feu est intervenu le mardi 24 juin, mettant ainsi fin au conflit qui sera désormais connu comme la « *guerre de 12 jours* ». Celui-ci aura entraîné la mort de plus d'un millier de personnes en Iran et fait au moins 28 victimes côté israélien¹³⁸. Concernant les sites nucléaires perses, l'étendue précise des dégâts infligés par l'offensive conjointe de Washington et Tel Aviv demeure inconnue. Dans les heures qui ont suivi l'opération, le président des États-Unis estimait que celle-ci constituait « *un succès militaire spectaculaire* » marquant la destruction

¹³⁶ <https://www.lefigaro.fr/international/conflit-iran-israel-le-pentagone-doute-encore-de-la-capacite-des-bombes-gbu-57-a-detruire-le-site-nucleaire-de-fordo-20250619>

¹³⁷ <https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/operation-midnight-hammer-les-details-de-l-attaque-americaine-en-iran-28921676.html>

¹³⁸ <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-contre-israel-les-systemes-antiaeriens-endommages-ont-ete-remplaces-affirme-l-iran-20250720>

« *complète et totale* » des sites clefs du dispositif nucléaire iranien. La réalité semble toutefois plus nuancée en raison de plusieurs facteurs comme le fait que les mollahs sont soupçonnés d'avoir procédé au déplacement d'une partie du stock d'uranium enrichi avant les frappes ou l'inconnu que représente l'existence d'éventuelles sites nucléaires secrets. **Eu égard à ces incertitudes, le Pentagone estime que, bien que des renseignements indiquent que les sites visés ont été « complètement détruits », la menace nucléaire iranienne ne serait repoussée que pour une durée n'excédant pas deux ans**¹³⁹.

Une période qui offre cependant une certaine latitude à Donald Trump et aux occidentaux pour neutraliser définitivement la menace nucléaire iranienne. **En réalité, seule une exclusion définitive du régime des mollahs du club nucléaire serait de nature à réduire durablement le potentiel de nuisance du cœur de l'hydre de l'« axe de la résistance » et à soulager Israël de la menace existentielle que représente l'obtention de l'arme atomique par Téhéran.** Bien que les pourparlers n'aient pas officiellement repris entre les délégations américaine et iranienne, des discussions sont attendues entre les différents parties.

Deux options sont désormais envisageables : la signature d'un traité nettement plus restrictif que le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) défaillant de 2015 ou une nouvelle campagne militaire d'envergure, ce que n'écarter pas Donald Trump si cela s'avère « nécessaire »¹⁴⁰. *NBC News* révèle en effet qu'une option militaire plus ambitieuse et devant s'étaler sur plusieurs semaines avait été proposée à M Trump qui avait néanmoins privilégié l'opération « *Midnight Hammer* »¹⁴¹. **En se retirant judicieusement de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, la première administration Trump soulignait les importantes lacunes de**

¹³⁹ <https://www.reuters.com/world/middle-east/iranian-nuclear-program-degraded-by-up-two-years-pentagon-says-2025-07-02/>

¹⁴⁰ <https://www.euronews.com/2025/07/22/donald-trump-warns-that-us-could-strike-irans-nuclear-sites-again-if-necessary>

¹⁴¹ <https://www.nbcnews.com/politics/national-security/new-us-assessment-finds-american-strikes-destroyed-only-one-three-iran-rcna218761>

ce dispositif. Conclu sous l'égide de Barack Obama en 2015, le JCPOA comprenait plusieurs défauts majeurs. L'Iran s'engageait certes à ne pas dépasser le seuil d'enrichissement d'uranium correspondant à un usage civil, soit 3,67%, mais pour une durée de 15 ans seulement. La limite de 300 kilos qui pesait sur son stock d'uranium enrichi était fixée pour la même durée. Les contrôles qui devaient être effectués par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur les sites nucléaires iraniens se sont heurtés au manque de coopération des autorités iraniennes avec les inspecteurs de l'agence. Le 12 juin dernier, une résolution de l'AIEA venait confirmer les craintes de la communauté internationale en affirmant que l'agence n'était pas en mesure de déterminer si le programme nucléaire iranien était « *exclusivement pacifique* »¹⁴².

En tenant compte de tous ces paramètres, il est possible que la meilleure solution soit un mélange de fermeté et de diplomatie. Comme je l'évoquais dans un article paru sur le site de la revue *Conflicts*, une stratégie ambitieuse en plusieurs étapes pourrait être adoptée¹⁴³. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, en leur qualité de signataires du JCPOA, devaient tout d'abord activer le mécanisme dit de *snapback*. C'est désormais chose faite depuis la décision du Conseil de l'Union européenne prise le 29 septembre de rétablir les sanctions. En vertu du JCPOA, ces pays avaient jusqu'au mois d'octobre 2025 pour réinstaurer les sanctions financières levées lors de la conclusion de l'accord et ainsi renforcer l'embargo commercial international établi au détriment de l'Iran par l'administration Trump II. **Il était impératif que le mécanisme du *snapback* soit actionné au plus tôt**

Dans un second temps, un traité nettement plus restrictif devra être imposé à l'Iran. Celui-ci prévoirait l'abandon de tout programme d'enrichissement d'uranium, même en lien à un usage civil, la destruction de tous les stocks d'uranium dont dispose le régime, mais aussi celle des stocks de missiles balistiques, ces derniers pouvant servir à mettre en œuvre une attaque

¹⁴² <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156391>

¹⁴³ <https://www.revueconflicts.com/faut-il-negocier-avec-liran-sur-le-nucleaire/>

nucléaire. Toutes les étapes de ce traité devront faire l'objet d'une surveillance des agents de l'AIEA qu'il faudra doter d'un pouvoir de visite discrétionnaire de toute installation militaire iranienne et pas seulement nucléaire, sans délai de préavis. Les dispositions du traité ne seraient soumises à aucune limitation dans le temps.

Certes, le risque que les mollahs acceptent ce traité pour ne pas coopérer efficacement existe. A ce titre, le moindre manquement au traité entraînerait une intervention militaire immédiate d'une coalition internationale formée par l'ensemble de ses signataires et notamment une nouvelle utilisation des bombes GBU-57.

Le moment d'imposer un tel traité à la République islamique semble opportun au regard de la situation économique et militaire qui est clairement défavorable au régime des mollahs. L'Iran, qui est dans l'incapacité de vaincre Israël militairement, cherchera-t-il à activer ses relais régionaux pour tenter de rééquilibrer l'affrontement ? Si oui, répondront-ils à l'appel ? Le Hamas et le Hezbollah semblent définitivement dans l'incapacité d'apporter leur concours à une telle stratégie, surtout le mouvement terroriste palestinien qui se retrouve acculé par Tsahal [à mettre à jour dès que le Hamas aura déposé les armes]. Certainement désireux d'éviter la reprise des bombardements américains qui pourraient offrir une ouverture à ses rivaux locaux, les Houthis pourraient se montrer hésitants en cas de sollicitation iranienne. Resteraient alors les milices chiites irakiennes. Là encore, il n'est pas certain que ces dernières souhaitent prendre le risque de faire l'objet d'attaques diligentées par les États-Unis qui viendraient en soutien de Tel Aviv.

L'hypothèse d'un blocage ou d'attaques sur les navires transitant par le détroit d'Ormuz par l'Iran a également été évoquée. Cela serait une grossière erreur du régime dans la mesure où une telle décision priverait Téhéran des revenus liés à l'exportation de ses produits pétroliers. De plus, cela risquerait de froisser la Chine d'un point de vue diplomatique. Pari d'autant plus hasardeux que Pékin, l'un des rares soutiens iraniens sur la scène

internationale, achète 90% du pétrole exporté par l'État perse¹⁴⁴. **La situation économique de l'Iran ne lui laisse par ailleurs aucune marge de manœuvre pour se livrer à une telle expérience. Avec une croissance quasiment à l'arrêt¹⁴⁵, une inflation qui devrait avoisiner un taux de 43,3%¹⁴⁶ et un contexte de hausse du taux de pauvreté, les perspectives économiques du régime iranien s'avèrent sombres.**

Quoi qu'il en soit, Donald Trump devrait certainement s'orienter vers une de ces deux solutions (*i.e.* nouvelle intervention militaire ou signature d'un traité restrictif). Bien qu'il soit tenu par la doctrine de l'*America First* aux yeux d'une partie du courant MAGA et que l'opinion publique américaine soit défavorable à une intervention de longue durée en Iran, adopter une posture isolationniste présenterait un risque plus important encore. **Ne pas régler immédiatement de manière définitive la question du nucléaire iranien impliquerait que celle-ci resurgisse dans quelques années et ne vienne substantiellement ternir l'héritage de Donald Trump à la tête des États-Unis.**

¹⁴⁴ <https://www.france24.com/fr/émissions/dans-la-presse/20250619-pour-la-chine-washington-alimente-la-machine-de-guerre-au-moyen-orient>

¹⁴⁵ Le FMI table sur une croissance de 0,3% pour 2025.

¹⁴⁶ <https://fr.iranfocus.com/economy/economie/19468-fmi-liran-connaîtra-une-croissance-economique-quasi-nulle-en-2025/>

Contrer la résurgence de Daech

Dans le prolongement de son projet d'unification, Ahmed al-Charaa a annoncé la volonté du gouvernement d'intégrer des jihadistes étrangers à son armée. Ces derniers, anciennement cantonnés à la région d'Idlib, sont au nombre de 3 500 et issus majoritairement de la minorité Uigur chinoise. Ils doivent former la 84^{ème} division de l'armée aux côtés de combattants syriens. La décision d'intégrer ces jihadistes dans les rangs de l'armée syrienne renvoie à la délicate question de la gestion de la menace islamiste sur le territoire national ; menace incarnée par la crainte d'une résurgence de Daech.

Les origines de l'État islamique en Irak remontent à la guerre qui dura de 2003 à 2011. Dès le début du conflit, des jihadistes irakiens commandés par Abou Moussab el-Zarkaoui et se réclamant du salafisme créent le groupe *Tawid al-Jihad* (littéralement « *Monothéisme et Jihad* ») et mènent une insurrection contre le gouvernement irakien et les forces américaines. En 2004, ils fusionneront avec al-Qaïda, permettant ainsi l'émergence d'al-Qaïda en Irak¹⁴⁷. On parle aussi d'al-Qaïda en Mésopotamie. En échange de son allégeance, el-Zarkaoui, qui sera tué lors d'un raid aérien américain en 2006, reçoit des fonds et des combattants¹⁴⁸. En janvier 2006, Al-Qaïda en Irak intègre le Conseil consultatif des Moudjahidin d'Irak avant de prendre l'appellation d'État islamique en Irak dès octobre 2006¹⁴⁹. A partir de 2007, l'organisation sera affaiblie par ses défaites face à l'armée américaine et aux troupes irakiennes. Désormais dirigés par Abou Bakr el-Baghdadi, élu à sa tête en 2009¹⁵⁰, le groupe va investir le territoire syrien dès 2011 où le désordre provoqué par la guerre civile est un terreau fertile à la commission de leurs exactions. En 2013, une fusion est opérée entre l'État islamique en

¹⁴⁷ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Emergence-et-enracinement-de-l-Etat-islamique-1-3.html>

¹⁴⁸ <https://www.lesechos.fr/2015/11/comment-daech-est-devenu-le-groupe-terroriste-le-plus-dangereux-au-monde-282622>

¹⁴⁹ https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/daesh-alqaeda.pdf

¹⁵⁰ <https://www.radiofrance.fr/franceinter/aux-origines-du-groupe-etat-islamique-9805445>

Irak et le front al-Nosra d'un certain Abou Mohammed al-Joulani et donne naissance à l'État islamique en Irak et au Levant¹⁵¹.

Daech jouit d'un pouvoir d'attraction considérable et parvient à recruter des terroristes à l'étranger et à les faire venir en Syrie. **La charia irrigue toutes les branches du système de gouvernement mis en place par le groupe et se rapproche de l'islam tel qu'il était pratiqué à ses débuts. L'État islamique va conquérir des villes clefs comme Raqqa en Syrie ou Mossoul en Irak. C'est à partir de cette dernière que le chef du groupe, al-Baghdadi, prononcera le discours fondateur de l'État islamique le 29 juin 2014 et annoncera la création de son califat physique.** Al-Baghdadi devient ainsi le calife Ibrahim et aspire à régner sur tous les musulmans. La police morale patrouille dans les rues afin de faire respecter la charia aux habitants du califat pendant que les jihadistes commettent des attentats en Irak et en Syrie, visant aussi bien les minorités que les occidentaux. Le journaliste américain James Foley sera ainsi exécuté le 18 août 2014 et la vidéo diffusée par le groupe.

Ce meurtre sera l'élément déclencheur de la création d'une coalition internationale menée par les États-Unis et destinée à anéantir Daech. La coalition réunit une soixantaine de pays dont de nombreux pays européens (France, Italie, Royaume-Uni, Allemagne...), des pays arabes (Jordanie, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Maroc...) mais aussi des membres de l'Otan tels que l'Australie ou le Canada. Plus de 13 000 frappes aériennes seront initiées par la coalition et 5 000 soldats mobilisés. Soutenue par la coalition, l'armée irakienne va reprendre les villes de Fallouja, Ramadi et surtout Mossoul. Raqqa sera reprise en octobre 2017 par les kurdes des Forces démocratiques syriennes avec l'appui de la coalition. Le califat perdait ensuite la ville de Baghouz, son dernier bastion. Après avoir perdu son califat, l'État islamique verra son chef se faire tuer lors d'une opération américaine dans le petit village de Baricha en octobre 2019. **Si l'État islamique a perdu son existence physique, il n'en demeure pas moins que**

¹⁵¹ [https://information.tv5monde.com/international/dates-cles-du-groupe-etat-islamique-ei-en-irak-et-en-syrie-26835#:~:text=Création%20de%20l'EIIL,et%20au%20Levant%20\(EIIL\).](https://information.tv5monde.com/international/dates-cles-du-groupe-etat-islamique-ei-en-irak-et-en-syrie-26835#:~:text=Création%20de%20l'EIIL,et%20au%20Levant%20(EIIL).)

son idéologie n'a pas disparue. Le groupe sévit désormais majoritairement en Afrique subsaharienne et au Grand Khorasan, notamment en Afghanistan où il est opposé aux talibans. Les jihadistes affiliés à Daech parviennent toutefois à frapper le continent européen comme ce fut le cas lors des attentats au Crocus Hall de Moscou le 22 mars 2024 qui firent 145 victimes. Le pouvoir d'influence de Daech demeure toujours capable de pousser des individus à agir seuls. Ces « *loups solitaires* » commettent ainsi des atrocités en prêtant allégeance à l'État islamique. Les exemples récents comme l'attaque à la voiture-bélier du 1^{er} janvier 2025 à la Nouvelle-Orléans ne manquent pas et rendent un renforcement de la lutte contre le groupe terroriste indispensable.

A ce titre la récente décision des États-Unis, rapidement suivis par l'Union européenne, de lever les sanctions qui pesaient sur la Syrie pourrait constituer un levier efficace afin d'obtenir le concours du nouveau président syrien dans ce combat. Après l'engagement pris par Donald Trump à la suite de sa rencontre avec al-Charaa, les États-Unis ont autorisé les transactions bancaires et financières avec le gouvernement syrien, la banque centrale syrienne mais aussi les entreprises publiques ou semi-publiques du pays. Les investissements en Syrie sont de nouveau possibles, tout comme l'achat de produits pétroliers syriens. **En échange de la levée de ces sanctions, M Trump a obtenu du nouvel homme fort de Damas que celui-ci expulse les terroristes étrangers du territoire et aide les États-Unis à empêcher Daech de se reconstituer.** Le 20 mai dernier, soit une semaine après la décision américaine de lever les sanctions au profit de la Syrie, l'Union européenne prenait des mesures similaires. Les avoirs de la banque centrale syrienne seront ainsi dégelés et le système financier européen ouvert aux entités syriennes. Les sanctions interdisant les ventes d'armes et d'équipements susceptibles d'être utilisés contre les civils restent en revanche en vigueur.

La levée des sanctions, destinée à redonner un élan économique à la Syrie en même temps qu'une chance au gouvernement d'Ahmed al-Charaa, est un test important et il faudra veiller au respect des conditions qui incombent

à la partie syrienne. La première d'entre-elles est la solidité du projet d'unité prôné par al-Charaa. Les récentes exactions perpétrées par les hommes de HTC contre les alaouites et les druzes ne rassurent pas quant au contrôle du nouveau président sur ses éléments les plus radicaux. A ce titre, le projet d'unification des groupes armés et ses modalités, s'il venait à être mis en œuvre, devront être surveillés attentivement. Si l'une des minorités, comme les druzes ou les kurdes, refusaient d'intégrer les forces gouvernementales, il faudra alors pouvoir la soutenir et assurer sa sécurité en appuyant par exemple Israël qui fournit déjà des ressources humanitaires aux druzes de Syrie et apporte des soins à leurs blessés. Les milices kurdes sont également un allié précieux et permettent de contrôler les anciens prisonniers jihadistes qui ne sont désormais plus cantonnés à la seule zone d'Idlib, comme cela était le cas sous Bachar el-Assad. Par ailleurs, l'Union européenne pourrait aider Damas à former certaines de ses unités aux stratégies de lutte anti-terroristes. **Il s'agira aussi d'obtenir des services syriens qu'ils assurent une surveillance accrue de la 84^{ème} unité qui sera composée d'anciens jihadistes. Enfin, il pourrait être opportun de reformer une coalition sur le modèle de celle qui permit l'anéantissement du califat de Daech afin d'éviter toute résurgence locale du groupe terroriste, une menace qui est bien réelle.**

Bien que discret, l'État islamique est en effet loin d'avoir disparu et prépare son retour en adaptant son *modus operandi* à l'État de ses troupes mais aussi au contexte. Bien que les chiffres des attentats perpétrés par Daech depuis la chute du régime de Bachar el-Assad semblent indiquer une décroissance de son activité, ils ne sont que partiellement révélateurs en ce qu'ils ne tiennent pas compte du processus de réactivation des cellules dormantes disséminées dans tout le territoire syrien par l'organisation terroriste, ce que souligne *The Arab Weekly*¹⁵². Les forces gouvernementales qui s'emploient à traquer les hommes de Daech, et notamment ceux de la 70^{ème} division de l'Armée nationale syrienne dont la plupart ont déjà combattu l'organisation terroriste dans le cadre de la coalition menée par

¹⁵² <https://the arabweekly.com/isis-reactivating-fighters-eying-comeback-syria-and-iraq>

les États-Unis, parviennent à neutraliser un certain nombre de combattants mais s'avèrent trop peu nombreux pour quadriller l'ensemble du territoire. De plus, Daech semble avoir compris que la réinstauration d'un califat sur le modèle de celui de 2014 est, du moins pour le moment, matériellement impossible et adapte son mode opératoire en conséquence. Les hommes de l'État islamique optent désormais pour la stratégie de la dissimulation parmi la population civile, devenant ainsi plus difficiles à détecter. C'est ce que confirmait une source citée par *Le Figaro* en indiquant que les terroristes restent désormais silencieux « *jusqu'au moment où ils décideront de frapper* »¹⁵³. Par ailleurs, d'autres sources indiquent que Daech s'est emparé de certaines réserves d'armes à la suite du renversement du régime el-Assad et les répartit entre ses différentes cellules.

Les moyens évoqués au paragraphe précédent pourraient permettre de maîtriser efficacement la menace que fait peser l'État islamique sur le territoire syrien. Quant à son pouvoir de nuisance en Europe et aux États-Unis, le concours du nouveau gouvernement syrien pourrait également s'avérer précieux en fournissant notamment des informations relatives aux citoyens syriens ou étrangers jugés dangereux et transitant par son territoire afin de permettre une meilleure réactivité, le suivi et l'interception des terroristes ou terroristes potentiels. Des canaux de communication directs et prioritaires seraient en ce sens un atout considérable pour gérer une menace qui couve.

¹⁵³ <https://www.lefigaro.fr/international/dans-le-desert-syrien-les-autorites-de-damas-lancees-dans-la-traque-de-daech-20250717>

COMMENT LE 7 OCTOBRE A RECONFIGURÉ LA RÉGION

Le 7 octobre est un point de bascule de l'histoire du Moyen-Orient. Ce point de bascule a eu des incidences sur **l'évolution politique d'Israël au moment où le pays a pris une place prépondérante dans la région (1)**, sur **l'évolution de la Palestine à l'heure où un premier plan de création d'un État de Palestine a été signé par Israël (2)** et enfin, **sur l'évolution de toute la région autour d'un paradoxe : si le 7 octobre a stoppé le processus de normalisation entre Israël et les pétromonarchies sunnites, il en a aussi renforcé la coopération de fait (3)**.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'ELECTION DU 27 OCTOBRE EN ISRAËL ?

Trois ans après le 7 octobre 2023, les Israéliens sont appelés aux urnes pour la première fois avec les élections législatives du 27 octobre. Le traumatisme du 7 octobre est toujours présent, au point qu'il structure le débat de la campagne. Seulement, contrairement à ce qui est souvent expliqué, le débat ne porte pas sur la responsabilité personnelle ou individuelle du Premier ministre Benjamin Netanyahu, mais sur sa responsabilité ministérielle. Il est le leader d'Israël sous lequel s'est déroulée cette tuerie de masse.

Sur ces trois dernières années, beaucoup de choses ont évolué pour Israël. Rappelons tout d'abord que **Netanyahou a atteint une partie de ses trois objectifs de guerre fixés à la suite du 7 octobre 2023 : libérer les otages (1), détruire le Hamas (2) et s'assurer que Gaza ne soit plus une menace (3)**. Les derniers otages ont été libérés en octobre 2025 à la suite de l'accord sous l'égide de Donald Trump. Sur le deuxième objectif, si le Hamas n'est pas mis hors d'état de nuire, son expulsion de la bande de Gaza a été actée et ses capacités de nuisance sont moindres qu'en 2023. En revanche, Gaza

demeure un problème sécuritaire pour Israël tant que son avenir demeure incertain. Avec par conséquent, **deux objectifs sur trois remplis, le Premier ministre israélien a des arguments pour répondre aux objections de l'opposition.**

Mais le 7 octobre 2023 a eu une deuxième incidence électorale très puissante. **Elle rend de plus en plus difficile l'alliance de la gauche et du centre avec les partis arabes qui représentent 20% de la population israélienne et 10% environ de la Knesset.** La portée du débat sur le 7 octobre 2023 contraint l'opposition sioniste à devoir porter une ligne de crête politique : condamner la gestion Netanyahu tout en refusant l'atténuation de certains partis arabes qui ne jouent pas le jeu d'Israël. Sur le plan politique, il existe une fracture entre les partis arabes : ceux adoptant une ligne traditionnelle de non-participation à l'État d'Israël considérant qu'il ne s'agit pas de leur État et ceux portés par Abbas, souhaitant participer à l'État pour améliorer les conditions d'existence des Arabes israéliens.

Enfin, sur le plan politique, **le 7 octobre a apporté une nouvelle grille de lecture des relations entre les Arabes et Juifs israéliens.** Cette nouvelle grille de lecture est ambivalente. En effet, d'un côté, pour de nombreux Juifs Israéliens, il subsiste le sentiment que toute paix sera impossible avec les Arabes créant une forme d'abattement. Et de l'autre côté, le 7 octobre a vu un massacre de masse, qui a touché des Juifs comme des Arabes pouvant créer une solidarité autour non pas du peuple Juif, mais du peuple Israélien.

1 AN APRES LE PLAN DE PAIX DE TRUMP, LES DERNIERS OBSTACLES

Un constat doit être rappelé : **l'État de Palestine est reconnu par 148 États dans le monde, soit près de 75% de l'humanité représentée aux Nations Unies. Pourtant cet État n'existe pas.** Pourquoi ?

L'État de Palestine n'existera pas tant que deux États ne le reconnaîtront pas : les États-Unis et Israël. Parvenir à recueillir l'accord de ces pays clefs est un préalable indispensable à la concrétisation de ce projet. La communauté internationale ne disposant d'aucun moyen de pression sur ces acteurs, une approche pragmatique prenant la forme d'un deal doit être privilégiée. Un deal qui ne pourra être conclu dans des conditions optimales qu'une fois que la guerre avec l'Iran aura trouvé une issue durable, permettant à la région de retrouver une certaine stabilité. D'autres obstacles, comme la menace que fait peser le Hezbollah sur Israël, devront également être écartés. **C'est ce qu'a recherché et obtenu Donald Trump dans son plan de paix du 3 octobre 2025.**

Néanmoins, le conflit avec l'Iran a affaibli le plan de paix. Toutefois, si le conflit opposant les États-Unis et Israël à l'Iran prenait fin dans des conditions favorables aux États-Unis, à Israël et aux puissances sunnites opposées à Téhéran, entraînant de ce fait un élargissement des accords d'Abraham à l'Arabie Saoudite, d'autres obstacles devraient être surmontés pour que la création d'un État palestinien devienne possible.

La première difficulté qui pourrait entraver l'apaisement régional indispensable à la création, dans de bonnes conditions, d'un État palestinien, est d'ordre sécuritaire. Depuis le 8 octobre 2023, le Hezbollah et l'État hébreu sont en conflit ouvert ; une situation qu'aucun cessez-le-feu n'a pour le moment su endiguer. La volonté des États-Unis de Donald Trump, par l'intermédiaire du conseiller américain Tom Barrack, et du Liban du président Joseph Aoun ne se sont pas en cause. Les deux pays n'ont en effet de cesse d'exiger le désarmement de la milice chiite pro-iranienne. Le

Hezbollah devrait donc se cantonner à un rôle de formation politique, délaissant de ce fait le monopole des armes au gouvernement libanais et à l'armée officielle du pays du Cèdre.

L'accord-cadre signé le 26 juin 2026 à Washington par l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Yechiel Leiter, l'ambassadrice du Liban aux États-Unis, Nada Hamadeh, et le conseiller américain Dan Holler va dans ce sens. **Conformément aux termes de cet accord, qui comprend 14 points, aucun « acteur non étatique » n'aurait le droit de mener d'action militaire.** C'est précisément ce point qui cristallise les tensions au Liban où le Hezbollah, qui continue de bénéficier d'un large soutien de la communauté chiite et même parfois au-delà, refuse de rendre les armes. Le secrétaire général de ce proxy iranien, Naïm Kasseem, considère que cet accord « *humiliant et honteux* » constitue un « *abandon de souveraineté* » et est « *nul et non avenue* ». Faire accepter au Hezbollah son désarmement dans l'intérêt d'une paix régionale sera un défi de taille autant qu'une perte de grande ampleur pour l'Iran qui ne pourrait plus compter sur cet allié qui constitue une menace constante pour Israël depuis 1982, date de l'établissement des premiers liens entre la mouvance chiite et Téhéran.

Le second obstacle est d'ordre purement géopolitique et tient en deux signes : le projet « E1 ». Ils désignent un projet de construction de 3 400 logements en Cisjordanie, à l'est de Jérusalem. La raison pour laquelle ce projet est si débattu est que sa concrétisation reviendrait à couper en deux la Cisjordanie avec une partie nord et une partie sud, rendant de ce fait l'exercice de la souveraineté d'un potentiel État palestinien sur la Cisjordanie quasiment-impossible. Comme le rapporte le *New York Times*, Bezalel Smotrich, ministre israélien des finances, encourage ces constructions, estimant que cela reviendrait à « *enterrer l'idée d'un État palestinien* ».

LE PREMIER 7 OCTOBRE APRES LA GUERRE CONTRE L'IRAN : QUELLES CONSÉQUENCES RÉGIONALES ?

Nous l'avons rappelé précédemment, les trois ans du 7 octobre 2023 interviennent au moment où la guerre avec l'Iran est toujours d'actualité.

Lancée conjointement par Israël et les États-Unis, les opérations *Roaring Lion* et *Epic Fury* avaient pour but d'écarter définitivement la menace nucléaire iranienne et de faire chuter le régime des mollahs. **En près de 40 jours, Tel Aviv et Washington ont mené environ 24 000 frappes sur le territoire iranien.** Les objectifs de cette opération n'ont cependant été que partiellement atteints. D'un côté, la localisation des 440 kilogrammes d'uranium enrichi toujours aux mains de Téhéran demeure inconnue, de l'autre, en dépit de l'assassinat du guide suprême iranien, l'Ayatollah Ali Khamenei, le régime tient bon. Le fils de l'Ayatollah, l'énigmatique Mojtaba Khamenei que d'aucuns disent très gravement blessé, voire défiguré, ne s'est toujours fendu d'aucune apparition publique mais les Gardiens de la Révolution ont raffermi leur emprise sur la société iranienne sans que celle-ci ne se soulève de nouveau.

Pis, **le régime iranien dispose désormais d'un nouvel atout de poids, jamais utilisé jusqu'ici, la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transitaient, en temps normal, environ 20% du pétrole mondial.** En fermant ce détroit, l'Iran dispose d'un moyen de pression sur les économies occidentales, une nouveauté dans son arsenal dont Téhéran ne se prive pas de faire usage.

À ce titre, **le cessez-le-feu du 8 avril dernier tout comme le mémorandum d'Islamabad du 17 juin semblaient voués à n'être que temporaires tant les positions des deux parties semblent difficilement conciliables.** L'Iran ne souhaite ni abandonner son stock d'uranium enrichi et encore moins son emprise nouvelle sur le détroit d'Ormuz, ce que l'administration Trump ne saurait en aucun cas accepter. Les négociations sont par ailleurs émaillées d'échanges de frappes aériennes visant des cibles iraniennes en représailles

d'attaques de navires transitant par le détroit d'Ormuz diligentées par le régime des mollahs. Par ailleurs, l'Iran vise fréquemment les bases américaines au Moyen-Orient. La liste des pays ayant ainsi essuyé des attaques iraniennes est longue : les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, Bahreïn, la Jordanie mais aussi l'Irak.

Face à ce risque sécuritaire nouveau, et à une protection américaine jugée trop faible par les pays qui le subissent, force est de constater que la question palestinienne a reculé dans l'agenda des nations concernées. Elle est désormais devancée par la question sécuritaire mais aussi par la recherche de solutions économiques pour pallier la fermeture du détroit d'Ormuz et le contrôle, récent, du détroit de Bab-el-Mandeb à la suite d'une offensive des Houthis, proxys iraniens au Yémen, mais disposant d'une forme d'indépendance vis-à-vis du régime des Mollahs.

Cette inquiétude nouvelle pour leur sécurité par des États qui se pensaient intouchables en raison de la protection d'un Washington débordé a deux conséquences : la tentation diplomatique d'un rapprochement avec Téhéran, restée pour l'heure largement inefficace, et la conclusion de nouvelles alliances qui ne le sont pas plus (i.e. l'Arabie Saoudite, le Pakistan et la Turquie ont ainsi signé un accord stratégique de défense mutuelle le 7 août 2026). C'est précisément dans l'inefficacité de cet accord, le « Pacte de La Mecque », que réside l'espoir d'un prolongement des accords d'Abraham.

CONCLUSION

L'actualité du Moyen-Orient est très dense et ses enjeux et conséquences ne sont pas uniquement limités aux pays qui font partie de cette région à l'histoire aussi riche que complexe. Les problématiques sont nombreuses, parfois anciennes voire historiques, et nécessitent que des réponses adaptées aux différents contextes soient apportées.

A très court-terme, mettre un terme au conflit entre Israël et le Hamas et parvenir à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens constitue l'objectif principal. C'est ce que les négociations en cours sur l'adoption du plan proposé par Donald Trump devraient permettre si elles aboutissent et si ce plan se voit peaufiné comme nous le proposons. La communauté internationale doit notamment accompagner le peuple israélien dans son deuil des atrocités subies le 7 octobre 2023. Il s'agira de pacifier la région en poursuivant la normalisation des relations entre Israël et les États arabes pour aboutir à **une grande alliance anti-terrorisme islamiste**, bénéficiant aussi à la France engagée pleinement dans cette lutte.

Parallèlement, l'"axe de la résistance" devra définitivement être mis hors d'état de nuire. Cela passe par la démilitarisation du Hezbollah, le renversement des Houthis, le contrôle des milices chiites irakiennes mais aussi une véritable stratégie de *containment* à l'encontre de l'Iran afin de s'assurer que Téhéran cesse d'armer et de financer ses proxys. Il conviendra aussi d'écarter l'Iran du club des puissances nucléaires. La seule manière d'y parvenir semble passer par une solution hybride mêlant accord très restrictif et recours, si nécessaire, à l'intervention militaire d'une coalition.

La menace du terrorisme islamiste et celle de l'islamisme politique appellent toutes deux une réponse d'envergure et une coopération des acteurs internationaux. Les récentes attaques de « loups solitaires » démontrent que Daech n'est plus seulement focalisé sur la réinstauration d'un califat mais touche désormais au jihad global, naguère l'apanage d'al-Qaïda. Le chemin vers un Moyen-Orient pacifié n'est pas sans difficultés, mais il existe.

Par **Edouard Chaplault-Maestracci**, Analyste International du Millénaire.
Antranig Kevorkian, Analyste International du Millénaire.

Contributions :

Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire, spécialiste des questions internationales et européennes.

Matthieu Hocque, Directeur Général du Millénaire.

Crédit photo : [Benjamin Netanyahu 2012](#), de U.S. Department of State, via Flickr et Wikimedia Commons, public domain building CC0 photo.

[الصورة الرسمية للأمير محمد بن سلمان بن عبدالعزيز آل سعود](#), de Saudi Press Agency, via Wikimedia Commons, sous licence CC BY-SA 4.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*